



cyberpresse.ca
PRESSE



SEMAINE DE RELAX

LES NOMBREUSES VERTUS DE L'ENNUI
UNE JOURNÉE DE CONGÉ EN 15 IDÉES
ACTUEL PAGES 1 À 5

PASCALE BUSSIÈRES DANS MA VIE EN CINÉMASCOPE

JUTRA
2004, L'ANNÉE DES BIOPICS
ARTS ET SPECTACLES
PAGE 1

SÉRIE
LA DÉMOCRATIE EST-ELLE VRAIMENT SI MAL EN POINT?
UNE GRANDE ENQUÊTE AUX QUATRE COINS DU MONDE, À LIRE EN PAGES A33 À A38



Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**
« Pis moé ? »
— Pierre Paradis

SOMMAIRE

Astrologie du jour	VACANCES 24
Avis et encans	PETITES ANNONCES 15 et 16
Bridge	VACANCES 25
Décès	P. ANNONCES 12 à 15
Échecs	VACANCES 25
Feuilleton	VACANCES 24
Forum	A 27 à 29
Grille des mordus	VACANCES 18
Horaires ciné	CINÉMA 10 et 11
Horaires télévision	ARTS 17
Jardiner	MON TOIT 17
Loteries	A 22
Mots croisés	VACANCES 24
Mot mystère	VACANCES 24
Observateur	VACANCES 24
Petites annonces	CAHIER PETITES ANNONCES et AFFAIRES 2
Restaurants	ACTUEL 6
Trait d'union	VACANCES 23
Vin	ACTUEL 8

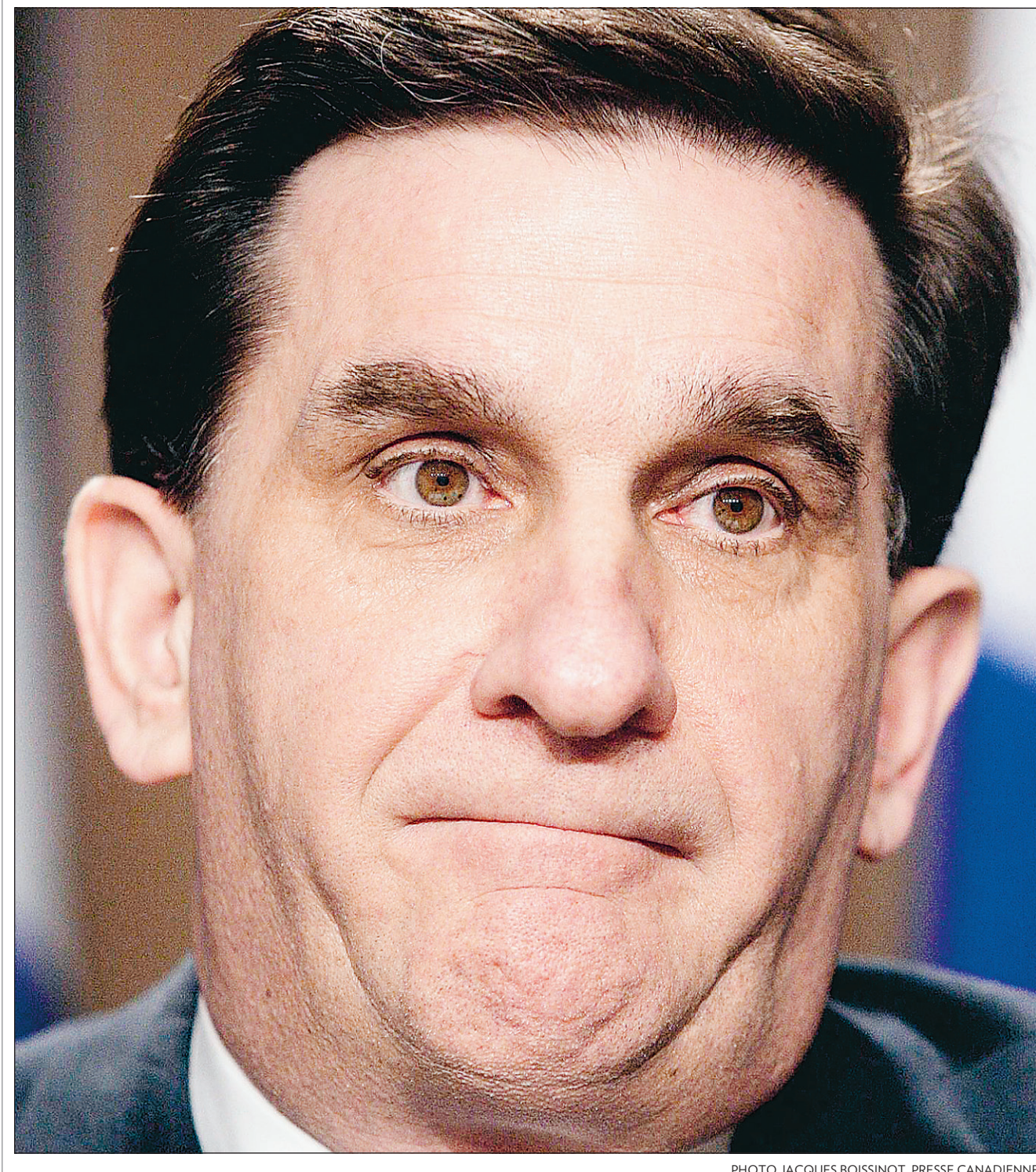
Coup de théâtre dans la LNH: les négociations reprennent aujourd'hui
GRETZKY S'EN MÊLE!

ALEXANDRE PRATT ET JEAN-FRANÇOIS BÉGIN des propriétaires influents ont convaincu leurs représentants de reprendre les négociations afin de sauver une saison pourtant annulée mercredi.

À l'origine de cette reprise des pourparlers, une poignée de légendes du hockey, dont le joueur-propriétaire des Penguins de Pittsburgh, Mario Lemieux, et le copropriétaire des Coyotes de Phoenix, Wayne Gretzky. Les deux hommes rencontreront aujourd'hui à

» Voir **GRETZKY** en page A12

Séguin n'exclut pas de se joindre au PQ



Yves Séguin paraissait exténué hier lorsqu'il a rencontré les journalistes peu après le remaniement ministériel annoncé par le premier ministre Charest.

L'ex-ministre des Finances digère mal les critiques de ses collègues

KARIM BENEISSAIEH lancée hier par son ex-collègue Claude Béchar, qui a mis en doute la loyauté de M. Séguin et sa capacité de travailler en équipe. « Il a toujours été vu comme un joueur pour lui, qui travaillait toujours pour lui », a déclaré M. Béchar, qui a été promu ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Même s'il a été exclu du cabinet en raison d'« écarts importants » avec Jean Charest, l'ex-ministre des Finances, Yves Séguin, entend demeurer député d'Outremont. Mais avec un avertissement : il quittera le Parti libéral si les attaques à son endroit se multiplient.

Une première salve a d'ailleurs été lancée hier par son ex-collègue Claude Béchar, qui a mis en doute la loyauté de M. Séguin et sa capacité de travailler en équipe. « Il a toujours été vu comme un joueur pour lui, qui travaillait toujours pour lui », a déclaré M. Béchar, qui a été promu ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

collègues formulent des critiques à mon égard qu'ils n'ont jamais faites avant, a prévenu Yves Séguin lorsqu'on l'a informé de l'attaque de M. Béchar. Ce sont des critiques faciles, je les laisserai à ceux qui les font. J'ai des défauts, mais j'ai toujours eu le courage de mes idées et j'admire les gens qui en ont. »

» Voir **SÉGUIN** en page A6

IMPORTANT
REMANIEMENT À QUÉBEC

Charest exige plus de discipline de ses ministres

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Au plus bas dans l'opinion publique, naviguant à vue entre les crises depuis le début de l'année, le premier ministre Jean Charest a décidé de mettre le poing sur la table et d'exiger sur-le-champ davantage d'unité dans son gouvernement.

Lançant les dés hier, à mi-mandat, M. Charest a procédé à un remaniement en profondeur d'une équipe ministérielle qui, depuis des semaines, nageait en pleine confusion. Opération délicate au cours de laquelle il a pris le risque de congédier son ministre des Finances, Yves Séguin.

« J'exigerai de tous discipline, cohérence et solidarité dans l'action », a martelé hier M. Charest en dévoilant l'opération à laquelle il travaillait depuis la mi-janvier, ont confié ses collaborateurs.

» Voir **CHAREST** en page A6



DES SOLDATS CANADIENS EN JORDANIE
PAGES A14

RÉSERVEZ MAINTENANT! FAITES VITE! La vente se termine le 20 fév.

La Vente 1\$

ENVOLEZ-VOUS VERS Vancouver, Victoria, Prince George, Kelowna, Calgary, Edmonton, Fort McMurray, Winnipeg, Saskatoon, Las Vegas et Los Angeles

VOLS GRATUITS! DÉTAILS SUR jetsgo.net

Moins cher. Plus souvent. **jetsgo**

QUÉBEC REMANIEMENT MINISTÉRIEL

LE PREMIER CERCLE



Jean Charest
Premier ministre
Responsable des dossiers jeunesse

On attendait le remaniement ministériel en janvier, le premier ministre libéral Jean Charest l'aura fait avec quelques semaines de délai. Et il n'y est pas allé de main morte : trois ministres ont perdu leur limousine et deux autres ont été rétrogradés à des ministères mineurs, tandis que cinq députés d'arrière-ban ont été nommés au cabinet. Le gouvernement compte désormais deux ministres de plus, deux femmes en l'occurrence, pour un total de 27 sans compter le whip et le président du caucus.



Jacques Dupuis
Vice-premier ministre,
Sécurité publique

Le député de Saint-Laurent est le grand gagnant de ce remaniement. De simple ministre délégué à la Réforme des institutions démocratiques, M. Dupuis devient sans contredit l'homme fort du gouvernement, celui que les autres ministres devront amadouer pour faire avancer leurs dossiers. Parmi ses nombreuses fonctions se trouve celle de vice-premier ministre. Un poste auquel Jean Charest veut donner plus de mordant.



Monique Jérôme-Forget
Conseil du Trésor

L'ancienne présidente de la CSST reste incontournable alors que le gouvernement demeure ferme dans son intention d'implanter des partenariats public-privé. M^{me} Jérôme-Forget (Marguerite-Bourgeoys) aura aussi, comme présidente du Conseil du Trésor, à tenir serrés les cordons de la bourse alors que les négociations dans le secteur public se profilent à l'horizon.



Michel Audet
Finances

Le député de Laporte hérite de la prestigieuse fonction de ministre des Finances, à la suite de l'éviction d'Yves Séguin. M. Audet était déjà ministre du Développement économique et régional, mais son influence sera plus importante maintenant. Prudent, il s'est bien gardé, hier, d'assurer aux contribuables qu'ils bénéficieront cette année de la baisse d'impôts d'un milliard promise par le Parti libéral lors de la dernière campagne électorale.



Monique Gagnon-Tremblay
Relations internationales et Francophonie

M^{me} Gagnon-Tremblay a perdu le poste de vice-première ministre, mais garde les prestigieuses relations internationales. Une rumeur avait déjà laissé entendre que la ministre, qui en est à son cinquième mandat à l'Assemblée nationale, pouvait ne pas terminer son mandat. Cela semble de toute évidence ne pas devoir être le cas.



Philippe Couillard
Santé et Services sociaux

Bien des bruits ont circulé ces dernières semaines au sujet du Dr Couillard, jusqu'à une possible démission provoquée par le choix de l'emplacement du futur CHUM. Mais celui qui apparaît comme le ministre le plus populaire du gouvernement Charest a de toute évidence décidé de faire valoir son point de vue au sein même du cabinet. Le député de Mont-Royal devra d'abord régler cet épineux dossier et, à plus long terme, tenter de contenir l'explosion des coûts du réseau de santé.



Jean-Marc Fournier
Éducation

Le député de Châteauguay avait hérité des Affaires municipales en pleine tourmente sur la question des fusions-défusions. Le voici appelé à éteindre de nouveaux feux, allumés par son prédécesseur Pierre Reid. De nombreux intervenants du monde de l'éducation sont en effet à couteaux tirés avec le gouvernement Charest, à commencer par les étudiants.

LES AUTRES MINISTRES

 Yvon Marcoux Justice	 Claude Béchard Développement économique	 Yvon Vallières Agriculture, Pêcheries et Alimentation	 Thomas J. Mulcair Développement durable et Parcs	 Pierre Corbeil Ressources naturelles et Faune	 Michel Després Transports	 Nathalie Normandeau Affaires municipales et Régions	 Line Beauchamp Culture et Communications	 Benoît Pelletier Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes	 Pierre Reid Services gouvernementaux	 Lawrence S. Bergman Revenu
 Michelle Courchesne Emploi et Solidarité sociale	 Françoise Gauthier Tourisme	 Carole Thériège Famille, Aînés et Condition féminine	 Laurent Lessard Travail	 Lise Thériault Immigration et Communautés culturelles	 Julie Boulet Ministre déléguée aux Transports	 Geoffrey Kelley Ministre délégué aux Affaires autochtones	 Henri-François Gauthrin Ministre délégué au Gouvernement en ligne	 Margaret F. Delisle Ministre déléguée à la Protection de la jeunesse et à la Réadaptation	 Norman MacMillan Whip en chef	 David Whissell Président du caucus

LES EXCLUS

 Yves Séguin Le député d'Outremont aurait pu continuer de siéger au conseil des ministres : le premier ministre Charest lui a en effet offert la Justice, mais M. Séguin voulait demeurer aux Finances, ou rien. Ce sera donc rien, et même s'il reste député pour le moment, M. Séguin n'exclut aucune option pour l'avenir. Dans l'entourage du premier ministre, on le trouvait trop individualiste, on lui reprochait de mener sa barque seul et même de manquer de loyauté.	 Jacques Chagnon Le député de Westmount-Saint-Louis aura connu son Waterloo à Kanesatake : ses gaffes répétées dans le dossier autochtone ont fini par le placer dans le collimateur du premier ministre Charest et lui ont coûté son poste. Ministre de la Sécurité publique, il répétait notamment, en dépit de l'évidence, que le territoire de Kanesatake était convenablement surveillé par la Sûreté du Québec. Ce vétéran, élu en 1985, a choisi de demeurer député.	 Sam Hamad M. Hamad passait pour un candidat vedette dans Louis-Hébert au scrutin de 2003. Moins de deux ans plus tard, le voici député d'arrière-ban. On se souviendra de lui aux Ressources naturelles en raison de ses multiples volte-face au sujet de la centrale au gaz du Suroit. Ses commentaires équivoques quant à d'éventuelles hausses de tarifs d'électricité ont aussi contribué à le discréditer.
---	--	---

Économisez avec les bas tarifs d'Air Canada pour les grandes villes nord-américaines.

Canada – Tarifs Tango, ALLER SIMPLE de Montréal à partir de :					États-Unis – Tarifs ALLER SIMPLE de Montréal à partir de :				
TORONTO	WINNIPEG	SYDNEY (N.-É.)/DEER LAKE SERVICE SANS ESCALE! 1 ^{er} JUIN-29 OCTOBRE 2005	CALGARY	VANCOUVER	NEWARK	PITTSBURGH	MIAMI FORT LAUDERDALE	RALEIGH-DURHAM	SEATTLE
89\$	95\$	99\$	124\$	179\$	125\$	151\$	159\$	172\$	239\$

Réservez sur aircanada.com et obtenez un mille Aéroplan^{MD} pour chaque tranche de trois dollars dépensés pour vos voyages au Canada et aux États-Unis.

Vous pouvez téléphoner à votre agent de voyages, ou à Air Canada au 1 888 247-2262. Gagnez du temps! Pour tous les vols au Canada, vous pouvez maintenant vous enregistrer sur aircanada.com

AIR CANADA

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE

REPRENEZ VOTRE TITRE.

Un billet acheté auprès du bureau des réservations d'Air Canada coûtera 5\$ additionnels par personne (non remboursables, taxes en sus). Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071. Destinations canadiennes : le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs. Sydney (N.-É.)/Deer Lake – nouveau service sans escale en vigueur le 1^{er} juin 2005. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 29 octobre 2005. Les tarifs sont basés sur un aller simple. Les billets doivent être achetés au plus tard le 23 février 2005. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 31 mai 2005. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 6\$, ne sont pas inclus. Destinations américaines : le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs. Les tarifs sont basés sur un aller simple. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 12\$, ne sont pas inclus. Destinations canadiennes et américaines : les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon la date de départ et de retour. Un séjour minimal ou maximal et d'autres conditions peuvent s'appliquer. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada, de la société en commandite Jazz Air (faisant affaire sous le nom d'Air Canada JazzSM), de United Airlines, de SkyWest ou d'Air Wisconsin (faisant affaire sous le nom de United Express). SM Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. ^{MD} Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada.

QUÉBEC REMANIEMENT MINISTÉRIEL

QUELQUES CHIFFRES

- > **Le nouveau conseil des ministres :**
1 premier ministre
21 ministres (au lieu de 19)
5 ministres délégués (au lieu de 7)
1 whip en chef et 1 président du caucus (qui assistent aux réunions sans être membres du Conseil des ministres)
- > **Les ministres délégués, comme les ministres, ont droit à une limousine avec chauffeur**
- > **10 femmes au conseil des ministres au lieu de huit (les nouvelles sont Margaret F. Delisle et Lise Thériault).**
- > **La région de Montréal a deux ministres de plus (Yves Séguin s'en va tandis qu'arrivent Lise Thériault (Anjou), Geoffrey Kelley (Jacques-Cartier) et Henri-François Gauthrin (Verdun)).**
- > **La région de Québec a un ministre de plus (Margaret F. Delisle, Jean-Talon).**
- > **Salaire de base d'un député : 78 886 \$.**
- > **Salaire de base d'un ministre ou d'un ministre délégué : 138 051 \$.**
- > **Salaire du président de l'Assemblée nationale : 138 051 \$.**
- > **Salaire du chef de l'opposition officielle : 138 051 \$.**
- > **Salaire de base du premier ministre : 161 716 \$.**
- > **Allocation annuelle de dépenses d'un député : 13 934 \$.**
- > **Autres avantages :**
remboursement des frais de déplacement (entre 5400 \$ et 16 500 \$ par an) et des frais de logement (au maximum 12 400 \$).



PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

Parmi les nouveaux venus au cabinet de Jean Charest, Yvon Vallières, nommé à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, est le seul à avoir déjà occupé un fauteuil ministériel dans le passé.

ILS ONT DIT :

> **Jean Charest, premier ministre :**
Discipline, cohérence, ce sont les choses qu'il nous faut étant donné l'ambition que nous avons pour le Québec. Et un remaniement ministériel, c'est l'occasion de recentrer les actions du gouvernement.

Le gouvernement est une affaire d'équipe. Ce n'est pas l'affaire d'une seule personne, ça ne l'a jamais été (commentant l'exclusion d'Yves Séguin).

> **Jean-Marc Fournier, ministre de l'Éducation, du Loisir et des Sports :**
C'est dans la communication qu'on trouve les solutions plutôt que (dans) la confrontation. Ce que je cherche, c'est qu'on puisse avoir une communication avec l'ensemble des partenaires, des parents aux étudiants, aux enseignants, la direction, faire le tour du jardin.

> **Line Beauchamp, ministre de la Culture et des Communications :**
Mes vœux sont exaucés. J'ai toujours cru, particulièrement pour la culture, qu'il faut pouvoir développer à long terme des consensus avec les différents milieux, les créateurs, le patrimoine, les municipalités. Pouvoir continuer, ça assure qu'on est en train vraiment d'installer des briques pour renforcer cet édifice de la culture.

> **Jacques Dupuis, vice-premier ministre et ministre de la Sécurité publique :**
Un gouvernement a besoin que ses priorités soient claires, qu'elles soient bien comprises par la population et que chacun des membres du gouvernement y adhère complètement.

> **Claude Béchar, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation :**
M. Séguin, au niveau de la loyauté et au niveau de la capacité à travailler en équipe (...), il a toujours été vu davantage comme un joueur pour lui, qui travaillait d'abord pour lui. Alors, dans un gouvernement, ça fait toujours des frictions.

> **Michel Audet, ministre des Finances :**
Nous avons dit, dans notre programme, que nous voulions faire en sorte que le fardeau fiscal des Québécois se rapproche davantage de la moyenne canadienne. Nous sommes commis à cet objectif, nous y travaillons et c'est dans cette perspective que je travaillerai au prochain budget.

> **Pierre Reid, ministre des Services gouvernementaux :**
Je suis très heureux d'avoir une responsabilité qui est au cœur de notre programme, celle d'offrir à la population des services de qualité qui utilisent toutes les avancées modernes en gestion et en technologie de l'information, notamment. C'est un défi auquel s'attaquent la plupart des gouvernements ; il correspond à mes intérêts et à mon expertise professionnelle.

Six nouveaux visages

KARIM BENEISSAIEH

Jean Charest a injecté une bonne dose de sang neuf dans son gouvernement en confiant presque le quart des ministères à des nouveaux venus.

Des 27 ministres en poste, six ne détenaient en effet aucun portefeuille avant le remaniement. Du lot, seul Yvon Vallières, nommé à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, a été ministre dans le passé. Au sein des gouvernements Bourassa puis Johnson, M. Vallières avait notamment hérité des portefeuilles du Transport, de l'Agriculture et du Développement régional.

Cet enseignant de formation, né à

Danville, en Estrie, en 1949, est le doyen de la politique québécoise. Il a été élu pour la première fois en 1973 dans sa circonscription natale de Richmond. Battu en 1976, il a été réélu en 1981 et a remporté toutes ses élections depuis.

Un ministère de poids

L'autre recrue qui hérite d'un ministère de poids est le député de Frontenac, Laurent Lessard. Ce licencié en droit qui fut maire de sa ville natale de Thetford Mines de 1999 à 2003 présidera aux destinées du ministère du Travail. Il est un nouveau venu en politique provinciale, ayant été élu pour la première fois lors des élections générales d'avril 2003.

Deux femmes font également leur

entrée au cabinet. Lise Thériault, née à Toronto en 1966 et qui a travaillé dans la publicité et l'édition, est devenue ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles. La députée d'Anjou a été élue pour la première fois en 2002 lors d'une élection partielle : elle a occupé depuis divers sièges au sein de commissions parlementaires comme celles de l'administration publique et des institutions.

Après 10 ans comme députée libérale de Jean-Talon, dans la région de Québec, Margaret Delisle a obtenu un portefeuille hier et siégera à titre de ministre déléguée à la Protection de la jeunesse et à la Réadaptation. Née à Québec en 1946, M^{me} Delisle a notamment été professeure d'anglais, mairesse de

Sillery, vice-présidente puis présidente de la Fédération canadienne des municipalités au début des années 90.

Aux Affaires autochtones, on a fait confiance au député de Jacques-Cartier, Geoffrey Kelley, en lui confiant un portefeuille de ministre délégué. Né en 1955 à Montréal, M. Kelley a fait carrière dans l'enseignement avant de devenir attaché politique du ministre des Affaires municipales en 1990.

Après 15 ans comme député de Verdun, Henri-François Gauthrin a hérité d'un ministère nouvellement créé, en devenant « délégué au Gouvernement en ligne ». Né à Béthune, en France, en 1943, M. Gauthrin est un physicien spécialisé en physique-mathématiques.

Un premier ministre sous haute surveillance



DENIS LESSARD

ANALYSE

Bonjour la cohérence. Jean Charest venait de dire péremptoirement qu'il allait lui-même assumer la présidence du nouveau comité des priorités du gouvernement.

Or, les journalistes avaient entre les mains les communiqués qui attribuaient pourtant cette fonction au nouveau responsable de la Sécurité publique, Jacques Dupuis. Et ce dernier d'expliquer, avec son enthousiasme bon enfant, sa nouvelle responsabilité stratégique.

« Votre rôle de responsable du comité des priorités, voulez-vous en parler ? » demanda, candide, un journaliste au nouveau titulaire de la Sécurité publique.

« Je pense que ce que le premier ministre a voulu, c'est qu'effectivement la cohérence s'exprime de façon claire dans le gouvernement. On a des priorités qui sont importantes, le premier ministre a voulu qu'elles s'exercent au sein de ce comité des priorités, c'est la raison pour laquelle il m'a demandé d'assumer les fonctions. Ai-je besoin de vous dire, renchérit-il, que je suis très content des responsabilités que le premier ministre me confie ? »

Félicitations, M. Dupuis ! Mais ces cafouillages parlent bien davantage que les appels à la cohérence et à la discipline martelés hier par

Jean Charest. Et si les approximations, la confusion, venaient d'en haut ? Du capitaine et de son état-major ?

Manifestement, quelques choix du remaniement d'hier relevaient de la pensée magique. Michelle Courchesne, qui rêvait de la Culture, voudra-t-elle aller s'asseoir avec les groupes de défense des assistés sociaux ? Que fera Benoît Pelletier, nouveau responsable de la Réforme des institutions démocratiques ? Tout le monde sait qu'il est opposé à la formule proportionnelle dont avait péniblement accouché son prédécesseur, Jacques Dupuis.

D'autres bizarreries sont structurelles. On détricote le ministère du Développement économique, qui

Et si les approximations, la confusion, venaient d'en haut ? Du capitaine et de son état-major ?

venait tout juste d'intégrer le Tourisme et le Développement régional. Retour à la case départ dont seuls profiteront, pour l'instant, ceux qui vendent aux ministères papier à lettre et cartes de visite.

Le coup de force

Dans un climat de quasi-panique et de suspicion, le premier ministre préparait depuis quelques semaines ce remaniement qui avait fait, malgré tout, l'objet de fuites dans les médias. Dans les officines libérales, le coup de force contre Yves Séguin était parfois évoqué. On avait même envisagé de recruter une grosse peinture de la finance pour prendre le relais d'un ministre placé carrément sous tutelle depuis l'automne dernier.

Après un premier ministre discret devant les journalistes, le jeune Turc Claude Béchar avait clairement eu le mandat d'achever Yves Séguin. « Il a toujours été vu comme un joueur qui travaillait d'abord pour lui », dira-t-il de son collègue de la veille.

Yves Séguin, il faut le dire, a toujours eu une capacité phénoménale pour multiplier la cohorte de ses ennemis en piétinant impunément leurs platebandes.

On était déjà à affûter la hache au cabinet du premier ministre Charest que le ministre y allait d'une ultime pirouette télévisée.

Après que le premier ministre eut, à Montebello, prévenu les étudiants qu'il étaient les plus favorisés du monde libre, notre Don Quichotte

Ce sera, pour longtemps, le « jeudi noir » chez les Séguin : sa femme, Marie-Josée Nadeau, faisait partie, le matin même, de la brochette de dirigeants d'Hydro qui avaient dû subir les foudres de M. Charest.

Évincé hier, Yves Séguin gardait les yeux rivés sur un horizon bien plus éloigné que les prochains mois.

Pugnace, Jean Charest avait lancé « Un chômeur de moins » quand le gouvernement Landry l'avait sorti de l'ombre pour lui confier une commission sur le déséquilibre fiscal.

Patient, contenant sa rage à l'endroit de Jean Charest, Yves Séguin semblait avoir accepté le pari qu'il y aurait éventuellement « un chômeur de plus », et que ce ne serait pas lui.

Toujours soucieux de paraître comme une conscience sociale au PLQ, il rongera un moment son frein comme député d'Outremont, conservant du même coup son droit de parole.

Ce partisan d'un « fédéralisme renouvelé » ne semblait guère désireux hier de se garder des portes ouvertes du côté du Parti québécois, même si, dans un long entretien avant les Fêtes, le persuasif Bernard Landry avait tenté de l'attirer dans son giron.

Les réflexes aiguisés, Yves Séguin a ressenti spontanément les mots de Robert Bourassa lors de l'échec de l'entente du lac Meech, une formule qui a désormais valeur d'incantation parmi les militants du Parti libéral du Québec.

« J'étais avec lui au lendemain de l'échec de Meech. Une phrase m'a toujours profondément inspiré : Quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, le Québec est et sera toujours une société libre de ses choix. »

À mesure que descend la cote de popularité de leur parti dans les sondages, bien des libéraux observent avec une appréhension en hausse ce chef venu d'ailleurs qui, à mi-parcours, semble si souvent vaciller.

Comme aimait le dire son mentor politique, Brian Mulroney, Jean Charest a manifestement lancé les dés avec son remaniement d'hier. S'il perd, reste à savoir si ses troupes lui laisseront jouer un autre tour.

MÉGA VENTE!

à travers nos 130 magasins!

Jusqu'à **36** paiements égaux sans intérêt* Sur produits sélectionnés.

Panasonic DVD MP3

Lecteur DVD portatif

- Écran 7" ACL à grand écran
- 2.5 heures d'autonomie
- Haut-parleurs stéréo intégrés
- Décodeurs Dolby Digital et dts intégrés
- Sortie audio numérique optique
- Compatible CD-R/RW, MP3, WMA



ÉPARGNEZ 50\$
548⁸⁸
Rég. 598⁸⁸

SONY

Ensemble cinéma maison

- Récepteur de 5 x 100 watts
- Décodeurs DTS, Dolby Digital, Dolby Prologic II
- "Digital Cinema Sound" • 4 haut-parleurs satellites
- 1 haut-parleur central
- Haut-parleur d'extrêmes-graves amplifié 100 watts



ÉPARGNEZ 70\$
378⁸⁸
Rég. 448⁸⁸

Panasonic DVD

Lecteur DVD / DC

- Compatible DVD-Vidéo, DVD+/-R/RW, CD-R/RW, MP3
- Décodeurs DTS et Dolby Digital intégrés • Lecture DVD-Audio
- Reprise multidisques • Télécommande • Lecture de format JPEG



ÉPARGNEZ 10\$
118⁸⁸
Rég. 128⁸⁸

Panasonic MP3

Mini-chaîne avec changeur 5 DC

- Puissance audio totale de 300 watts
- Compatible MP3
- Système bi-ampli et bifilaire



ÉPARGNEZ 60\$
208⁸⁸
Rég. 268⁸⁸

LG

42" PLASMA PANORAMIQUE

Téléviseur plasma 42" TVED

- Aspect d'écran cinéma 16:9 • XD Engine™
- 4 modes de visionnement • Rapport de contraste 3000:1
- Résolution 852 x 480 • Compatibilité d'affichage 720p
- Interface RS-232 • Technologie d'ajustements 24 images (réduction 3:2)
- Entrée(s) vidéo RGB (15-Pins) • Syntoniseur(s) NTSC intégré



ÉPARGNEZ 700\$
3288⁸⁸
Rég. 3988⁸⁸
OU **91³⁷**
x 36 mois, sans intérêt*

SHARP

Téléviseur ACL de 20"

- Résolution de 640 x 480 pixels
- Rapport de contraste 500:1
- Angle de visionnement 170° horizontal/vertical
- Entrée(s) à composants
- Système de haut-parleurs au bas



ÉPARGNEZ 550\$
848⁸⁸
Rég. 1398⁸⁸

Moins de 4" de profondeur

Vivitar

Caméra numérique 3.0 MP

- Interpolation 6.6 MP
- Zoom numérique 4x
- Résolution 2048 x 1536
- Flash intégré
- Écran ACL 1.5"



ÉCRAN COULEUR ACL

ÉPARGNEZ 50\$
98⁸⁸
Rég. 148⁸⁸

KONICA MINOLTA

Caméra photo numérique DiMAGE G530

- 5.0 mégapixels
- Zoom optique 3 x
- Écran ACL 1.5"
- Viseur optique
- Média SD & Memory Stick



Chargeur et piles inclus! + Boîtier en métal!

ÉPARGNEZ 80\$
318⁸⁸*
Rég. 398⁸⁸

SONY DVEDCAM

Caméscope Mini-DVD

- Zoom optique 10 x • Zoom numérique 120 x
- Résolution 1.0 mégapixels • Objectif Carl Zeiss Tessar
- Écran ACL 2.5" • Viseur couleur
- Format DVD : DVD-R, DVD-RW



ÉPARGNEZ 200\$
998⁸⁸
Rég. 1198⁸⁸

TOSHIBA

Processeur Mobile Intel® Pentium® 4 - HT 3.3 Ghz

- Mémoire 1.0 Go • Disque rigide 80 Go • Super Multi DVD
- Contrôleur vidéo ATI MOBILITY™ RADEON™ avec 64MB DDR
- Port réseau 10/100 et sans fil 802.11g intégré
- Lecteur de cartes mémoire 5 en 1
- Écran 15.4" • Windows XP Édition Familiale



NOUVEAU
2198⁸⁸

ÉPARGNEZ 400\$
1598⁸⁸*
Rég. 1998⁸⁸

GRATUIT! Mallette Loweepro (Valeur de 50\$)

LG

Moniteur ACL 15"

- Résolution de 1024 x 768
- Temps de réponse de 16 MS
- Niveau de contraste : 400:1
- Luminosité : 250 CD/M²



ÉPARGNEZ 60\$
198⁸⁸*
Rég. 258⁸⁸

palmOne

Adaptateur GPS, logiciel de navigation, carte mémoire 64 Mo, adaptateur pour voiture. (Valeur de 200\$)



Ordinateur de poche Palm One Zire72GPS

- Caméra de 1.2 MP intégrée
- Écran couleur 320 x 320
- Mémoire 32 Mo
- Processeur 312 MHz
- Palm OS • Version multilingue
- Compatible aux formats de carte MMC, SDI et SD I/O
- Sans fil Bluetooth®
- Compatibilité Windows/Mac

ÉPARGNEZ 30\$
568⁸⁸
Rég. 598⁸⁸

INFORMEZ-VOUS EN LIGNE!
WWW.DUMOULIN.COM

Dumoulin

Électronique • Informatique • Photo • Communications

1-877 DUMOULIN

- MONTRÉAL 8390, St-Hubert (Sud Métropolitaine) • 2050, St-Laurent (Près Sherbrooke) • 368, Ste-Catherine O. (coin Bleury) • 8990, boul. l'Acadie (Nord Métropolitaine) • 5485, des Jockeys (Décarie/Blue Bonnets)
- ST-LÉONARD 6852, rue Jean-Talon E. (Langelier/Galeries d'Anjou) • LASALLE 7197, boul. Newman (Près Carrefour Angrignon) • WEST ISLAND 2315, Transcanadienne (des Sources) • FAIRVIEW POINTE-CLAIRE
- LAVAL 1599, autoroute 440 O. (Voie service sortie boul. Industriel) • CARREFOUR LAVAL • CENTROPOLIS • PLACE ROSEMÈRE • LONGUEUIL 2203, ch. Chambly (Près de Curé-Poirier)
- BOUCHERVILLE 582, chemin De Touraine (près du IKEA) • BROSSARD 5705, boul. Taschereau (Est du Mail Champlain) • PROMENADES ST-BRUNO • GATINEAU 195, Bellemeur

DRUMMONDVILLE 740, boul. St-Joseph • GRANBY 633, rue Dufferin • GRAND-MÈRE 2601, 6^e Avenue • HAWKESBURY 1404, rue Principale E. (ON) • JOLIETTE 404, rue St-Viateur • LA SARRE 31, 5^e Avenue E. • LA TUQUE 544, rue Commerciale
 MANIWAKI 149, boul. Desjardins • SHAWINGAN 4370, boul. Royale • SHERBROOKE 1112, rue du Conseil / 2222, rue King O. / Carrefour de l'Estrie (Mail central) • SOREL-TRACY 1815, boul. Fiset
 ST-HYACINTHE 2487, av. Ste-Anne • ST-JEAN 391, du Séminaire • STE-MARTINE 789, St-Jean-Baptiste • VAL-D'OR 1817, 3^e Avenue • VALLEYFIELD 1045, Mgr Langlois • VICTORIAVILLE 525, boul. Bois-Francs Sud • TROIS-RIVIÈRES 2255, boul. des Récollets



*Aucun frais ni intérêt pendant 12, 24 ou 36 mois. Le prix de vente est payé par le biais de 12, 24 ou 36 versements mensuels égaux à un taux d'intérêt de 0%. Toute somme non payée à la date prévue sera soumise aux termes et taux d'intérêt de 28.9% avec HFC, 28.75% avec Citi Finance et 17.9% avec Visa Desjardins. Taxes payables en magasin lors de l'achat. Sujet à l'approbation de HFC, Citi Finance ou Visa Desjardins. Détails en magasin. -Aucun paiement, frais ni intérêt si le prix de vente est payé en totalité en Janvier 2006, à défaut de quoi des frais d'intérêt de 28.9% avec HFC, 28.75% avec Citi Finance et 17.9% avec Visa Desjardins. Taxes payables en magasin lors de l'achat. Sujet à l'approbation de HFC, Citi Finance ou Visa Desjardins seront exigés. Détails en magasin. Certains produits sont en quantités limitées et ne sont pas disponibles dans toutes les succursales. Offre pour un temps limité. Les illustrations peuvent différer. Détails en magasin. Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales.

QUÉBEC REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Gouverner



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

Un plan. Jean Charest a parlé hier d'un plan en présentant son nouveau conseil des ministres. Ça tombe drôlement bien, ce plan, parce que nous étions un certain nombre à nous demander ce qu'il voulait faire quand il serait grand. Ce gouvernement est arrivé au pouvoir avec un plan, on l'avait oublié, et dans sa première année, n'en a appliqué que des aspects cosmétiques et contre-productifs, dont cette modification au Code du travail sur la sous-

traitance et la réforme mal pensée du régime des prêts et bourses.

Dès le premier budget, Yves Séguin s'est écarté du plan. On ne voyait aucune signature, aucune originalité fondamentale, qu'une continuité avec le gouvernement précédent.

De toute évidence, deux ans plus tard, Yves Séguin et Jean Charest n'avaient plus le même plan. Vous me direz : peut-être est-il mauvais, voire impraticable, ce plan de modernisation de l'État, de réforme de la santé et de l'éducation assortie de baisses des impôts.

Il y a en effet bien d'autres choses à faire au Québec que de baisser les impôts. Mais c'est toujours bien ce sur quoi les gens ont voté. Si le ministre des Finances ne s'entend plus avec son premier ministre, devinez qui va partir ?

En ce sens, ce remaniement n'est pas tant la distribution des

bulletins de mi-mandat par le premier ministre que le test décisif du leadership incertain de Jean Charest.

Un gouvernement impopulaire n'est respectable que si son impopularité vient de l'application du plan qu'il avait annoncé. Jusqu'ici, le gouvernement Charest est impopulaire pour avoir (mal) fait des choses qui ne sont pas importantes et ne pas avoir fait les choses importantes.

Le leadership minimal lui commandait de congédier Sam Hamad, qui, plus que le président d'Hydro-Québec, est responsable du cafouillis du Suroît.

L'Énergie est un ministère stratégique depuis longtemps, mais sans doute plus que jamais maintenant. M. Hamad n'avait pas ce qu'il fallait.

Le ministre de la Sécurité publique, Jacques Chagnon, a aussi été une déception majeure de ce gouvernement, et pas seulement

dans le dossier de Kanesatake, qui n'est toujours pas réglé. De la même manière, quelqu'un devait payer pour l'affaire des écoles juives, et qui mieux que le ministre de l'Éducation ?

Un mot pour finir sur la « démission » d'Yves Séguin. Quand Jean Charest dit qu'il n'a pas été congédié, qu'il lui a même offert un poste « prestigieux », la Justice, c'est bien sûr une farce à plus d'un titre.

D'abord, s'il est vrai que ce poste est prestigieux, comment se fait-il qu'on en soit au troisième ministre de la Justice en moins de deux ans ? Comment se fait-il, surtout, qu'on ait confié l'an dernier le poste à Jacques Dupuis, qui n'avait pas le temps de s'en occuper, étant Leader parlementaire et responsable de plusieurs dossiers à Québec ? M. Dupuis a fait l'unanimité contre lui dans le milieu de la justice comme ministre à temps partiel qui surfait sur

son ministère. Deuxièmement, ce n'est pas une question de prestige, c'est une question de casting. Le rôle de Juliette est certes prestigieux dans *Roméo et Juliette*. Mais d'après moi, Roy Dupuis ne l'accepterait pas.

Yves Séguin était l'homme d'un seul domaine, l'économique, pour ne pas dire d'une seule cause, le déséquilibre fiscal. Lui offrir la Justice, c'est lui demander de partir. Et puis, si ce n'est pas un joueur d'équipe, pourquoi lui confier un ministère « prestigieux » ?

Quoi qu'il en soit, Jean Charest nous dit qu'il a retrouvé son plan. Peut-être a-t-il aussi décidé de faire ce que, de toute évidence, il n'était pas prêt à faire en avril 2003 : gouverner.

Exceptionnellement, la chronique de Pierre Foglia est publiée en page A 11

Les femmes sortent à la fois gagnantes et perdantes du remaniement

JOCELYNE RICHER
PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC – Il est difficile de dire si les femmes sortent gagnantes ou perdantes du remaniement ministériel annoncé hier par le premier ministre Jean Charest.

À première vue, le gouvernement du Québec n'aura jamais été aussi féminin. Plus du tiers (10 des 26 membres) du conseil des ministres sont des femmes.

Le conseil des ministres compte donc deux femmes de plus que le précédent, qui, avec huit, faisait

déjà figure de pionnier. De plus, contrairement au gouvernement formé en avril 2003, le premier ministre a nommé une ministre en titre à la Condition féminine, Carole Théberge.

Auparavant, cette responsabilité relevait de la ministre Michelle Courchesne, mais il ne s'agissait pas d'une fonction officielle, une situation maintes fois dénoncée par les groupes de femmes.

Quand on y regarde de plus près, cependant, on constate que, sauf exception, les poids lourds du gouvernement sont des hom-

mes et que les ministères-clés leur ont été réservés.

La présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, est peut-être l'exception, mais le premier ministre lui a retiré la responsabilité de la région de Montréal.

Des hommes...

Les portefeuilles les plus prestigieux du gouvernement (Finances, Santé, Éducation, Développement économique et Ressources naturelles) seront tous défendus par des hommes.

Curieusement, le premier ministre décide de rehausser le rôle de vice-premier ministre, traditionnellement honorifique, au moment où il passe des mains d'une femme, Monique Gagnon-Tremblay, à celles d'un homme, Jacques Dupuis.

Le cabinet du premier ministre soutient que dorénavant cette fonction sera celle d'un véritable bras droit, habilité à prendre des décisions et à servir de tampon entre les ministres et le premier ministre. Lorsqu'elle occupait la fonction de vice-première minis-

tre, Monique Gagnon-Tremblay n'avait pas ce pouvoir.

Par ailleurs, le nouveau comité des priorités, le lieu où se préciseront les orientations gouvernementales, sera composé de 10 membres, dont seulement deux femmes, Monique Jérôme-Forget et Nathalie Normandeau.

Des six comités ministériels qui regroupent les dossiers à traiter par grands secteurs, deux sont présidés par une femme, Nathalie Normandeau, responsable du Comité à la décentralisation et aux régions, et Monique Jérôme-Forget, au Conseil du Trésor.

Comme c'est le cas depuis toujours, les ministères à vocation sociale ou culturelle échoient aux femmes : Famille, Aînés et Condition féminine (Carole Théberge), Protection de la jeunesse (Margaret Delisle), Culture et communications (Line Beauchamp).



Une pelletée... de super tarifs !

Prenez le printemps par surprise, et économisez.

Destinations canadiennes • Aller simple à partir de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal • Réservez d'ici le 23 février 2005 pour voyager jusqu'au 31 mai 2005.

À PARTIR DE

73\$*

TORONTO
PEARSON

À PARTIR DE

95\$*

WINNIPEG

À PARTIR DE

99\$*

HALIFAX

À PARTIR DE

119\$*

MONCTON

À PARTIR DE

124\$*

CALGARY

À PARTIR DE

124\$*

EDMONTON

À PARTIR DE

129\$*

THUNDER BAY

À PARTIR DE

157\$*

GANDER /
ST. JOHN'S

À PARTIR DE

179\$*

VANCOUVER

À PARTIR DE

189\$*

SASKATOON /
REGINA

À PARTIR DE

219\$*

ABBOTSFORD

À PARTIR DE

219\$*

KELOWNA

À PARTIR DE

229\$*

VICTORIA

À PARTIR DE

259\$*

PRINCE GEORGE

À PARTIR DE

279\$*

FORT MCMURRAY

À PARTIR DE

285\$*

COMOX

Destinations américaines • Aller simple à partir de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal • Réservez d'ici le 23 février 2005 pour voyager jusqu'au 30 juin 2005.

À PARTIR DE

74\$*

NEW YORK
LAGUARDIA

À PARTIR DE

139\$*

TAMPA

Encore plus de super aubaines en ligne. Visitez **westjet.com** pour tous les détails.

ÉQUIPE SYMPA • COLLATIONS ET BOISSONS GRATUITES • NOUVEAUX AVIONS À RÉACTION • PLUS D'ESPACE POUR LES JAMBES • BAS TARIFS • FAUTEUILS EN CUIR • SERVICE PONCTUEL



Appelez votre agent de voyages ou réservez en ligne sur **westjet.com**, tout en accumulant de précieux milles de récompense AIR MILES^{md}. Ou simplement, appelez au **1 877 956-6982**.



WESTJET
Moins cher. Plus sympa.

* Réservez d'ici le 23 février pour des voyages effectués au Canada d'ici le 31 mai 2005, ou aux États-Unis, d'ici le 30 juin 2005. Le nombre de places à ces tarifs est limité et les places ne sont pas disponibles sur tous les vols. Achat préalable de 3 jours nécessaire. Nouvelles réservations seulement. Taxes additionnelles, frais supplémentaires et surtaxes en sus, s'il y a lieu. La surcharge de carburant est incluse dans les tarifs annoncés. Non remboursable. Cette offre peut être combinée à d'autres tarifs. Les vols pourraient ne pas opérer les jours de vente annoncés. Tarifs « aller » seulement. Mdlm: Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V. employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Inc. et par WestJet.

SUITES DE LA UNE

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, Itée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

HEUREUX ET MALHEUREUX

L'éviction d'Yves Séguin

« En retirant Yves Séguin du ministère des Finances, le premier ministre a fait disparaître la seule caution sociale qu'il avait dans son gouvernement. C'est un autre signe indiquant que M. Charest n'a rien compris à l'insatisfaction exprimée par la population. »

— CLAUDETTE CARBONNEAU, présidente de la CSN.

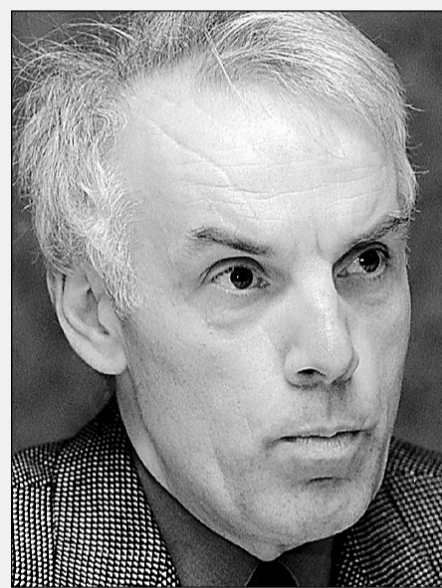


Claudette Charbonneau

PHOTO LA PRESSE ©

« Jean Charest, pas très populaire ces temps-ci, vient de se séparer d'Yves Séguin, un de ses ministres les plus populaires. La seule cohérence dont M. Charest fait preuve, c'est son glissement vers la droite avec la nomination de M. Audet (au ministère des Finances), proche du grand patronat, antisindicaliste et adepte de la baisse des impôts. »

— AMIR KHADIR, porte-parole de l'Union des forces progressistes.



GAÉTAN BOUCHER

PHOTO LA PRESSE ©

Jean-Marc Fournier à l'Éducation

« La nomination de Jean-Marc Fournier à ce poste est une bonne chose. Voilà un homme d'expérience qui a l'habitude des gros travaux. Espérons seulement qu'il fera débloquent les négociations (en vue du renouvellement de la convention collective des enseignants) sans réveiller les morts. »

— RÉJEAN PARENT, président de la CSQ.

« Malgré la tempête provoquée autour de lui par l'annonce du financement des écoles juives, Pierre Reid s'est avéré un bon ministre de l'Éducation. L'arrivée de Jean-Marc Fournier est vue de façon positive, mais il aura fort à faire pour se montrer aussi attentif que son prédécesseur. »

— GAÉTAN BOUCHER, directeur général de la Fédération des cégeps.

« M. Fournier a acquis une expérience très pertinente pour l'Éducation aux Affaires municipales : il a travaillé avec un réseau d'élus. Espérons que ce savoir-faire lui sera utile auprès des commissions scolaires. »

— ANDRÉ CARON, président de la Fédération des commissions scolaires du Québec.

Les affaires municipales pour Nathalie Normandeau

« C'est une ancienne mairesse, elle connaît bien les préoccupations des villes. J'ai hâte de la rencontrer pour lui parler des engagements de son gouvernement et des priorités de notre administration. »

— GÉRALD TREMBLAY, maire de Montréal.

« Elle connaît la réalité des petites villes, elle connaît la réalité des grandes villes, ça va faire du bien parce que ça va aider à la cohabitation. »

— GILLES VAILLANCOURT, maire de Laval.

« Je n'entrevois pas de problème. C'est un nouveau départ. J'espère qu'elle ne redonnera pas de l'oxygène à ceux qui veulent contester les lois 9 et 75. »

— JACQUES OLIVIER, maire de Longueuil.



Gérald Tremblay

PHOTO LA PRESSE ©

Charest exige plus de discipline de ses ministres

CHAREST suite de la page A1

Plusieurs pensaient que le remaniement aurait lieu dans plusieurs mois, mais en conférence de presse il a expliqué qu'il valait mieux ne pas attendre davantage pour essayer de relancer son gouvernement. « Le temps pour moi est un facteur important », a souligné M. Charest, dont le gouvernement sera, en avril, à la mi-parcours d'un mandat normal de quatre ans. « Je voulais donner au gouvernement ce second élan pour qu'on puisse commencer à se concentrer sur l'agenda qu'on avait mis en place et livrer le plus rapidement possible nos engagements », a-t-il souligné.

Il n'a pas caché le but de l'opération : « Ajuster l'équipe et imprimer un nouvel élan. » Pour y arriver, il a décrété un immense jeu de chaises musicales. Parmi les 26 ministres, seulement cinq voient leurs fonctions intactes, notamment Philippe Couillard à la Santé et Monique Jérôme-Forget au Trésor.

Six députés accèdent au saint des saints. À Montréal, Geoffrey Kelley, délégué aux Autochtones, et Henri-François Gauthier, délégué au Gouvernement en ligne. Lise Thériault, députée d'Anjou, obtient les Communautés culturelles.

En revanche, trois gros canons nommés au lendemain des élections d'il y a deux ans retournent aux banquettes arrière : Jacques Chagnon, enragé dit-on, perd la Sécurité publique. Sam Hamad, en larmes, a quitté les Ressources naturelles.

Yves Séguin, surtout, est, sans égard, expulsé des Finances.

Relancé hier, M. Charest n'a pas

caché qu'Yves Séguin n'avait guère sa place dans un gouvernement dont on attend plus de « discipline et de cohérence ». « J'ai offert un ministère prestigieux à M. Séguin, celui de la Justice. Il l'a refusé. C'est dommage », a soutenu, plutôt indifférent, M. Charest, pour qui M. Séguin n'avait jamais été un joueur d'équipe. Il refuse de s'étendre sur ses divergences avec le député d'Outremont qui, lui, parlait hier d'« écarts importants » avec M. Charest.

Dans l'oeil de la tornade depuis plusieurs heures (on l'avait empêché de partir en Floride in extremis jeudi), M. Séguin paraissait exténué en conférence de presse hier. « L'accumulation d'un certain nombre de choses a fait que, finalement, on réalise qu'on ne se reconnaît pas tout à fait », a-t-il dit, tentant d'expliquer le fossé apparu entre Jean Charest et lui. « Il y a eu plusieurs dossiers sur lesquels j'ai hésité à m'associer pleinement », a-t-il convenu, « serein » devant le sort qu'on lui avait réservé.

Dans le jeu de chaises musicales, Jacques Dupuis, député de Saint-Laurent, raffe un gros lot. Il passe de la Justice à la Sécurité publique et, tout en conservant le poste névralgique de leader parlementaire, il devient vice-premier ministre, fonction dévolue jusqu'ici à Monique Gagnon-Tremblay. En prime, on lui accorde la vice-présidence du comité des priorités, une structure que Lucien Bouchard avait importée d'Ottawa et que veut restaurer (et diriger) M. Charest.

Restructuration

Michel Audet est aussi en ascension, passant du Développement économique aux Finances, où il a

longtemps été sous-ministre. Claude Béchar, comme prévu, prend aussi du galon en chaussant les bottes de M. Audet. Mais son ministère sera rétréci. M. Charest met la hache dans une restructuration qui venait à peine d'être terminée : Françoise Gauthier part avec le Tourisme et 200 fonctionnaires; Nathalie Normandeau s'empare des Régions avec 150 personnes. L'ex-mairesse de Maria reçoit une grosse promotion en passant de ministre déléguée à titulaire des Affaires municipales.

Autre réforme de structures, Thomas Mulcair s'occupe toujours d'environnement, mais son ministère sera désormais celui du « Développement durable », un changement important, a insisté M. Charest.

Grosse surprise, Yvon Marcoux passe des Transports à la Justice, une fonction moins accaparante pour cet ex-professeur de droit exténué par son ancien ministère. En douce, on fait éclater le ministère des Relations avec les citoyens, que quitte Michelle Courchesne pour atterrir à l'Emploi. Des organismes comme la Commission d'accès à l'information, la Commission des droits de la personne et l'Office de la protection du consommateur relèveront de M. Marcoux. L'Immigration devient un ministère distinct, dévolu à Lise Thériault, députée d'Anjou, et Pierre Reid est déplacé à un nouveau ministère, les Services gouvernementaux. Jean-Marc Fournier, qui voulait absolument quitter les Affaires municipales, passe comme prévu à l'Éducation. Line Beauchamp obtient ce qu'elle voulait et demeure à la Culture.



L'ex-ministre des Finances, Yves Séguin, l'ex-ministre Jacques Chagnon et le premier ministre Jean Charest lors de la présentation du budget du 30 mars 2004.

Séguin n'exclut pas de se joindre au PQ

SÉGUIN suite de la page A1

Pour le moment, a-t-il précisé, il entend demeurer au Parti libéral. Il n'a toutefois exclu aucune possibilité, y compris celle d'une défection vers le Parti québécois. « C'est une question prématurée. C'est une question à laquelle je ne pense même pas. On verra. » Il a cependant assuré qu'il croyait toujours au fédéralisme canadien, « un fédéralisme moderne qui respecte les provinces, un fédéralisme décentré ».

En matinée, tant Jean Charest que le vice-premier ministre, Jacques Dupuis, avaient soutenu avoir offert un ministère « prestigieux » à M. Séguin, celui de la Justice, afin de le garder au Conseil des ministres. Pour le principal intéressé, il n'a jamais été question d'accepter cette offre. « Pour moi, ce n'est pas une question d'avoir un emploi, pas une question d'avoir une limousine. Je suis simplement là parce que je sens que je peux ap-

porter quelque chose à la table. Je ne vois pas tellement comment j'aurais pu vraiment collaborer et être utile au gouvernement dans des fonctions... où, finalement, là où je croyais être le plus utile n'était pas le choix du premier ministre. »

Invité à préciser en quoi consistaient ces « écarts » avec le premier ministre, M. Séguin s'est fait plutôt vague, évoquant un « ensemble de dossiers » sur lesquels les deux hommes ne partageaient pas la même vision.

« Il y a peut-être des écarts, des distances qui sont difficiles, je crois, avec le temps, de diminuer... Il y a eu plusieurs dossiers sur lesquels j'ai hésité à m'associer pleinement. Et probablement que l'accumulation d'un certain nombre de choses a fait que, finalement, on réalise qu'on ne se reconnaît pas tout à fait les uns et les autres dans ce que nous voulons partager ensemble. »

Il a également évoqué des diffé-

rences d'« approche », rappelant qu'il s'était souvent avancé publiquement dans des dossiers controversés. « Peut-être est-ce la façon dont je questionne, je pose des questions sur certains dossiers. Je pense qu'après un certain temps, cela crée un malaise. »

L'ex-ministre des Finances a carrément éludé la question quand on lui a demandé si Jean Charest était un bon premier ministre. « Je pense que M. Charest est un... est quelqu'un de vraiment passionné par son travail, vraiment sincère et convaincu de faire tout ce qu'il peut pour les intérêts du Québec. » Il a admis qu'il y avait certaines « tensions ou controverses » au cabinet, mais il estime que le remaniement d'hier fait partie de mesures de correction nécessaires. « Je pense que le gouvernement a eu à se poser des questions dans son fonctionnement depuis quelques semaines, quelques mois. Tant mieux si ça améliore l'exercice du gouvernement. »

QUÉBEC REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Les baisses d'impôts incertaines

Le nouveau ministre des Finances, Michel Audet, ne veut rien confirmer

MARTIN OUELLET
PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Le nouveau ministre des Finances, Michel Audet, s'est bien gardé, hier, d'assurer aux contribuables qu'ils bénéficieront cette année de la baisse d'impôt de 1 milliard promise par le Parti libéral lors de la dernière campagne électorale.

« Notre programme est connu. Nous voulons faire en sorte que le fardeau fiscal des Québécois se rapproche davantage de la moyenne canadienne. Nous sommes engagés quant à cet objectif et c'est dans cette perspective que je travaillerai au prochain budget. Quant aux chiffres, quant aux résultats, je ne suis pas en mesure de les donner », a dit le ministre, en entrevue, quelques minutes après avoir prêté serment au Salon rouge de l'Assemblée nationale à Québec.

Du reste, M. Audet n'a pas voulu préciser si la diminution du fardeau fiscal des Québécois se traduira par des baisses générales d'impôt ou par des mesures sociales destinées essentiellement aux familles et aux contribuables à faible revenu.

« On verra »

On verra, on verra, on verra. Je ne suis pas en mesure de commenter maintenant. Un budget, vous savez, c'est un ensemble de mesures qui touchent à la fois la famille, les particuliers, ceux qui paient de l'impôt et ceux qui n'en paient pas », a-t-il expliqué.

Perçu par plusieurs analystes comme étant « plus à droite » que son prédécesseur Yves Séguin, M. Audet entend consacrer l'essentiel de ses énergies à la création d'emplois et à la vitalité économique.

« Je suis pour que la population ait plus d'emplois et que l'économie se porte mieux. C'est dans cette perspective-là que je veux travailler au prochain budget », a-t-il commenté.

En prévision de son premier budget, ce printemps, M. Audet rencontrera lundi les sous-ministres pour faire le point sur la situation financière du gouvernement et prendre connaissance de l'état des lieux.

Mais d'ores et déjà, il préfère ne rien laisser miroiter, tant la situation budgétaire du Québec est précaire.

« Le gouvernement précédent nous a laissé pour 4 milliards de déficit. Nous l'avons absorbé dans des compressions budgétaires. Ça a été difficile, ça a été courageux. Alors, évidemment, on a à vivre avec ça. Les chiffres ne changeront pas du jour au lendemain », a-t-il dit.

Le ministre devra aussi tenter de régler les nombreux différends entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral, que ce soit sur les congés parentaux, la péréquation ou le déséquilibre fiscal.

Aura-t-il plus de succès dans ses négociations que M. Séguin ?

« C'est prématuré de faire des commentaires à ce sujet », a-t-il dit.



À la suite de sa prestation de serment, hier, le nouveau ministre des Finances, Michel Audet, a été félicité par le premier ministre Jean Charest.

PHOTO JACQUES BOISSINOT, PRESSE CANADIENNE

VENTE D'INVENTAIRE

sur items sélectionnés

Reproduction de meubles d'époque

(sur mesure)

Armoire audio-vidéo
Mobilier de salle à manger et de chambre.
Lampes et accessoires



Ouvert 7 jours

Atelier des Compagnons

Basilières

1269, rue Van Horne, Outremont (514) 277-5772

436, rue Victoria, St-Lambert (450) 465-8647



VOUS LE MÉRITEZ BIEN!

Zytco Solarium

VISITEZ NOTRE SALLE DE MONTRE
ESTIMATION SANS FRAIS
ST-LAURENT
4940 Chemin Bois-Franc
St-Laurent Qc, H4S 1A7
514-335-2050 800-361-9232
WWW.ZYTCO.COM

www.leyeti.ca

GRANDE LIQUIDATION D'HIVER

Du samedi 19 février au dimanche 27 février

VÊTEMENTS
CHAUSSURES
SKIS DE FOND
RAQUETTES

MONTREAL
5190, boul. St-Laurent (coin Fairmount)
(514) 271-0773

Enrichissez votre quotidien.

Des programmes dans tous les domaines.

Admission au trimestre d'automne – 1^{er} cycle :
sortants des collèges : 1^{er} mars

On peut soumettre sa candidature à certains programmes au-delà de cette date limite.

Faites votre demande sur le Web :
économisez et courez la chance de vous faire rembourser vos droits de scolarité pour le trimestre.
www.umontreal.ca

Université 
de Montréal

QUÉBEC REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Les milieux financiers saluent la venue de Michel Audet aux Finances

FRANCIS VAILLES

Les milieux financiers voient positivement l'arrivée de Michel Audet au ministère des Finances. Certains s'interrogent néanmoins sur l'opportunité d'un tel changement à quelques semaines de la présentation du budget.

La vice-présidente du Conseil du patronat du Québec, Anne Lebel, croit que Michel Audet fera un excellent travail pour les finances du Québec. « C'est un homme discipliné,

« Michel Audet est une personne compétente qui connaît les rouages de l'économie, c'est donc une bonne nouvelle. Fera-t-il mieux qu'Yves Séguin ? C'est difficile à dire. »

travailleur, d'une grande écoute », a dit M^{me} Lebel, néanmoins peiné pour l'ex-ministre Yves Séguin.

Son de cloche semblable à la chambre de commerce du Montréal métropolitain : « Je n'ai aucune crainte. Michel Audet relèvera le défi avec

brio compte tenu des dossiers qu'il a pilotés ces dernières années », a dit la présidente, Isabelle Hudon, qui apprécie que ce ministère soit confié à l'ancien président de la chambre de commerce du Québec.

À l'Association des économistes québécois (ASDEQ), le président des politiques publiques, Jean-Pierre Aubry, trouve toutefois inquiétant qu'un tel ministère change de chef à l'aube d'un nouveau budget. « C'est incroyable, surtout compte tenu de la situation difficile des finances publiques du Québec », a dit M. Aubry.

Claude Montmarquette, professeur de sciences économiques à l'Université de Montréal, fait également valoir le « problèmes majeur » des finances publiques au Québec. Le gouvernement n'a pas de réserve pour éventualités et dépense plus que l'aug-

mentation de ses recettes, a dit M. Montmarquette, ajoutant que les finances du Québec sont très vulnérables à une hausse des taux d'intérêt.

Comme économiste, il aimerait que le gouvernement revienne à sa politique de taxation, en imposant moins le revenu au profit d'une hausse des taxes à la consommation, quitte à ce qu'il y ait des mesures compensatoires pour les moins nantis. « Michel Audet est une personne compétente, qui connaît les rouages de l'économie, c'est donc une bonne nouvelle. Fera-t-il mieux qu'Yves Séguin ? C'est difficile à dire. »

Un gestionnaire dynamique

Le nouveau ministre du Développement économique, Claude Béchar, est moins connu, mais plusieurs le voient comme un gestionnaire dynamique. Son ministère est enrichi de l'Exportation et de l'Innovation, ce qui réjouit Isabelle Hudon : « C'est signe que le gouvernement se préoccupe des exportations. Or, 70 % des exportations du Québec viennent de la région métropolitaine de Montréal », dit la présidente de la chambre de commerce.



PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

Après avoir relevé un premier défi au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Claude Béchar a reçu hier un nouveau mandat de son chef, Jean Charest. Le nouveau ministre du Développement économique devra maintenant travailler à aider les entreprises.

Des « changements cosmétiques » qui déçoivent les syndicats

LIA LÉVESQUE
PRESSE CANADIENNE

Le milieu syndical, qui avait déjà maille à partir avec le gouvernement Charest, avale plutôt difficilement le remaniement ministériel, surtout à cause du départ du ministre des Finances, Yves Séguin.

La FTQ, la plus grande centrale syndicale du Québec avec plus d'un demi-million de membres, a carrément choisi de ne pas réagir à ce remaniement ministériel. Le président de la FTQ, Henri Massé, a simplement fait savoir qu'il jugerait « au fur et à mesure ».

En entrevue, la présidente de la

CSN, Claudette Carbonneau, a dit constater que le premier ministre Jean Charest « n'a rien compris » de la teneur de ses problèmes de popularité et croit erronément qu'ils relèvent de l'image et du style plutôt que du fond. « C'est un mauvais diagnostic » et, tant qu'il persistera à faire de tels « change-

ments cosmétiques » sans revoir le fond, « il risque de brûler plusieurs conseils des ministres » pour rien.

M^{me} Carbonneau déplore la perte d'Yves Séguin aux Finances, un ministre « populaire qui représentait la caution sociale du gouvernement ». Elle le trouvait combatif face au gouvernement fédéral et rappelle qu'il était plutôt identifié à l'aile nationaliste du Parti libéral.

Contrairement à la CSQ, elle ne critique pas l'arrivée de Michel Audet, bien qu'il ait « ses origines très identifiées au patronat » en tant qu'ancien président de la Fédération des chambres de commerce. Elle rappelle qu'il a déjà été sous-

ministre aux Finances et que, même lors des plus forts moments de tension avec le gouvernement Charest, « il a été un de ceux qui ont maintenu le dialogue avec les organisations syndicales ».

Le président de la Centrale des syndicats du Québec, Réjean Parent, n'y est pas allé par quatre chemins. « La mauvaise nouvelle, c'est aux Finances », avec l'arrivée de Michel Audet, a-t-il commenté en entrevue. « Ça envoie le message que le désengagement, le « ratatinement » des services publics, une vision plus à droite ou néolibérale sont consacrés », estime-t-il.

Faites l'expérience de la confiance en conduisant l'un des systèmes de traction intégrale les plus perfectionnés au monde.



G35x

QX56

FX

Les conditions routières même les plus difficiles n'intimident pas une Infiniti à traction intégrale. Reconnu comme l'un des plus intelligents au monde, notre système de traction intégrale ATTESA E-TS^{MC} reconnaît les roues qui glissent et redistribue la puissance en fonction des besoins. Ainsi, selon les conditions de la route, vous disposez de la capacité de la traction intégrale, de la performance de la propulsion et de toutes les combinaisons entre les deux. Sur tous les modèles G35x, FX35/45 à traction intégrale d'Infiniti et la M35x dont le lancement est imminent ! C'est l'hiver ; prenez-le de court.

Infiniti.ca



INFINITI

G35x & FX

Financement à la location ou à l'achat de **4,9%** pour 36 mois

QX56

Taux de financement à la location de **5,9%**** pour 36 ou 48 mois

FAITES L'ESSAI DES MODÈLES DE LUXE À TRACTION INTÉGRALE DE LA FAMILLE INFINITI

Infiniti de Brossard
9005, boul. Taschereau
Brossard (Québec)
(450) 445-5799

Infiniti Laval
305, boul. Saint-Martin Est
Laval (Québec)
(514) 382-8550

Meridien Infiniti
4000, rue Jean-Talon Ouest
Montréal (Québec)
(514) 731-7977

Spinelli Infiniti
345, boul. Brunswick
Pointe-Claire (Québec)
(514) 697-5222

*OFFRE DE TAUX DE FINANCEMENT À L'ACHAT ET/OU À LA LOCATION D'UNE DURÉE LIMITÉE et uniquement auprès des Services financiers Infiniti. Exemple de location d'une G35x 2005 (64XG75 AA00)/FX35 2005 (F6SG75 AA00) : mensualités de 399 \$/599 \$ par mois pour une location de 36 mois à un taux de financement de 4,9 %. Soujette à l'approbation de crédit. Comptant de 9 600 \$/9 367 \$ ou échange équivalent et première mensualité requis à la livraison. Aucun dépôt de sécurité. Total des frais de location : 23 964 \$/30 931 \$, comprenant les frais de transport et de pré-livraison. (1 267 \$/1 280 \$). 72 000 km alloués, kilométrage additionnel à 0,15 \$ du km (0,10 \$ du km si une entente est conclue au début de la location). Des offres ne requérant aucune mise de fonds initiale sont aussi disponibles. Taxes, immatriculation, assurance, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDRPM en sus. Exemple de financement : 30 000 \$, de 4,9 % par année, équivalent à 897,78 \$ par mois pendant 36 mois. Frais de financement de 2 320,08 \$ pour une obligation totale de financement de 32 320,08 \$. Un comptant peut être requis. Le PDSF du G35x/FX35 2005 est de 42 800 \$/53 000 \$. Taxes, immatriculation, assurance et frais de transport et de pré-livraison en sus. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. **Exemple de location d'un QX56 2005 : mensualités de 999 \$ par mois pour une location de 48 mois à un taux de financement de 5,9 %. Soujette à l'approbation de crédit. Comptant de 7 560 \$ ou échange équivalent et première mensualité requis à la livraison. Aucun dépôt de sécurité. Total des frais de location : 55 512 \$, comprenant les frais de transport et de pré-livraison. (1 418 \$). 96 000 km alloués, kilométrage additionnel à 0,15 \$ du km (0,10 \$ du km si une entente est conclue au début de la location). Des offres ne requérant aucune mise de fonds initiale sont aussi disponibles. Taxes, immatriculation, assurance, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDRPM en sus. Le PDSF du QX56 2005 est de 76 000 \$. Taxes, immatriculation, assurance et frais de transport et de pré-livraison en sus. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Voyez votre concessionnaire Infiniti pour plus d'information.

QUÉBEC REMANIEMENT MINISTÉRIEL

« Improvisation et amateurisme » — Landry « Règlement de comptes » — Dumont

Le PQ et l'ADQ ouvrent leur porte à Séguin s'il adhère à leur idéologie politique



Yves Séguin

PHOTO ARCHIVES PC

GILLES NORMAND

QUÉBEC— « Improvisation et amateurisme. » Tels sont les premiers mots qui viennent à l'esprit du chef de l'opposition officielle, Bernard Landry, devant le remaniement important auquel a procédé le premier ministre Jean Charest.

« Un remaniement motivé par des problèmes internes (...), des réglages de comptes qui sont propres au premier ministre dans la gestion de son équipe », estime pour sa part le chef de l'ADQ, Mario Dumont.

Mais pour les deux chefs de parti, l'élément choc constitue le renvoi d'Yves Séguin du ministère des Finances, pour le remplacer par un homme politique considéré comme de droite, Michel Audet, dont on dit qu'il a pour mission d'accorder les baisses d'impôt promises durant la campagne électorale de

2003, quitte à compromettre certains programmes sociaux.

Et M. Landry et M. Dumont se disent prêts à accueillir le député d'Outremont dans leur formation s'il adhère à leur idéologie politique.

Le chef du Parti québécois s'est entretenu au téléphone, hier, avec M. Séguin, mais « sur le plan humain seulement, pour rappeler les difficultés du métier et rappeler que, au moins sur le déséquilibre fiscal, c'est un combat qu'on partageait. Pour le reste, on a toujours dialogué, lui et moi, depuis 20 ans. Alors je lui ai dit qu'on continuerait à le faire en temps opportun. »

Les portes du PQ lui sont-elles ouvertes ?

« Pour le déséquilibre fiscal, on est tout à fait sur la même longueur d'onde, mais le Parti québécois, c'est beaucoup plus que le déséquilibre fiscal. C'est l'indépendance nationale, et ça, je ne

présume pas que nous sommes sur la même longueur d'onde, pour l'instant en tout cas. Je respecte son cheminement et son rythme. Je me dis qu'il devrait réfléchir aux deux années qu'il vient de vivre », a indiqué Bernard Landry.

Il accuse Jean Charest d'avoir agi avec incohérence. « Ce remaniement aurait dû être fait avant, pour donner la chance aux ministres d'être prêts pour la rentrée parlementaire et au ministre des Finances sur le budget, de savoir où il va », a-t-il ajouté, se disant étonné qu'il survienne tout juste après un caucus donnant le plan de match pour la prochaine session.

Il estime qu'il s'agit d'une « manœuvre désespérée », qu'après avoir clamé « nous sommes prêts », ils viennent « de faire la preuve qu'avec l'équipe de première ligne, ils n'étaient pas prêts ». « Comment la deuxième

équipe pourrait-elle être meilleure ? » se demande-t-il.

Pour Mario Dumont, qui est aussi prêt à ouvrir les portes de l'ADQ à Yves Séguin s'il adhère à l'idéologie de son parti, Jean Charest a retiré leur dossier à deux ministres qui avaient des positions fermes devant Ottawa : Yves Séguin sur le déséquilibre fiscal et Claude Bécharard pour les congés parentaux. « L'un et l'autre avaient des positions fermes et c'est un recul pour le gouvernement du Québec sur le plan de la défense des intérêts du Québec. Ils sont remplacés par Michel Audet aux Finances et Carole Thériault à la Famille, « des gens qui ont des positions moins fermes », a-t-il commenté.

Le chef de l'ADQ a souligné que, à travers ce grand bouleversement, des ministres « ont été punis parce qu'ils avaient suivi les directives de Jean Charest », notamment Pierre Reid et Sam Hamad.

Chagnon, Hamad et Reid: c'était écrit dans le ciel

GILLES NORMAND

QUÉBEC— Le gouvernement Charest ne sortira certes pas affaibli pour avoir retiré leurs responsabilités aux députés Jacques Chagnon, de Westmount-Saint-Louis ; Sam Hamad, de Louis-Hébert ; et Pierre Reid, d'Orford. Le sort qui les attendait était écrit dans le ciel.

Le plus ancien des trois à l'Assemblée nationale, Jacques Chagnon, élu pour la première fois aux élections générales du 2 décembre 1985, était manifestement débordé à la tête de l'important ministère de la Sécurité publique, et ce ne serait certes pas trahir sa pensée que de dire qu'il souhaitait en être délesté. Mais de là à se retrouver sur les banquettes arrière...

Cet ex-président général de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, de 1982 à 1985, n'arrivait pas à se dépatouiller du très complexe dossier de Kanasatake, communauté autochtone où aucun corps policier ne réussit à se faire respecter depuis au moins la crise de 1990. Jour après jour, lorsque l'opposition en chambre l'interrogeait, le responsable de la Sécurité publique niait qu'il y avait problème, affirmant constamment que la sécurité était assurée dans ce territoire, alors que tous pouvaient constater le contraire. Souvent, il alléguait qu'il fallait éviter de faire dégénérer les choses, mais il a fini par perdre toute crédibilité.

Il s'est embourbé dans une déclaration malheureuse sur « une différence culturelle » qui, selon lui, expliquait la violence faite aux femmes dans les communautés autochtones.

Il a ensuite dû défendre les nominations d'une vingtaine de commissaires communautaires sans expérience ni formation à la Commission des libérations conditionnelles, à la fin de décembre, assurant que la CQLC n'était pas une planche d'amis libéraux. Et, pour couronner le tout, il a tiré accidentellement un coup de feu au sol, dans une partie de chasse, l'automne dernier, semble-t-il à proximité de gardes-chasse. Aucun rapport n'a été fait.

Sam Hamad, élu en avril 2003, s'est discrédité notamment avec le projet de construction de la centrale électrique Le Suroît, qu'il tenait à mener à terme malgré la forte opposition publique, une position qu'il a maintenue jusqu'à ce qu'il soit éliminé clairement qu'Hydro-Québec voulait s'en passer. Le virage de Jean Charest vers l'éolienne a ajouté un clou à son cercueil.

Il s'est retrouvé très sérieusement dans l'embarras quand une équipe de Radio-Canada et, le lendemain, une autre de TVA, ont démontré que la sécurité était lamentable aux abords des centrales hydro-électriques les plus importantes, notamment à LG2.

Quant à Pierre Reid, qui était devenu embarrassant pour Jean Charest, en particulier dans le dossier de l'endettement étudiant pour 103 millions, il conserve sa limousine en étant muté ministre des Services gouvernementaux, une nouveauté. Il faut dire qu'il s'était comporté en bon soldat, en se faisant le porteur de la décision fort impopulaire de Jean Charest de financer à 100 % les écoles privées juives.

SOLDE D'ENTREPÔT KANUK

JUSQU'À LUNDI 21 FÉVRIER

à l'atelier-magasin Kanuk

485, rue Rachel Est à Montréal (angle Berri)



LE GRABUGE

Rég. : 679 \$

395 \$



L'ARGON

Rég. : 579 \$

275 \$



LE CARCAJOU 2003

Rég. : 678 \$

475 \$



LE PETIT-CHAMPLAIN

Rég. : 610 \$

549 \$



KANUK

TOUS les KANUK sont en SOLDE



LE PERCE-NEIGE 2003

Rég. : 666 \$

475 \$



L'ÉPÉRIER 2003

Rég. : 846 \$

595 \$



L'OTARIE 2003

Rég. : 711 \$

495 \$

HEURES D'OUVERTURE DU SOLDE D'ENTREPÔT KANUK

Samedi 19 fév. de 8 h à 17 h

Dim 20 fév. de 8 h à 17 h

Lundi 21 fév. de 8 h à 18 h

Nous acceptons : MasterCard, Visa, carte de débit et argent comptant

Métro Mont-Royal

www.kanuk.com

PREMIERS ARRIVÉS, PREMIERS SERVIS!

CERTAINS MODÈLES SONT SOLDÉS POUR LIQUIDER LES STOCKS. QUANTITÉ LIMITÉE DE TAILLES ET DE COULEURS.

à l'atelier-magasin Kanuk
485, rue Rachel Est, Montréal

COLLÈGE FRANÇAIS

Le collège privé québécois d'influence française

INSTITUTION PRIVÉE MIXTE

Préscolaire (4 et 5 ans) • Primaire • Secondaire

Une formation **préscolaire** et **primaire** enrichissante

Journée PORTES OUVERTES
Dimanche 20 février 2005
de 13h à 16h

Test de classement:
7 mai 2005 de 8h30 à 11h30

Chaque élève est unique. C'est notre philosophie.

Admission possible en tout temps sur présentation du bulletin

1391, Beauregard
LONGUEUIL (450) 670-7391
www.collegefrancais.ca

INIS
INSTITUT
MONTREAL
DE L'IMAGE
ET DU SON

Action!

J'ai 24 idées/seconde

Les Jutra, Cannes, Berlin, Sundance... c'est pour bientôt!

PROJETEZ VOS IDÉES... SUR GRAND ÉCRAN

L'ÉCOLE DE CINÉMA
SCÉNARISATION / RÉALISATION / PRODUCTION

PROGRAMME 2005 / AOÛT À DÉCEMBRE / 2 500 \$
DATE LIMITE D'INSCRIPTION : VENDREDI 29 AVRIL 2005
PORTES OUVERTES : JEUDI 17 MARS 2005 À 19 H ET 20 H

www.inis.qc.ca
514.285.1840

ACTUALITÉS

Pédiatre radié pour agression sexuelle

ÉRIC CLÉMENT

La carrière médicale du pédiatre Jocelyn Lussier est derrière lui : le Collège des médecins l'a radié jeudi soir, ce qui l'empêche de pratiquer la médecine au Québec.

L'ex-pédiatre de Drummondville âgé de 38 ans a été reconnu coupable le 28 janvier d'agression sexuelle sur trois de ses jeunes patients et d'avoir utilisé un sédatif pour ce faire. Les faits s'étaient produits en 2002, à l'hôpital Sainte-Croix et à la clinique privée de Jocelyn Lussier.

Le Collège des médecins avait le choix de radier Jocelyn Lussier, de limiter son exercice de la médecine ou de le suspendre d'ici à ce qu'il soit cité à comparaître devant le comité de discipline du Collège, qui rendra bientôt sa décision définitive.

Mais hier, lors d'un très court point de presse, le Dr Yves Lamontagne, président du Collège des médecins, n'a pas laissé beaucoup d'espoir à M. Lussier, même s'il ne veut pas influencer sur l'enquête du comité de discipline.

« Il risque la radiation permanente », a dit le Dr Lamontagne, qui a ajouté que la radiation permanente a déjà été imposée dans

des cas de crimes sexuels au Québec.

« Le Dr Lussier ne peut plus porter le titre de médecin, a dit le Dr Lamontagne. La décision a été prise pour trois raisons : la protection du public, la sévérité des actes qui lui sont reprochés et la tolérance zéro que manifeste maintenant le Collège vis-à-vis des inconduites sexuelles. Un tel type de comportement entache toute la profession médicale. Le code d'éthique est très, très clair : le médecin doit avoir une conduite irréprochable, avoir du respect et de la dignité pour son patient, ne pas tenir de propos ou avoir des comportements abusifs au niveau sexuel et ne pas abuser de la relation interpersonnelle qu'il a avec le patient. Ces articles-là, dans ce cas-ci, ont été abusés, si l'on peut dire. »

En ce qui a trait à sa condamnation par la justice, le débat sur la peine à imposer aura lieu les 30 et 31 mars.

Le plein-air en solde

Jusqu'à **50%** de rabais sur vêtements d'hiver, chaussures isolées et de marche, raquettes, etc.

KAKI PLEIN AIR

JOLIETTE
67, place Bourget Nord
(450) 753-5332
1 800 268-7332

LAVAL
1680, boul. de l'Avenir
(450) 681-9859
1 800 363-1101

WADDINGTON'S GROUP

WADDINGTON EST À MONTRÉAL
DES ÉVALUATIONS COMPLÉMENTAIRES À MONTRÉAL
LE 26 ET LE 27 FÉVRIER 2005

JOYNER
ŒUVRES D'ART CANADIENNES

LAWREN HARRIS
Baffin Island
Vendu par nous pour \$2,4 millions, le prix le plus élevé jamais obtenu aux ventes aux enchères pour une peinture de Groupe de Sept.

Des spécialistes de Waddington's, la maison d'encan la plus importante au Canada depuis 1850, seront à Montréal pour évaluer vos objets d'art et meubles antiques, œuvres d'art canadiennes, européennes, américaines et inuit, horloges, bijoux et montres, argenterie, tapis orientaux, porcelaine (Moorcroft, Royal Doulton, Staffordshire, etc.), verrerie, Canadina, Judaica (dimanche seulement), photographies, gravures internationales, livres, pièces de collection et œuvres d'art asiatiques. Discutez la possibilité avec eux de placer vos objets d'art dans un de nos prochains encans.

Pour obtenir plus de précisions ou fixer un rendez-vous confidentiel, sans obligation de votre part, veuillez communiquer avec Lynda Macpherson sans frais au 1-877-504-5700 ou par courriel à lm@waddingtons.ca

Depuis 20 ans, Joyner Fine Art et maintenant Joyner Waddington's est la maison première au Canada pour la vente aux enchères d'œuvres d'art canadiennes. Nous avons établi depuis 1985 de nombreux records de vente pour quelques-uns des plus importants artistes canadiens par exemple, Carmichael, Cullen, Fortin, Harris, Kurelek, Lismer, Suzor-Côté et Varley entre autres.

Nous acceptons actuellement des peintures pour notre vente importante d'œuvres d'art canadiennes le 31 mai.

Pour obtenir un rendez-vous confidentiel, veuillez contacter Robert Cowley au 416-504-5100 ou sans frais au 1-877-504-5700, poste 6178.

111 Bathurst Street Toronto Ontario Canada M5V 2R1
Tél.: 416-504-9100 Sans frais: 1-877-504-5700 Fax: 416-504-0033
Courriel: info@waddingtons.ca
www.waddingtons.ca

Victoria Toronto St. John's
Offering Services Coast to Coast

Évadez-vous

Déglacez le pare-brise, jetez du sable dans l'entrée... l'hiver nous lance bien des défis. Évadez-vous de l'hiver et de ses tracas ! Les vêtements de voyage Tilley sont conçus pour affronter toutes les rigueurs du voyage.

Rangé une garde-robe d'une semaine dans votre bagage à main et, s'il le faut, lavez vos vêtements Tilley dans le lavabo de l'hôtel. Ils seront propres et secs pour le petit déjeuner.

Tilley Endurables
Tilley. Les meilleurs chapeaux et vêtements de voyage au monde

Montréal : 1050, av. Laurier Ouest
(deux rues à l'ouest de l'avenue du Parc) (514) 272-7791
Pour obtenir l'adresse d'un détaillant ou un catalogue : 1 800 465-4249

Waddington's
Canada's Auction House Since 1850

111 Bathurst Street Toronto Ontario Canada M5V 2R1
Tél.: 416-504-9100 Sans frais: 1-877-504-5700 Fax: 416-504-0033
Courriel: info@waddingtons.ca
www.waddingtons.ca

Victoria Toronto St. John's
Offering Services Coast to Coast

MOBILART
Meubles & décor

VENTE DE LIQUIDATION

RABAIS JUSQU'À 50%

sur tous nos mobiliers de salle à manger, chambre à coucher, lampes, miroirs, tables d'appoint et articles de décoration

Tout doit être vendu à notre centre de liquidation au 6529, boul. Décarie

Bibliothèques disponibles en différentes grandeurs

5805 Transcanadienne, Ville St-Laurent
(Rond-point Côte-de-Liesse et Transcanadienne)
(514) 748-9500
Lun.-vend. 9 h à 18 h, sam. 10 h à 17 h, dim. 12 h à 17 h

6529, boul. Décarie Montréal
(coin Plamondon)
(514) 344-1400
Lun.-vend. 9 h à 18 h, sam. 10 h à 17 h

Ouvert au public

ENCAN EN DIRECT

J. de Tonnancour

COLLECTION DE BRONZES
Paire de bronzes, hauts de 39"

Lorne Bouchard

John Little

C. Krieghoff

Fontaine en bronze, haute de 89"

Icones

2,41 cts
5,70 cts
DIAMANTS
2,02 cts
2,38 cts
Concord
Omega

Encan de 5 séances

MOBILIERS DE CHAMBRE À COUCHER

MEUBLES NEUFS ET ANCIENS

OBJETS DE COLLECTION

Plusieurs lots seront vendus **SANS MINIMUM - SANS RÉSERVE!**
Venez profiter d'aubaines extraordinaires! Pour en savoir plus, visitez notre site Web à www.empireauctions.com

EXPOSITION: Les sam. et dim. 19 et 20 février de 10 h à 17 h

ENCAN
Le dimanche 20 février à 13 h, et du lundi 21 au jeudi 24 février à 19 h (chaque soir)

EMPIRE ENCANS EMPIRE
5500, rue Paré
tél.: (514) 737-6586
www.empireauctions.com

Entrée libre Stationnement gratuit

VISA
MasterCard
Interac

Meubles neufs et anciens:
Mobilier de salle à manger et de chambre à coucher, vitrines, buffets, bureaux, sofas, canapés, fauteuils, tables, chaises, etc.

Art canadien et international:
C. Krieghoff, P. Picasso, F. S. Coburn, J. Little, S. Brunoni, O. de Lall, J. de Tonnancour, etc.

Bijoux et montres:
Bagues, colliers, bracelets, boucles d'oreille et broches. Diamants, émeraudes, saphirs, rubis, etc. Rolex, Omega, Concord, Cartier, Tag Heuer, etc.

Objets de collection:
Royal Doulton, Lladro, Satsuma, Moorcroft, monnaies, timbres, services de table en porcelaine, services de couverts, pendules, etc.

Tapis persans:
Mashad, Naïn, Kashan, Tabriz, Mahal, etc.



PIERRE FOGLIA

Le peuple souverain

J'entendais l'animateur d'une émission d'affaires publiques du samedi nous annoncer que, à son émission cet après-midi, on se poserait cette question : qu'est-ce qu'un hôpital universitaire ?

Qu'est-ce que tu veux que ça me foute, Michel (Lacombe) ? Je ne suis pas médecin, je ne suis pas dans la recherche, mon seul rapport à cet hôpital sera peut-être comme patient, qu'est-ce que cela changera à mon cancer du côlon que l'hôpital où on le soignera soit universitaire ou pas ?

Je viens d'une culture démocratique — jacobine, bien entendu — où le citoyen n'était pas appelé à se prononcer toutes les cinq minutes sur tout et sur n'importe quoi. On élisait des gens pour qu'ils gouvernent et ils gouvernaient, votaient des lois, construisaient des routes, des écoles, des hôpitaux sans se croire obligés de consulter le citoyen ordinaire sur l'intendance.

L'État n'était pas seulement « providence », il était aussi autoritaire, autorisé qui s'exprimait par la tyrannie de ses technocrates et de ses experts. Au temps où je vous parle, un gouvernement n'aurait jamais abandonné le Suroît, serait allé de l'avant avec le financement des écoles juives et aurait depuis longtemps arrêté

son choix sur Saint-Luc ou Outremont pour le CHUM. Et personne, même à Radio-Canada, ne se demanderait ce qu'est un hôpital universitaire.

Est-ce dire que le citoyen était moins porté à l'action politique en ce temps-là ? Pas moins. Différemment. On descendait dans la rue pour le pain et le beurre, pour des questions de justice sociale, pour défendre les droits des peuples plutôt que celui des individus.

Est-ce dire que les temps d'aujourd'hui sont plus démocratiques ? En tout cas, le discours démocratique est beaucoup plus fort aujourd'hui. Plus fort dans le sens de plus tonitruant. Plus éclaté et, disons le aussi, plus « n'importe quoi ». M. Charest se réclame tout autant de la démocratie que le syndicat des cols bleus. Sauf que ce n'est pas la même. La démocratie ne s'est pas enrichie en se diversifiant, elle s'est plutôt instrumentalisée.

La démocratie se confond de plus en plus avec la souveraineté du nombre, et de plus en plus aussi avec les prévisions météorologiques. D'où vient le vent ? Et comment naviguer sous le vent ?

Prenez le Suroît. Le peuple n'en voulait pas et il est monté au créneau. Victoire de la démocratie ? Pas sûr. L'épisode a servi de trem-

plin au gouvernement Charest, qui a rebondi avec son ministère du Développement durable, du pur marketing politique destiné à maquiller son parti pris du développement tout court et à tout crin. Rappelez-vous, deux semaines après, cette loi qui a interdit aux citoyens de s'adresser aux tribunaux pour se plaindre du bruit que font les motoneiges quand elles passent dans leur cour. Une loi pour interdire d'avoir recours à la loi. Encore tout étourdi de sa victoire dans le Suroît, le peuple a laissé passer cette énormité sans broncher. C'est l'exemple parfait d'une démocratie à l'intox.

Y a pire. Il y a en ce moment cette commission Gomery qui a offert à un ex-premier ministre du Canada une extraordinaire tribune pour se défendre d'un crime qu'il n'a pas commis, sans jamais l'interroger sur celui qu'il avoue, que dis-je, qu'il revendique comme son plus joli coup politique. Il dit : il fallait sauver le pays. Et tout le monde d'opiner du bonnet. Et tout le monde de souscrire au moyen. Le moyen ? Cet insultant, ce honteux raccourci de la démocratie : le marketing. On allait vendre le Canada, ou acheter le Québec, je ne sais trop, vendre, acheter, mais pas convaincre. Pas expliquer. Trop compliqué, trop long, trop risqué.

Dans ce pays où les habitants ne sont pas loin de croire qu'ils ont inventé la démocratie, un ex-premier ministre avoue avoir choisi le marketing parce que la démocratie c'est trop risqué et cela ne fait pas scandale. Et cela ne fait pas la une. Cela ne mérite aucune ligne dans aucun journal. Et vous, en écoutant cela, vous demandiez où serait construit ce putain de CHUM.

Je vais vous dire où : il sera construit là où ça fera le moins mal à M. Charest. À Outremont s'il calcule pouvoir le faire avaler au peuple sans trop de dommages. À Saint-Luc, s'il n'a vraiment pas le choix. Ce qui est sûr, c'est que M. Charest ne choisira pas un site. Il choisira le moindre mal pour le parti libéral. Et si c'est Saint-Luc, comme je le crois, ce sera une autre grande victoire de la démocratie, sauf que la démocratie est maintenant en PPP de la cave au grenier.

Ma culture démocratique m'avait fait naïf. J'ai longtemps cru que les experts, les technocrates n'avaient pas besoin de mon avis pour construire un hôpital. J'ai longtemps cru qu'on choisissait un gouvernement comme porte-parole de nos idées (plus que de nos intérêts, d'ailleurs), et qu'une fois choisi on devait le laisser gouverner en présumant

qu'il le ferait dans l'intérêt de tous. Avec tout de même une opposition alerte comme chien de garde. J'étais naïf, je vous le répète.

Votre culture démocratique a pris résolument le virage de la souveraineté populaire : sondages toutes les cinq minutes, référendums, pages d'opinions, tribunes libres, etc. Et avec ça, vous vous imaginez tenir le gouvernement en laisse.

J'étais naïf. Mais vous, vous êtes un peu cons, je trouve.

LE GÉNOCIDE - L'histoire est vraie, à vous de décider si elle est « cute » ou navrante. C'est un prof qui enseigne la technologie en troisième secondaire à Laval. Même si cela n'a aucun rapport avec sa matière, il commence chacun de ses cours par quelques minutes d'actualité, histoire de « connecter » les ados de sa classe au monde qui les entoure.

Ce matin-là, dans l'actualité, le général Roméo Dallaire et le Rwanda. Quelqu'un peut-il me dire qui est Roméo Dallaire ? Un indice : il a écrit *J'ai serré la main du diable*. Un autre indice : il est la personnalité de *La Presse* de l'année. Un autre indice : il commandait des troupes de l'ONU... Un élève réagit enfin, ah ! oui oui oui, c'est rapport au génocide de Rouyn-Noranda.

Évasion surprenante à Laval

MAXIME BERGERON

Un détenu condamné pour meurtre en 1996 a réussi à s'évader sans aucune difficulté hier matin alors qu'il se trouvait à la Cité de la santé de Laval. Il était accompagné d'un seul agent correctionnel et n'était pas menotté.

C'est que Serge Charron, condamné à la prison à perpétuité en 1996

pour le meurtre de sa mère, purgeait sa peine au Centre fédéral de formation de Laval (CFF), une prison à sécurité minimale. Les prisonniers de ce type d'établissement n'ont pas à être menottés lorsqu'ils doivent sortir du pénitencier.

Charron, 42 ans, allait subir un examen médical à l'hôpital vers 8h45 hier quand il a réussi à prendre la fuite. Pour une raison encore

inconnue, l'officier qui l'accompagnait l'a perdu de vue. Selon ce qu'a appris la police de Laval durant la journée, Charron a sauté dans un taxi, s'est rendu à la station de métro Henri-Bourassa, où il a franchi illégalement un tourniquet avant d'entrer dans un wagon, puis... plus de nouvelles.

Une évasion qui met les agents correctionnels en beau fusil. De-

puis longtemps, ils réclament justement le droit de porter une arme et d'être accompagnés d'un deuxième agent à l'occasion de sorties du genre. « On considère que la sécurité des agents et de la population peut être mise en danger lorsque les escortes n'ont pas tous les équipements nécessaires à la bonne garde », a déploré Pierre Dumont, président régional du syndicat.

Le Service correctionnel du Canada a ouvert une enquête sans tarder. Malgré tout, jusqu'à l'évasion de Serge Charron, la sortie d'hier matin n'avait rien d'inhabituel, a

souligné Monique Marullo, directrice adjointe des services de gestion au CFF. « C'est toujours la procédure quand on accompagne un détenu. »

On compte une centaine de détenus purgeant une peine de prison à vie au CFF. « La vocation particulière du CFF est d'accueillir des détenus purgeant de longues sentences en autant que ceux-ci aient amorcé un cheminement et que le risque sécuritaire soit assumable en minimum » (sic), peut-on lire sur le site Web de Service correctionnel du Canada.

MERCİ CANADA!

Au nom des enfants et des familles de l'Asie du sud-est qui ont été touchées par le tsunami, Vision Mondiale Canada désire remercier **tous les Canadiens et Canadiennes** pour leur généreux soutien financier.

Plus de **50 millions de dollars** ont été amassés grâce à votre générosité et à l'Agence canadienne de développement international qui a remis un montant équivalent aux dons des Canadiens.

Grâce à votre aide, Vision Mondiale Canada a pu venir en aide à plus de 600 000 enfants ainsi qu'à leurs familles, offrant des abris temporaires, de la nourriture, des articles de base, de l'eau potable, des trousseaux d'hygiène, des soins psychologiques, des espaces pour accueillir les enfants, des soins de santé et des installations sanitaires. Dix-huit avions ont livré des fournitures d'urgence incluant des tentes, des médicaments, des trousseaux de survie, de la nourriture, des vêtements, des articles de toilette, de l'eau et des équipements d'épuration d'eau.

Vision Mondiale Canada sera sur place pour aider à rebâtir ces communautés au cours des prochains jours, mois et années. Pour en connaître davantage sur le plan d'intervention à long terme de Vision Mondiale, veuillez visiter www.VisionMondiale.ca durant l'année ou appelez au 1-800-363-5021.

World Vision
Vision Mondiale

SUITE DE LA UNE

Gretzky s'en mêle!

GRETZKY

suite de la page A1

New York le commissaire Gary Bettman, le président de l'Association des joueurs, Bob Goodenow, leurs adjoints respectifs et quelques joueurs, selon le réseau canadien anglais Sportsnet.

« Je pense que nous sommes très près (d'une entente) et qu'on peut tous se permettre d'être très optimistes, a confié à *La Presse* le plus important agent de joueurs de la LNH, Don Meehan. Je suis très surpris de la tournure des événements. Je ne pense pas que personne aurait pu prédire un tel scénario. »

Préparation secrète

Cette réunion inattendue s'est préparée dans le plus grand secret au cours des 72 dernières heures. Le

président du Canadien, Pierre Boivin, n'en a d'ailleurs été informé qu'hier soir par un journaliste alors qu'il se trouvait à l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal.

« Ça ne peut être que positif, a-t-il commenté. Toute tentative (d'en arriver à un accord) ne peut pas être une mauvaise chose. Cela dit, il ne faut pas essayer de s'imaginer ce qui pourrait se passer. C'est difficile de dire si on peut encore sauver la saison. Le scénario que nous avions, c'était une saison de 28 matchs et, pour cela, il fallait un accord cette semaine. Mais entre mercredi et vendredi, il n'y a que trois jours, alors... »

« Logiquement, on peut être très optimistes », a déclaré l'agent Pat Brisson, dont la firme, IMG, compte 62 hockeyeurs de la LNH. « Ça passe ou ça casse d'ici 48 heures. J'ai parlé

avec plusieurs propriétaires depuis mercredi et il ne faut pas se le cacher, l'annonce de Gary Bettman a eu l'effet d'une douche d'eau froide sur tout le monde. C'est sûr qu'il y a des gens des deux cotés qui remettent l'annulation de la saison en question, mais là, ce n'est plus le temps pour ça, c'est le temps d'agir. »

Au cours des derniers jours de négociation, le plafond salarial restait au coeur du litige. Dans leur dernière offre, les propriétaires le fixaient à 42 millions de dollars américains. Les joueurs, eux, proposaient plutôt une formule souple avec un plafond à 49,5 millions qui pourrait être révisé un certain nombre de fois pendant la durée de la convention collective. Le magazine de référence *The Hockey News* faisait état hier soir d'une entente sur un plafond salarial

de 45 millions, information qui a été démentie par l'Association des joueurs.

Un vote est nécessaire

Toute entente devra faire l'objet d'un vote, tant chez les propriétaires que chez les joueurs. Le commissaire Gary Bettman n'a besoin que de huit appuis parmi les 30 propriétaires pour entériner une de ses décisions. Du côté de l'Association des joueurs, il faut une majorité simple, ce qui pourrait être plus difficile à obtenir, ont laissé entendre deux joueurs, Vincent Damphousse et Mike Modano.

« Si les propriétaires avaient accepté notre proposition (à 49,5 millions), il aurait ensuite fallu passer au vote chez les joueurs et je ne suis pas sûr qu'on aurait obtenu la majorité requise, a indiqué

jeudi Vincent Damphousse, membre du comité de direction de l'Association. J'ai parlé avec plusieurs gars après ça et je sais que plusieurs n'étaient pas contents de savoir qu'on proposait un plafond. »

« Il y a beaucoup de monde qui ne comprend vraiment pas comment on a pu attendre si longtemps sans parler d'un plafond puis changer de position ainsi, a pour sa part déclaré Modano au *Dallas Morning News*. De nombreux joueurs n'ont pas aimé cela. »

Avec la collaboration de Richard Labbé

AUTRES TEXTES

Les chroniques de Réjean Tremblay et Jean-François Bégin en page 3 du cahier Sports

Trois langues valent mieux qu'une.



Christine Latour
Diplômée B.A.A. 2004

Faites votre baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.) à HEC Montréal pour...

- > le cheminement optionnel trilingue, français, anglais et espagnol;
- > le programme d'échanges internationaux (stages d'études à l'étranger).

www.hec.ca/programmes/baa

HEC Montréal : au Top 10 des meilleures écoles internationales dans le classement M.B.A. 2004 du magazine *BusinessWeek*.

Admission

Date limite: mercredi 1^{er} mars
Examens linguistiques
(B.A.A. trilingue seulement):
samedi 5 mars

HEC MONTRÉAL



HEC Montréal est la seule école de gestion en Amérique du Nord à détenir cette triple reconnaissance internationale hautement convoitée.

TREMBLANT
Mont-Tremblant, Québec

SKIEZ À TREMBLANT POUR SEULEMENT 19\$*
Lorsque vous séjournez avec Tremblant Sunstar

CONDO DE 2 CHAMBRES TOUT ÉQUIPÉ SUR LE BORD DES PENTES. 65\$**
par personne par nuit

Réservez chez Tremblant Sunstar et faites l'expérience des magnifiques pentes de Tremblant pour seulement 19\$*.

Découvrez le village animé de Tremblant! Avec ses condos aux bords des pentes, Sunstar s'avère votre meilleur choix. En fait, avec une offre aussi fabuleuse sur les billets de remontées, n'est-ce pas votre seul choix?

TREMBLANT SUNSTAR
Vacances en Montagne

INTRAWEST

* La promotion sur le billet de remontée s'applique au premier jour de ski et est seulement offert aux invités enregistrés chez Tremblant Sunstar. Maximum de 2 billets par condo. Jours additionnels disponibles à prix régulier. Le billet sera disponible lors de votre enregistrement chez Tremblant Sunstar. Certaines conditions s'appliquent. Valable du 2 janvier au 17 février 2005 et du 27 février au 10 avril 2005. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre promotion. Vous devez mentionner cette offre lors de la réservation.
** Prix par personne, par nuit en occupation quadruple dans un condo tout équipé de 2 chambres en bord de pistes, Le Plateau. Tarif en dollars canadiens valide du 2 janvier au 17 février 2005 et du 28 mars à la fermeture de la saison, redevances et taxes en sus. Séjour minimum de 2 nuits. Certaines conditions s'appliquent. Cette offre ne peut être combinée aux autres offres.

1 800 603 0764 www.tremblantsunstar.com

Plus de 5000 abat-jour en magasin, le plus grand choix au Canada.

Votre style réfléchit.

- Réparation de lampes sur place
- Service de recouvrement sur mesure

N'oubliez pas d'apporter votre lampe pour un ajustement parfait.

Présentez cette annonce et obtenez **15 % de rabais** applicable à l'achat d'abat-jour. Valable du 19 février au 30 mai 2005.

4875, rue Jean-Talon Ouest • Montréal
514.344.8555 • www.abatjourillimites.ca

BAT-JOUR LLIMITES
LAMPESHADES

Vous avez 60 ans ou plus ?
Vous avez déjà travaillé ?

Demandez votre rente de retraite en ligne et voyez aussitôt le montant auquel vous auriez droit.

www.rrq.gouv.qc.ca

Régie des rentes Québec

Régie des rentes du Québec

AUCUN INTÉRÊT À PAYER JUSQU'EN
FÉVRIER 2008

AVEC **36** VERSEMENTS ÉGAUX
SANS FRAIS NI INTÉRÊT* SUR LES MEUBLES, MATELAS,
ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES

500% DE RABAIS*
SUR TOUS LES MATELAS
ET SOMMIERS



50% DE RABAIS

Cheverny

Matelas ferme antibactérien avec supports latéraux doubles
Sommier offert. 10 ans de garantie ferme.
Livraison et ramassage gratuits.
1 place/360 ressorts
399 \$ Rég. : 799 \$
Grand lit/608 ressorts
13,86 \$/mois ou 499 \$ Rég. : 999 \$
Très grand lit/768 ressorts
20,81 \$/mois ou 749 \$ Rég. : 1499 \$

449 \$ Rég. : 899 \$
Matelas 2 places/510 ressorts

Rabais de 450 \$



Amboise

Matelas ferme antibactérien avec dessus à coussinet et supports latéraux doubles
Sommier offert. 12 ans de garantie ferme.
Livraison et ramassage gratuits.
1 place/360 ressorts
13,86 \$/mois ou 499 \$ Rég. : 999 \$
Grand lit/608 ressorts
19,42 \$/mois ou 699 \$ Rég. : 1399 \$
Très grand lit/768 ressorts
27,75 \$/mois ou 999 \$ Rég. : 1999 \$

1803 \$ /mois
ou **649 \$**
Rég. : 1299 \$
Matelas 2 places/510 ressorts

Rabais de 650 \$



Chateaudun

Matelas semi-ferme antibactérien avec dessus à coussinet
Sommier offert. 12 ans de garantie ferme.
Livraison et ramassage gratuits.
1 place/360 ressorts
18,86 \$/mois ou 679 \$ Rég. : 1359 \$
Grand lit/608 ressorts
26,36 \$/mois ou 949 \$ Rég. : 1899 \$
Très grand lit/768 ressorts
37,47 \$/mois ou 1349 \$ Rég. : 2699 \$

2358 \$ /mois
ou **849 \$**
Rég. : 1699 \$
Matelas 2 places/510 ressorts

Rabais de 850 \$



Ermitage

Matelas ferme antibactérien avec dessus à coussinet, support central et cadre de renfort en acier trempé
Sommier offert. 15 ans de garantie ferme.
Livraison et ramassage gratuits.
1 place/474 ressorts ensachés
22,19 \$/mois ou 799 \$ Rég. : 1599 \$
Grand lit/805 ressorts ensachés
33,31 \$/mois ou 1199 \$ Rég. : 2399 \$
Très grand lit/1016 ressorts ensachés
45,81 \$/mois ou 1649 \$ Rég. : 3299 \$

2775 \$ /mois
ou **999 \$**
Rég. : 1999 \$
Matelas 2 places/660 ressorts ensachés

Rabais de 1000 \$



2414 \$ /mois
ou **869 \$**
5 pièces

Mobilier de salle à manger de style campagnard au fini pin antique
100 x 150 x 180 cm (40 x 60 x 72 po)
Livraison gratuite

Chaise additionnelle.....129 \$ ch.
Buffet et vaisselier..... 30,53 \$/mois ou 1099 \$
(Horloge intégrée dans le vaisselier)
Tapis 160 x 236 cm (5 pi 3 po x 7 pi 9 po)....329 \$



3886 \$ /mois
ou **1399 \$**
Sofa

Mobilier de salon de style contemporain entièrement recouvert de cuir
Livraison gratuite
Causeuse.....36,08 \$/mois ou 1299 \$
Fauteuil.....27,75 \$/mois ou 999 \$
Pouf.....459 \$

Étagère.....31,36 \$/mois ou 1129 \$
Table de bout.....189 \$
Table de centre.....189 \$
Table console.....219 \$
Lampe de table.....109 \$
Lampe de plancher.....149 \$

BRAULT & MARTINEAU

DESJARDINS PARTENAIRE OFFICIEL DE BRAULT & MARTINEAU



10 GRANDS MAGASINS

Une entreprise de chez nous, pour vous!
www.braultetmartineau.com

MARTINEAU

HEURES D'OUVERTURE : Lundi au vendredi 9h à 21h • Samedi 9h à 17h • Dimanche 10h à 17h

LIVRAISON GRATUITE DANS UN RAYON DE 200 KM* *Conditions en magasin.

BROSSARD Tél. : (450) 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
KIRKLAND Tél. : (514) 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LAVAL Tél. : (450) 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)
ROCK FOREST Tél. : (819) 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-LÉONARD Tél. : (514) 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)

LATINEAU Tél. : (819) 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Promenades de l'Outaouais)
GASALLE Tél. : (514) 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
REPENTIGNY Tél. : (450) 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
SAINT-HUBERT Tél. : (450) 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Promenades Saint-Bruno)
SAINTÉ-THÉRÈSE Tél. : (450) 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)

Prix en vigueur jusqu'au dimanche 20 février 2005. Quantité limitée sur certains articles. *Achat minimum requis de 299 \$ avant taxes pour les appareils électroniques et de 499 \$ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers. Ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux, sans frais, ni intérêt débutant le mois suivant votre achat. Conditions en magasin. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation (C.D.L.). *Conditions en magasin.

ACTUALITÉS

Des soldats canadiens aideront l'Irak... en Jordanie

MARC THIBODEAU

Le gouvernement canadien entend dépêcher une trentaine de soldats en Jordanie pour participer à la formation de l'armée irakienne mais n'envisage pas « pour le moment » d'affecter des troupes en Irak, malgré les demandes pressantes de l'OTAN et de Washington.

Le ministre de la Défense, Bill Graham, a confirmé cette décision hier dans une entrevue accordée à *La Presse*, au cours de laquelle il a évoqué la possibilité que la politique interdisant l'envoi de troupes canadiennes en Irak soit éventuellement révisée. « C'est toujours notre politique de ne pas envoyer de soldats en Irak. Nous gardons cette politique. Évidemment, ce n'est pas une politique qui va durer pour toujours », a indiqué M. Graham.

Le ministre a souligné qu'il y avait une « différence énorme » entre la situation actuelle en Irak et celle qui prévalait en 2003 au moment où le gouvernement de Jean Chrétien a décidé de ne pas participer à la coalition militaire formée par les États-Unis et la Grande-Bretagne pour renverser Saddam Hussein.



PHOTO BILL GRAHAM, LA PRESSE ©

Le ministre de la Défense, Bill Graham, reconnaît que le Canada est sollicité pour participer activement à l'effort militaire en Irak.

« On a eu des élections, on a un gouvernement irakien qui demande lui-même l'envoi de troupes de

la part de l'OTAN. Donc, ce n'est plus une question d'appliquer notre politique du passé mais nous

avons décidé que, pour le moment, il n'est pas opportun de les envoyer directement en Irak. Nous

voulons (tout de même) aider à la stabilité de la région, donc nous allons contribuer hors de l'Irak », a indiqué M. Graham.

Des policiers canadiens participent déjà à des activités de formation des forces de sécurité irakiennes en Jordanie, mais aucun militaire n'y participe.

Selon M. Graham, le Canada, qui vient d'annoncer son intention de doubler le nombre de soldats déployés en Afghanistan, a aussi décidé de consacrer un million de dollars à un fonds de l'OTAN mis sur pied pour la formation d'officiers irakiens.

Ces différentes mesures doivent être officiellement annoncées par le premier ministre Paul Martin à d'un important sommet de l'OTAN qui se déroulera à compter du début de la semaine prochaine à Bruxelles.

Selon le ministre de la Défense, l'annonce canadienne devrait être « bien reçue » par les autres membres de l'OTAN, qui presse les pays membres d'accroître leurs efforts pour favoriser la stabilisation de l'Irak.

M. Graham ne cache pas que les pays déjà engagés en Irak multiplient les demandes pour que tous les membres de l'OTAN participent à l'effort militaire sur le terrain. Selon lui, le secrétaire à la Défense américain, Donald Rumsfeld, a indiqué lors d'un sommet tenu la semaine dernière à Nice avec ses homologues à la Défense qu'il tenait « absolument » à ce que tous les pays membres envoient des soldats.

Le ministre de la Défense canadien nie cependant l'idée que le Canada se fasse forcer la main dans ce dossier. Il est, dit-il, « tout à fait naturel » que les pays de l'OTAN engagés en Irak fassent de telles demandes.

Adhérer au bouclier anti-missile

Évoquant un autre dossier délicat dans les relations canado-américaines, le ministre de la Défense a assuré que son gouvernement ne cherchait pas à laisser traîner les choses relativement au projet de bouclier anti-missile pour s'éviter des lendemains difficiles.

Le premier ministre Martin avait semblé vouloir écarter toute décision rapide lundi en soulignant que le Canada entendait s'occuper d'abord de « ses propres priorités » avant de traiter ce dossier.

Même s'il constate, à la lecture des sondages, que le projet a perdu en popularité depuis un an au sein de la population, M. Graham se dit convaincu que le Canada devrait s'y rallier.

Les incertitudes entourant la viabilité du système, qui a vu coup sur coup deux tests ratés et qui est contesté par plusieurs experts, ne fait pas reculer le ministre de la Défense. « La plupart des grands systèmes d'armement ont eu des problèmes au début. Il est possible que ça marche d'ici 10 ans même si ça ne marche pas aujourd'hui », affirme-t-il.

L'ancien ministre des Affaires étrangères estime qu'il est « difficile » de prédire quelle sera la réaction de Washington si le Canada s'avise, en bout de ligne, de dire non.

L'accueil des dirigeants américains, lorsque cette possibilité est évoquée, varie largement. « Certains reçoivent très bien la chose, d'autres disent que l'on est avec eux ou contre eux... Comme toujours aux États-Unis, il y aura une division d'opinion. Il faut que nous fassions notre travail pour persuader le plus grand nombre de décideurs que nous sommes là pour être loyaux », dit-il.



**C'est la saison REER
et mon temps est précieux.**

**Côté efficacité, je peux
compter sur RBC®.**

« Pas simple de faire les bons choix pour son REER. Surtout quand le temps presse. RBC m'a suggéré de mettre toutes les chances de mon côté en optant pour un portefeuille de fonds communs de placement géré par des professionnels. En un clin d'œil, la question était réglée ! »

Les portefeuilles sélect RBC et les portefeuilles choix sélect RBC : des solutions qui allient diversification et répartition stratégique de l'actif. Pour tirer profit de notre expertise en placements, composez le 1-800-ROYAL® 1-1, rendez-vous en succursale ou consultez le www.rbcbanqueroyale.com/reer.



**Date limite pour cotiser : 1^{er} mars.
RBC peut vous aider... dès maintenant.**

JE CHOISIS RBC^{mc}

© Marques déposées de la Banque Royale du Canada. RBC est une marque déposée de la Banque Royale du Canada.
^{mc} Marque de commerce de la Banque Royale du Canada. Utilisée sous licence.

Les fonds RBC sont offerts par RBC Gestion d'Actifs Inc. et distribués par des courtiers autorisés. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les placements en fonds communs peuvent entraîner des commissions, des frais de suivi et des frais et dépenses de gestion. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur fluctue souvent et leurs rendements antérieurs ne sont pas nécessairement répétés.

**EN BREF****Ottawa consacrerait
6 milliards
à l'environnement**

Le gouvernement du Canada consacrerait entre 5 et 6 milliards de dollars à des mesures environnementales dans le budget qu'il déposera mercredi prochain à la Chambre des communes. Une telle somme serait requise afin que le Canada puisse mettre en vigueur certains des engagements qu'il a pris en tant que signataire du protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre, qui est entré en vigueur avant-hier. D'après le *Globe and Mail*, les régions qui bénéficieraient davantage de la distribution de cet argent, sur une période de quelques années, auraient été ciblées par le Parti libéral afin d'augmenter ses chances de former un gouvernement majoritaire aux prochaines élections : le Québec, la Colombie-Britannique et les secteurs où le Nouveau Parti démocratique jouit de bons appuis. Le journal précise qu'environ la moitié de cette enveloppe annoncée serait constituée de sommes d'argent déjà engagées. —PC



PHOTO PIERRE McCANN, LA PRESSE

Le Saguenay—Lac-Saint-Jean perd environ 3000 « Bleuets » par an au profit des autres régions de la province, surtout Québec et Montréal, d'après l'Institut de la statistique du Québec.

LA SAIGNÉE

Fermeture d'usines, crise agricole, exode des jeunes : décidément, le Saguenay—Lac-Saint-Jean est bien mal en point. Dans une série d'articles qui s'étend sur quatre jours, notre journaliste Isabelle Hachey se penche sur les maux de la région et sur des remèdes originaux pour la remettre sur pied.



ISABELLE HACHEY

ALMA — Un autocar par semaine. L'équivalent d'un autocar rempli de jeunes quitte chaque semaine la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean pour ne plus revenir, laissant derrière eux une population atrophie, de plus en plus âgée, de moins en moins capable de relever les défis de la nouvelle économie. Une saignée qui risque de faire mal à la région — beaucoup plus mal, en fait, que n'importe quelle fermeture d'usine.

Le Saguenay—Lac-Saint-Jean

perd environ 3000 « Bleuets » par an au profit des autres régions de la province, surtout Québec et Montréal, d'après l'Institut de la statistique du Québec. Selon les prévisions, la région, qui compte actuellement 277 000 habitants, perdra encore 25 000 citoyens d'ici 2026. Il y a des années où l'on s'inquiète de cette mort lente sans trop savoir comment stopper l'hémorragie.

Depuis peu, voilà que même les parents, nouveaux retraités, commencent aussi à faire leurs valises et à suivre leurs enfants sur la route de l'exode. Ils emportent avec eux l'épargne d'une vie, qui aurait pu contribuer à faire tourner l'économie régionale. Leurs enfants, eux, privent la région de la main-d'œuvre qualifiée dont elle a besoin pour se convertir à l'économie du

savoir et s'affranchir des grandes industries qui lui ont permis de prospérer, mais dont le déclin est inéluctable.

Comme ailleurs au Québec, le taux de natalité est en chute libre, ce qui n'arrange rien. Les écoles de village, désertées, commencent à fermer leurs portes. Même les quatre collèges de la région s'interrogent sur leur avenir. Par exemple, le cégep de Saint-Félicien, qui comptait jadis 1400 élèves, n'en reçoit plus que 1000 aujourd'hui. En 2013, ils ne seront que 700. Alors, devrait-on fermer le cégep ? Tant qu'à y être, devrait-on fermer le Saguenay—Lac-Saint-Jean ?

Bien sûr que non, répond Frédéric Tremblay, 29 ans, directeur de la Boîte à Bleuets, à Alma. En voilà un qui a décidé de s'attaquer au problème.

« Plus de la moitié des jeunes ne reviennent pas (après leurs études), même s'il y a de l'emploi, parce qu'ils pensent que la région est plate », dit-il. La Boîte à Bleuets, ouverte en 2001, s'est donné pour mission de les convaincre qu'ils ont tort.

La Boîte organise des vernissages, des conférences et des projections de films. Son « café-sofa » offre des déjeuners composés de fromages, de charcuteries et de pains de la région. Il y a aussi des sorties à la plage, des randonnées pédestres et un populaire *party* organisé entre Noël et le jour de l'An, une période que bien des expatriés passent chez leurs parents. La fête est animée, bien sûr, par des

musiciens locaux. « L'idée, c'est de faire *tripper* les jeunes, explique M. Tremblay. On veut leur montrer qu'il y a encore de la vie dans la région. » Au début du mois de février, la Boîte a même organisé une fête en simultané avec un bar de la rue Rachel, à Montréal, où l'on avait convié 150 Bleuets souffrant du mal du pays. Entre deux verres de bière, on a noté leurs coordonnées, et on leur expédie maintenant les offres d'emplois qui passent !

La Boîte à Bleuets fait partie de la « stratégie Migration », programme mis en place en 2001. « On en avait assez d'entendre parler de l'exode des jeunes sans jamais entendre parler de solutions, dit Patrick Girard, directeur du Regroupement action jeunesse (RAJ). On s'est aperçu que les gouvernements n'avaient pas de plan d'action et on a décidé de prendre les choses en main. Après tout, nous sommes les mieux placés pour le faire », explique l'Almatois de 31 ans.

C'est ainsi que M. Girard et son équipe ont récolté 3,5 millions de dollars auprès du gouvernement du Québec et des municipalités de la région pour vendre les attraits du Saguenay—Lac-Saint-Jean aux jeunes. L'opération charme doit commencer tôt, dit-il. « Dès l'âge de 13 ans, le tiers des filles et le quart des garçons ont une image négative de la région. Ils pensent qu'il n'y a pas d'avenir ici... »

Et pourtant, oui, il y a encore de l'avenir dans ce coin de pays. Patrice

Riverin, 34 ans, tient boutique rue Racine, la rue principale de Chicoutimi. Il n'en peut plus du discours misérabiliste qui plane sur la région : « Il y a une vieille garde qui est incapable de comprendre que le développement régional ne passe plus par la grosse industrie et les magasins à grande surface ! »

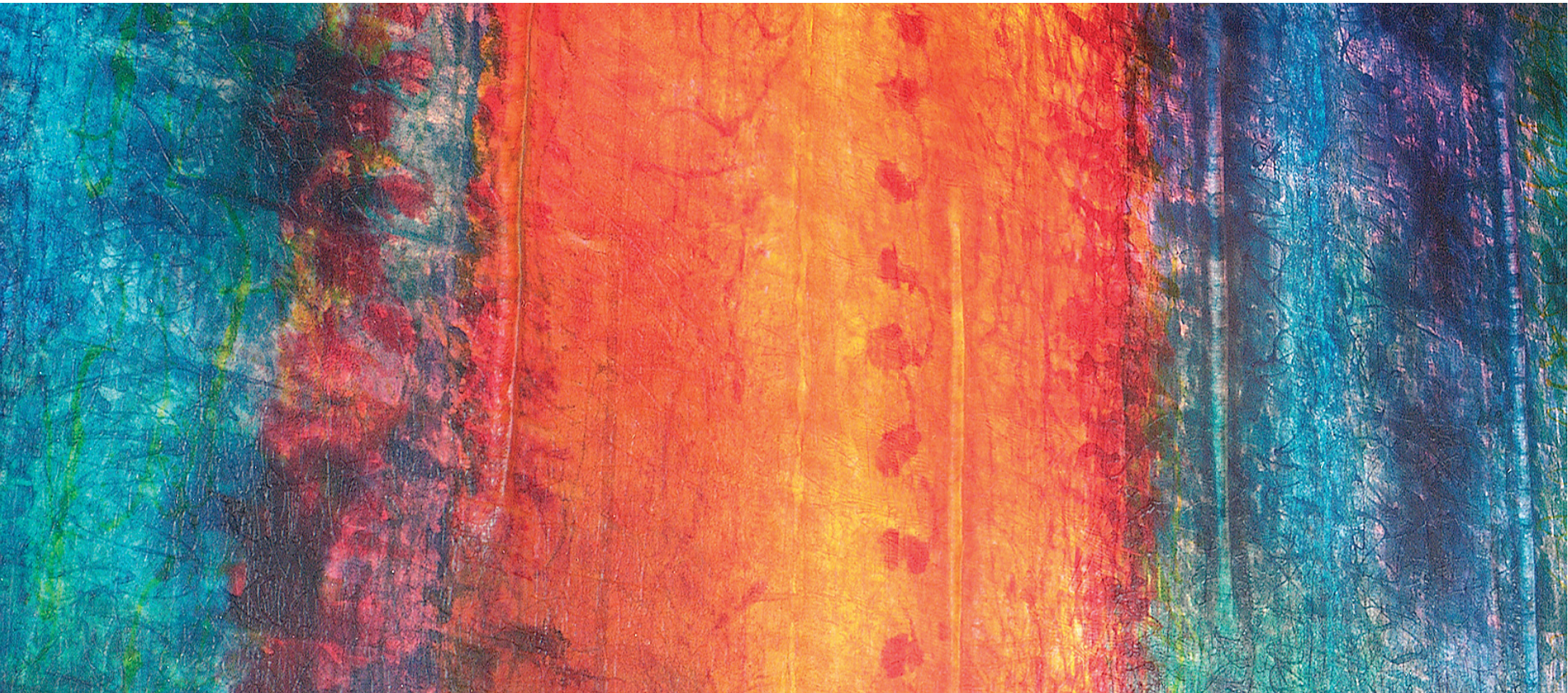
Jiix, la boutique dont M. Riverin est copropriétaire, réunit sous un même toit tous les types de bandes dessinées, du fanzine québécois au manga japonais, en passant par les BD traditionnelles européennes et les *comics* américains. Sans parler des films de zombies chinois (!) et de vieux films d'horreur italiens. Bref, le genre de boutique branchée que l'on imaginerait mieux au cœur du Plateau...

« À Montréal, on aurait probablement plus de clients, admet M. Riverin. Mais est-ce qu'on aurait le même contact avec eux, le même plaisir à faire découvrir des choses aux gens ? Moi, je n'ai pas envie de m'en aller. » Lueur d'espoir au cœur d'un royaume menacé.

LE BLUES DES BLEUETS

- 1> Une région malade
- 2> L'exode des jeunes
- 3> De quelques frustrations
- 4> La onzième province

Faites-nous part de vos réactions à commentaires@lapresse.ca



Une nuit blanche haute en couleur

Dans le cadre du Festival MONTRÉAL EN LUMIÈRE, Hydro-Québec vous invite à participer gratuitement à sa « Nuit blanche », mettant en vedette la murale de l'artiste Jean-Paul Mousseau. Vivez pleinement l'expérience de cette création unique au monde et découvrez en exclusivité l'imposante mécanique architecturale de cette œuvre.

Entre 18h le samedi 26 février et 5h le dimanche 27 février, faites toute la lumière sur l'héritage culturel légué par ce grand artiste québécois. Siège social d'Hydro-Québec, 75, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal.

www.hydroquebec.com/comprendre/mousseau



TRANSACTIONS D'INITIÉS LA PRESSE AFFAIRES.com

CERTIFICATS DE PLACEMENT GARANTI

LE TOUT NOUVEAU
CPG MULTIGESTIONDÉTENDEZ-VOUS
POTENTIEL DE RENDEMENT ILLIMITÉ*EXCLUSIVEMENT
POUR
REER

Le nouveau CPG Multigestion
Banque Nationale innove et vous promet
un rendement anticipé supérieur à celui
des CPG à taux fixe.

Autre avantage, le nouveau CPG Multigestion
vous permet de profiter d'un capital garanti
et d'un rendement minimum assuré.

On peut vous aider

1 888 TELNAT-1 www.bnc.ca

**BANQUE
NATIONALE**

LA PREMIÈRE BANQUE AU QUÉBEC

*Le montant initial investi est garanti à 100% et sera remboursé à la date d'échéance. La variation de l'indice de référence, qui correspond à la variation du rendement du portefeuille, influera directement sur l'intérêt à payer. Des frais de gestion à un taux annuel de 2,9% seront retranchés mensuellement de l'indice de référence. Pour un rendement total sur cinq ans supérieur à 33,822%, soit 6% annualisé, la portion du rendement total excédant 33,822% sera diminuée de 20%. Cependant, pour un rendement total sur cinq ans inférieur ou égal à 15,927%, soit 3% annualisé, une bonification de 5% sera ajoutée au rendement total. Vous pouvez obtenir des renseignements additionnels sur ce CPG en composant le (514) 394-5555 (Montréal) ou le 1 888 TELNAT-1.

MONTREAL
EN LUMIÈRELes
pelleteuses
d'art

DANIEL LEMAY

CHRONIQUE

La plupart d'entre nous ne pensons pas à l'art quand nous pelletons la neige. On déballe l'escalier, le perron ou l'entrée du garage parce qu'il le faut — pour la sécurité, pour la circulation, pour respecter le règlement. En pelletant, la majorité des habitants des pays nordiques n'ont pas l'impression de créer des « espaces nouveaux ».

Au-delà du caractère utilitaire de ce « geste immédiat », d'autres, plus « artistes », aspirent à une certaine beauté dans le résultat final : congères rectilignes, courbe régulière de l'allée. Les plus fous, eux, se lanceront peut-être dans la création de losanges ou de spirales que, de temps en temps, ils prendront le temps d'admirer, accotés sur l'instrument de leur art : la pelle.

« Un procédé, un produit : voilà l'art », explique Hannah Jickling, instigatrice avec Valerie Salez du projet *Snow Shoveling / Pelleter la neige*, installé au square Viger jusqu'à dimanche prochain. Les deux artistes de Dawson City, au Yukon, ont répondu à un appel de Dare-Dare, le centre de diffusion d'art multidisciplinaire de Montréal, qui consacre son action aux « pratiques émergentes » et aux « démarches questionnant les lieux et contextes de diffusion de l'art ».

Les deux jeunes femmes se sont rencontrées à Halifax alors qu'elles fréquentaient le Nova Scotia College of Art & Design. « Un jour, après une tempête, raconte Hannah, j'ai vu Valerie pelleter et son geste, son rythme, m'ont frappée. Je lui ai demandé si je pouvais la filmer sur vidéo. Puis on a commencé à pelleter pour le plaisir, seules et avec d'autres. »

Et lentement le projet a pris forme, quelque part, nous dit le communiqué de Dare-Dare, entre l'« art public contextuel » et l'« art action », balisé par les écrits de l'Américaine Mierle Laderman Ukeles sur « l'art de l'entretien » — au sens strict : le ménage, le ramassage des déchets, etc. — et les « collaborations avec la nature » du Britannique Andy Goldsworthy. Toujours temporaires, forcément, ces « collaborations ». Valerie Salez : « Toute oeuvre ayant la neige comme matériau est temporaire. La neige fond ou se transforme en glace, le vent la souffle : la transformation est constante. »

L'hiver dernier, les deux pelleteuses sont allées faire leur art, si l'on peut dire, dans leur ville d'origine, au Klondike Institute of Art & Culture. Leur démarche les avait amenées à s'« approprier le geste dans son caractère inattendu », ce qui peut mener à une « invasion de l'espace ». Comme remplir de neige le trottoir que le monsieur vient de débayer... Il se peut qu'il n'apprécie que peu le côté artistique du geste : « Selon nos intentions, pelleter la neige peut s'avérer un acte de subversion... »

Au square Viger, « habité » par les sans-abri, les filles ont pelleté / sculpté un banc — qui sert aussi de lit — et certains résidents ont demandé pourquoi elles aidaient les indésirables. D'autres bons citoyens, voyant travailler leur damier dans les marches des Archives nationales, pensaient voir des fonctionnaires désœuvrés... « Notre art, dira Valerie, est aussi interaction avec l'environnement humain. »

Aujourd'hui les deux artistes-pelleteuses dirigent une « performance » familiale, entre midi et 17 h, (rue Viger, entre Berri et Saint-Denis). Samedi prochain, elles terminent leur séjour montréalais avec d'autres performances dans le cadre de la Nuit blanche du festival Montréal en lumière. Artistes, à vos pelles !

Première journée de week-end du Festival Montréal en lumière. La glissoire et la patinoire ouvrent à 13h ; le site prend officiellement vie à 17 h. Le gros événement du jour a lieu à l'intérieur du complexe Desjardins : une soirée Chicago Blues avec Li'l Ed & the Blues Imperials avec, en première partie, le Pat The White Special trio avec son blues acoustique. À la même heure (21 h), le DJ Vincent Lemieux et son comparse VJ Gabriel Coutu-Dumont sont dans la sphère. Deux univers musicaux, à 30 mètres l'un de l'autre.

LP[2]

LP[2]

Tous les jeudis dans **LA PRESSE**

LINEN CHEST

Présente

*L'événement de l'année
pour les futurs mariés*

Mardi, 22 février 2005 • de 10 h 00 à 21 h 00
Centre Rockland Centre

Découvrez les tendances en mode maison et en mariage
tout en dégustant hors-d'oeuvres, vins et fromages

Plus de 5 000 \$ en prix de présence
EXPERTS EN MARIAGE • SÉMINAIRE • DÉMONSTRATION

ARTICLES DE MAISON • PORCELAINES • CRISTAL • DRAPERIES • LITERIE • MATELAS

TOUT POUR LA MARIÉE AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS

514.341.7077 #234 • Entrée Linen Chest, stationnement P5

POUR PLUS D'INFORMATION ET INVITATION : www.linenchest.com



La romance symphonique du vin

MARIE-CHRISTINE BLAIS

CRITIQUE

Hier soir, à la Place des Arts, où était interprété le drame musical *Nelligan* (livret de Michel Tremblay, partition d'André Gagnon), on se serait cru, un instant, à une rencontre de l'École littéraire de Montréal, un certain 26 mai 1899. Ce soir-là, un jeune homme nommé Émile Nelligan avait soulevé la salle en récitant son poème *La Romance du vin*. Hier, près de 106 ans plus tard, la salle a réagi avec le même enthousiasme, les mêmes applaudissements nourris quand le fameux sonnet devenu chanson a été interprété par Dominique Côté, qui incarne Nelligan jeune.

Cela ne veut pas dire que, hormis les deux poèmes du jeune Montréalais, *Nelligan*, l'opéra, n'avait pas sa part d'intérêt. Tous les interprètes, particulièrement Daniel Lavoie (*Nelligan* vieux) et Dominique Côté, ont bien chanté, soutenus par un Orchestre symphonique de Montréal solide.

Mais, étrange ironie, le dépouillement semble peu convenir à cette oeuvre. Il y a 15 ans, c'était la musique qui en faisait les frais en étant interprétée sur cinq, six synthétiseurs. Aujourd'hui, c'est le texte qui, sans le soutien d'une mise en scène et d'un décor (ce *Nelligan*-ci est en effet présenté en version concert), perd de sa force, réduit à une série d'airs sans lien apparent si on ne connaît pas le livret. Plus d'un spectateur s'est bien demandé ce que faisait là Daniel Bé-

langer chantant les beautés de Paris — il incarne un des amis de Nelligan, comme à peu près seuls ceux qui connaissent la biographie du poète ont pu le déduire. Les comédiens-chanteurs se succèdent devant un micro, ce qui n'est jamais bien dynamique. En outre, en raison de certains personnages secondaires qui ont disparu dans la version écourtée de l'oeuvre (le meilleur ami d'Émile et ses deux soeurs), toute la première partie tourne désormais plus autour de la mère d'Émile Nelligan que du poète lui-même. Le conflit avec le père (bien interprété par Pierre Flynn, en deuxième partie) étant devenu à peu près absent, le texte n'a plus de tension dramatique. Et du coup, la mère devient, eh oui, l'archétype de la mère castratrice, incarnation de la

société bourgeoise catholique. Sans le vouloir, la version concert tombe dans la simplification digne de la pire psycho-pop...

Résultat, c'est la musique de Gagnon qui y gagne au change puisque l'OSM, sous la direction de Jacques Lacombe, interprète avec conviction toutes les nuances, je dirais même les délicatesses, de sa partition romantique, avec des préludes très souvent inspirés. Seul petit bémol : une légère surenchère de xylophone dans les orchestrations de la première partie, qui donne un étrange petit air « pop » des années 50-60 à l'ensemble.

Mais surtout, surtout, ce sont les mots mêmes de Nelligan qui ressortent de cette oeuvre. Les deux poèmes mis en musique par Gagnon (*La*

Romance du vin, *Le Vaisseau d'or*) sont deux purs moments de grâce. Et si les spectateurs qui iront ce soir voir la seconde représentation de *Nelligan* passeront un moment certes agréable, ils auront peut-être, comme moi, envie d'entendre plus de ses poèmes. La bonne nouvelle, c'est qu'André Gagnon les a déjà presque tous mis en musique il y a quelques années, pour Monique Leyrac. On ne peut que souhaiter très fort que ces sonnets transformés en chansons inspirées soient à leur tour, un jour, créés.

Nelligan, drame musical de Michel Tremblay et André Gagnon, orchestrations de Gilles Ouellet, avec l'Orchestre symphonique de Montréal, Daniel Lavoie, Dominique Côté, Pierre Flynn, Richard Séguin, Sylvie Tremblay, Kathleen Fortin, Maxime Dénommée, ce soir, à la Place des Arts. À guichets fermés.



2 machines-à-images ExpressVu^{MC}

à partir de

5 \$

/mois en location*



- Un plus grand choix de canaux numériques et haute définition que celui des câblos au Québec
- Image et son d'une clarté remarquable



bell.ca/offre 1 87 SOUCOUBE Magasins Espace Bell et détaillants participants

Et bien simple.^{MC}



Offre en vigueur du 1^{er} février au 31 mars 2005 avec location d'un nouveau système. Offert aux clients résidentiels là où l'accès et la visibilité directe le permettent. Jusqu'à épuisement des stocks. Une pièce d'identité avec photo valide et une préautorisation sur une carte de crédit ou par prélèvement bancaire sont requises pour acheter et activer un système. Prix/offre sujets à changement sans préavis et ne peuvent être combinés avec aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions et frais peuvent s'appliquer. *L'offre inclut un système 3120 et un récepteur 3100. Frais de programmation en sus. Sujet à un engagement min. d'un an pour la location et la programmation. Frais d'installation initiaux de 49,99 \$ en sus. Un crédit de 49,99 \$ pour les frais d'installation initiaux s'applique à votre compte avant les taxes; prévoir 6 à 8 semaines après l'activation. L'ensemble de l'équipement doit être installé et activé le même jour, à l'intérieur des 60 jours suivant l'achat, ou des frais additionnels s'appliqueront. Limite de 4 récepteurs par compte. Sujet à un engagement de 2 ans. L'installation professionnelle de base inclut l'installation du récepteur principal et du récepteur secondaire. Pour savoir si vous êtes admissible, visitez www.bell.ca/installationinclusion. ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, s.e.c.

ACTUALITÉS



À sa sortie de prison, Adil Charkaoui n'a pas tardé à embrasser sa fille, hier.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Adil Charkaoui rentre chez lui

MAXIME BERGERON
ET LAURA-JULIE PERREAULT

Après 21 mois d'incarcération, Adil Charkaoui a finalement pu serrer sa femme et ses deux enfants dans ses bras hier soir. Mais sa liberté est loin d'être gagnée.

En effet, en dépit du fait qu'un juge de la Cour fédérale ait décidé de lui accorder une libération conditionnelle sous haute surveillance avant-hier, le gouvernement canadien soupçonne toujours M. Charkaoui d'appartenir à une organisation terroriste marocaine liée à Al-Qaeda.

Qu'importe, Adil Charkaoui débordait de joie hier soir. En mettant les pieds hors du centre de détention de Rivière-des-Prairies, l'homme de 31 ans s'est longuement étendu en remerciements. « Je veux remercier tous les Canadiens et tous les Québécois pour tout ce qu'ils ont fait pour moi. Je ne suis pas un ingrat, je vais respecter toutes les conditions qui m'ont été imposées. »

Et ces conditions sont nombreuses. Le résident permanent, arrêté en mai 2002 en vertu d'un certificat de sécurité, devra notamment se présenter en cour dès lundi matin pour la révision judiciaire du certificat qui pèse sur lui. S'il est jugé raisonnable par le juge Simon Noël, cet ordre permettra au gouvernement canadien d'expulser M. Charkaoui vers son pays d'origine.

L'homme se défend toutefois d'avoir jamais été « une menace pour le pays ». « J'ai toujours clamé mon innocence et je compte démontrer cela dans le procès. Et si un juge devait démontrer que le certificat de sécurité est raisonnable, ce que je ne souhaite pas, j'irai même en Cour suprême pour démontrer le caractère arbitraire des certificats de sécurité. »

D'ici à lundi, M. Charkaoui entend bien renouer avec sa famille. Sa mère, sa femme, sa fille et plusieurs amis sont d'ailleurs venus l'accueillir hier soir à sa sortie de prison. Des retrouvailles émouvantes. « Aujourd'hui c'est comme si je venais d'accoucher d'Adil à nouveau », a dit sa mère.

Dans l'immeuble de Montréal-Nord où habitent Adil Charkaoui et plusieurs membres de sa famille, le retour de l'ex-détenu était toutefois attendu avec beaucoup moins d'impatience. « Disons que ma porte va toujours être barrée à l'avenir », a dit une voisine âgée, inquiète.

Comme ils ignorent si les accusations lancées par le gouvernement canadien contre Charkaoui sont fondées ou pas, plusieurs voisins se sont montrés loin d'être enchantés de sa libération, hier. « D'après tout ce que j'ai entendu, il aurait dû être en prison pas mal plus longtemps, a dit une autre voisine. Toutes ces affaires-là d'Al-Qaeda, je n'aime pas trop ça. »

La communauté musulmane se mobilise

Ce n'est qu'à 16 h et des poussières, soit moins de 30 minutes avant la fermeture, que l'avocate d'Adil Charkaoui, Dominique Laroche, a pu se présenter à la Cour fédérale pour déposer la première partie de la caution, soit 25 000 \$, ainsi que toutes les lettres d'entente exigées par le juge pour la libération de M. Charkaoui.

Le président du Conseil musulman de Montréal, Salam Elmenyawi, était heureux d'annoncer que l'argent a été amassé dans la communauté musulmane de Montréal hier. « Les musulmans de Montréal affirment par ce geste qu'ils ne veulent plus de ces certificats de sécurité et de cette justice tronquée », a déclaré M. Elmenyawi dans le hall d'entrée de la branche montréalaise de la Cour fédérale.

La coalition Justice pour Adil Charkaoui n'a jusqu'à maintenant pas eu besoin d'utiliser les sommes offertes par une vingtaine de personnalités du monde universitaire, politique ou culturel pour la mise en liberté du Montréalais d'origine marocaine. Cependant, la famille de M. Charkaoui devra déposer 25 000 \$ de plus avant la fin du mois prochain.

La caution n'est qu'une des 15 conditions imposées à Adil Charkaoui par le juge Simon Noël dans une décision rendue jeudi midi. Pendant sa libération, M. Charkaoui devra notamment demeurer avec sa femme et ses deux enfants dans son domicile de Montréal-Nord. Il devra aussi porter un bracelet de surveillance lié au satellite du système de positionnement global.

UNE PREMIÈRE QUÉBÉCOISE

En sortant de la prison de Rivière-des-Prairies hier soir, Adil Charkaoui aurait théoriquement dû enfiler un bracelet de surveillance électronique permettant aux agents de l'Agence des services frontaliers de savoir où il se trouve à toute heure du jour. L'appareil n'était pas disponible hier soir, mais il le sera sous peu. Ce sera la première fois que ce dispositif est utilisé au Québec. La Colombie-Britannique, l'Ontario et Terre-Neuve sont les trois seules provinces canadiennes à utiliser de tels bracelets. Le procédé GPS peut alerter les forces de l'ordre si la personne qui le porte sort du territoire dans lequel elle a le droit de circuler. Pendant sa libération sous condition, M. Charkaoui ne pourra quitter l'île de Montréal.

Vous ne méritez pas d'être malretraité.

CPG OPTION GARANTIE*

8,25 %

1^{re} année : 2,00 %
2^e année : 2,15 %
3^e année : 2,50 %
4^e année : 3,00 %
5^e année : 8,25 %

Rachetable sans pénalité aux dates d'anniversaire dès la première année**
Rendement garanti
Capital garanti à 100 %

Taux de la 5^e année

Pour connaître l'option REER qui vous convient ou pour tout autre renseignement, n'hésitez pas à communiquer avec nous en composant le 1 877 252-REER ou visitez le site www.malretraite.com

REER



BANQUE
LAURENTIENNE

Solitaire...



cherche l'âme sœur.

Le plus grand choix de solitaire au Québec



À partir de **299\$**

***Rien à payer avant un an.**

Ne payer que les taxes, sur approbation du crédit.

937, rue Bélanger, Montréal 514.948.1212

Ouvert le dimanche de 11h à 17h

*Taux moyen sur 5 ans de 3,554 %. Terme de 5 ans. Taux en vigueur au 18 février 2005. Le taux peut changer sans préavis. **En cas de rachat avant terme, les intérêts sont calculés en fonction du taux en vigueur chaque année. Offre d'une durée limitée. Toutes les modalités applicables au produit sont disponibles en succursale.

Feu vert pour le Celebrex

MATHIEU PERREAULT

Un comité d'experts recommande aux autorités américaines de continuer à permettre la vente de médicaments anti-inflammatoires controversés, et ce, même si l'un d'entre eux a été retiré du marché par le fabricant en septembre, à cause d'études montrant un risque accru pour la santé cardiaque.

Le comité évaluateur de la Food and Drug Administration (FDA), qui réglemente l'industrie pharmaceutique, a décidé après trois jours de rencontres de permettre la vente de Celebrex, Bextra et Vioxx; ce dernier a été retiré du marché en septembre par Merck. Mais la publicité sur ces médicaments sera sévèrement limitée, et des avertissements concernant les risques de crise cardiaque seront distribués aux patients.

Cet automne, plusieurs études ont lié ces anti-inflammatoires, qui font partie d'une classe appelée « inhibiteurs de Cox-2 », à

des risques deux, trois et même quatre fois plus élevés de crises cardiaques. Cette semaine, le prestigieux *New England Journal of Medicine* a affirmé que les études sur ces risques ont été faites trop tard, plusieurs indices étant apparus dès l'arrivée des inhibiteurs de Cox-2, à la fin des années 90. Cette semaine, la FDA a

annoncé la création d'un comité qui surveillera les nouvelles études sur les médicaments déjà sur le marché, afin de détecter des risques insoupçonnés.

Le comité évaluateur a néanmoins estimé que les bénéfices de ces médicaments, qui réduisent probablement le risque d'ulcère à l'estomac par rapport aux anti-in-

flammatoires traditionnels, sont plus importants que les risques.

Jeudi, durant sa comparution devant le comité évaluateur, un haut dirigeant de Merck a expliqué que si la FDA permettait la vente des inhibiteurs de Cox-2, Merck pourrait remettre Vioxx sur le marché. Dans un communiqué hier, Merck a indiqué qu'elle

entreprendrait des discussions avec la FDA. Des poursuites totalisant des milliards de dollars ont déjà été déposées contre les fabricants de ces médicaments. Vioxx et Celebrex se trouvent aux 10^e et 11^e rangs des médicaments les plus vendus au Canada.

Le vote du comité d'experts sur le Vioxx et le Bextra a été serré, mais pas celui sur le Celebrex. La FDA n'est pas obligée de suivre la recommandation du comité d'experts. En décembre, la FDA a recommandé aux médecins prescrivant du Celebrex d'utiliser la dose la plus petite possible.

La pharmacie Internet dans la mire d'Ottawa

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le gouvernement fédéral songe à interdire l'exportation aux États-Unis de médicaments d'ordonnance brevetés bon marché, une mesure qui frapperait durement l'industrie canadienne de la pharmacie par Internet, estimée à un milliard de dollars.

Le ministre de la Santé, Ujjal Dosanjh, a confirmé hier avoir ajouté cette possibilité à la liste des trois autres options envisagées afin de s'assurer que seuls les Canadiens aient accès au système national, réglementé, de médicaments à prix moindre.

Le ministre voit les pharmacies faisant des affaires sur le Web comme une menace pour le système de régulation des prix des médicaments en vigueur au pays.

JUTRA



Patrick Huard anime la grande fête du cinéma québécois

DIMANCHE 19H30

LA SOIRÉE DES JUTRA



RADIO-CANADA

VOUS ALLEZ VOIR.

WWW.RADIO-CANADA.CA/JUTRA

RÉALISATION: JOCELYN BARNABÉ

TOUTES LES STARS SUR LE TAPIS ROUGE ▶ 18H30

ET DES GAGNANTS À VIENS VOIR LES COMÉDIENS ▶ 22H



artv

clubvoyages ROSEMONT
 (514) 376-5910 • 1 800-661-2743
 rosemont@clubvoyages.com

DÉPARTS GARANTIS 2005

De Moscou à Pékin par le Transsibérien [®]	28 mai au 19 juin
La Mongolie [®]	7 au 26 juillet
(1) Présentation le 8 mars à 19 h, R.S.V.P.	
La Turquie et ses mondes	17 septembre au 6 octobre
La Chine classique	3 au 24 octobre
Viêt Nam	12 au 29 novembre
Présentation le 24 février à 19 h, R.S.V.P.	
L'Autriche : un pays, un voyage	18 mai au 1er juin
Présentation lundi 28 février à 19 h, RSVP	
Yukon et Alaska, circuit par la route sous le soleil de minuit	12 au 28 juin
Présentation le 23 février à 19 h, R.S.V.P.	
L'Ouest canadien	30 juin au 13 juillet
Présentation jeudi 3 mars à 19 h, RSVP	
L'Europe de l'Est	15 sept. au 6 octobre
L'Inde, l'émotion... humaine	10 oct. au 4 novembre
Présentation le 1 ^{er} mars à 19 h, R.S.V.P.	
Bulgarie et le Festival des Roses	31 mai au 14 juin

SPÉCIAL LONDRES-PARIS EN TGV
 1 sem. à Londres, 1 semaine à Paris • Hôtels 4*
 Trajet Londres-Paris en TGV Eurostar, du 22 avril au 5 mai

MEUBLES ANDRÉ PERRAULT

Le **Chic de l'ouest** au prix de l'est

Meubles-Design québécois au prix coûtant. Modèles de plancher. Février seulement.

Trois étages d'idées à parcourir...
 @ Shermag

3960, rue Bélanger Est, Mtl.
Fermé le dimanche
 Tél.: 514-725-5245
 Meubles du Québec

Stressless
 ENORMES

Vos meilleurs moments de détente

En cuir souple

Esprit Nouveau
 1828, boul. Le Corbusier, Laval
 Tél.: (450) 686-5055
 www.esprit-nouveau.com

3292725A

3292725A

PROCÈS BÉRUBÉ

Amoureuse
d'un autre

CHRISTIANE DESJARDINS

Trois semaines avant sa mort, Tanya Bushman était tombée amoureuse d'un autre homme, Roberto Manago, et prévoyait même vivre avec lui, a raconté Deborah Sakaitis, meilleure amie de la défunte, hier, au procès de Michel Bérubé.

La rencontre s'est produite à Kirkland, au restaurant Vieux Four Manago, propriété de Roberto Manago, alors que les deux femmes s'y sont présentées pour souper, a expliqué Sakaitis. Selon elle, l'entente a été immédiate entre Bushman et Manago. L'homme a d'ailleurs pratiquement passé la soirée à leur table. « Ils avaient tous les deux les yeux brillants, et il était évident que Roberto voulait surtout parler à Tanya. Il lui montrait les photos de la maison qu'il se faisait construire à L'Île-Bizard. »

Deux semaines plus tard, Bushman, coiffeuse de métier, avouait à Sakaitis qu'elle s'attachait beaucoup à Manago, et qu'elle faisait des projets avec lui. Elle irait vivre avec lui à L'Île-Bizard, il lui amènerait son salon de coiffure dans la maison, ils auraient des enfants et un chien. Cependant, l'homme voulait qu'elle clarifie la situation avec son mari avant. « Elle me disait que tout ce qu'elle avait toujours voulu avoir, elle l'aurait avec Roberto. » Selon Sakaitis, Bushman était heureuse, emballée et pleine d'énergie, comme toujours. Bushman a aussi dit qu'elle annoncerait à son mari qu'elle ne déménagerait pas avec lui à Calgary, comme ils devaient le faire la semaine suivante, et qu'elle le quittait.

Bushman aurait effectivement annoncé cette mauvaise nouvelle à Michel Bérubé le soir du dimanche 17 novembre. Sakaitis a vu Bushman le lendemain. « Elle m'a dit qu'elle l'avait dit à Michel et qu'il avait mal réagi. Il était furieux, il criait, il pleurait. Ils n'ont pas dormi de la nuit. Il voulait une autre chance, il a essayé de lui faire des avances, mais pour la première fois depuis leur mariage elle a refusé. » Bushman aurait également avoué à Sakaitis que Bérubé lui avait dit ressentir une douleur incroyable face à leur rupture, comme celle qu'il avait ressentie à la mort de son père, qui s'était suicidé. Bushman se sentait toutefois soulagée d'avoir mis les choses au clair avec son mari.

Le couple aurait vécu une autre nuit blanche le lendemain, selon Sakaitis, qui parlait plusieurs fois par jour à son amie. « Tanya m'a dit qu'ils s'étaient encore disputés et que, à un certain moment, tout d'un coup, Michel était devenu très calme et lui avait dit qu'il partirait sans elle à Calgary. Elle était surprise qu'il accepte tout d'un coup. »

Le mercredi 20 novembre, Sakaitis s'est rendue chez Bushman pour aller quérir des meubles, mais personne n'a ouvert la porte. Les rideaux étaient tirés en plein jour, ce qui n'arrivait jamais, a-t-elle dit. Elle a eu un mauvais pressentiment et a appelé plusieurs fois au domicile de Bushman, sans obtenir de réponse. Après le souper, elle a appelé aux urgences de l'hôpital Lakeshore pour savoir si une certaine Tanya Bushman s'y trouvait. Sakaitis s'y est rendue et a appris la mort de sa meilleure amie.

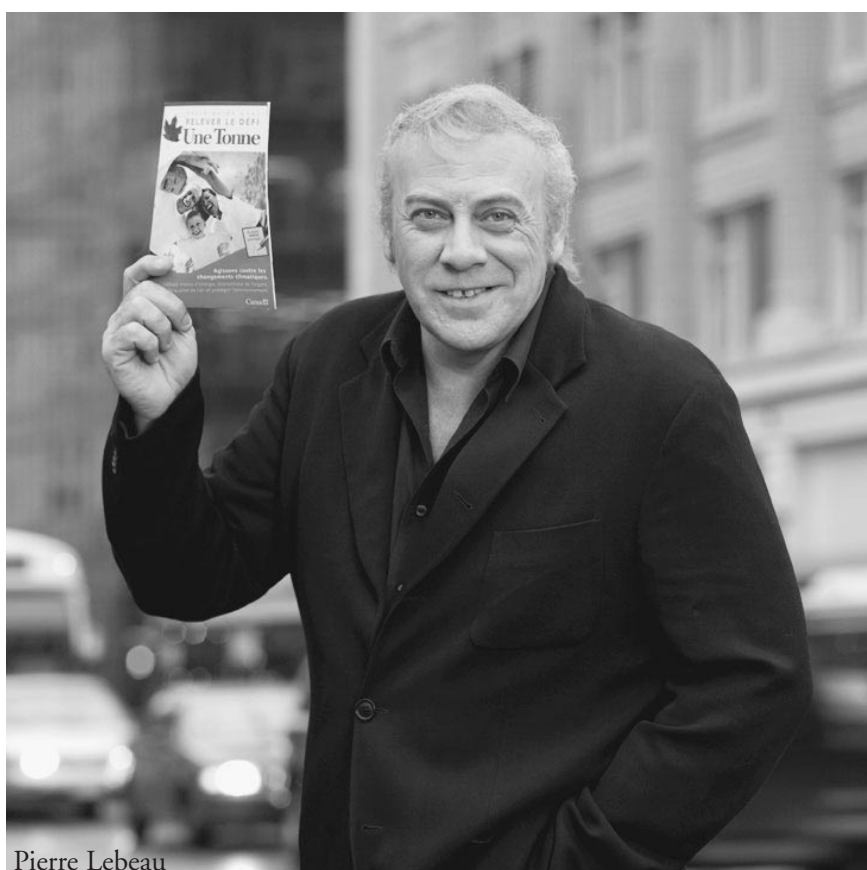
ÉVÈNEMENT : Procès de Michel Bérubé, 38 ans, accusé du meurtre prémédité de sa femme, Tanya Bushman, 35 ans.

THÉORIE DE LA COURONNE : Bushman voulait quitter Bérubé, et ce dernier ne le prenait pas. Dans la nuit ou au matin du 20 novembre 2002, il l'a battue, étranglée et pendue dans la cage d'escalier, pour faire croire à un suicide.

FAIT INUSITÉ : En fin de journée le 20 novembre 2002, Bérubé s'est présenté à l'hôpital du Lakeshore avec le cadavre de sa femme dans les bras, disant qu'il l'avait trouvée pendue en rentrant de son travail.

HIER : Deborah Sakaitis, amie et confidente de M^{me} Bushman, a témoigné.

ACTUEL SANTÉ
AUX P'TITS SOINS...
Tous les dimanches dans LA PRESSE



Pierre Lebeau

Relevons le défi
partout au Canada

Chaque Canadien produit en moyenne cinq tonnes de gaz à effet de serre par année. Chauffer et climatiser nos maisons, conduire, se servir des appareils électriques... presque toutes les activités qui requièrent de l'énergie provenant de combustibles fossiles produisent aussi des gaz à effet de serre (GES). Et ces gaz contribuent aux changements climatiques.

Relevons le défi d'une tonne: réduisons notre consommation d'énergie et nos émissions de gaz à effet de serre de 20 %, soit d'une tonne. Tout en économisant de l'argent, nous contribuerons à protéger l'environnement et la qualité de l'air.

Demandez votre Guide du défi d'une tonne.

Consultez le site changementsclimatiques.gc.ca ou composez le **1 800 O-Canada** (1 800 622-6232), ATS 1 800 465-7735.

Défi d'une tonne Agissons contre les changements climatiques.

 Gouvernement du Canada Government of Canada



3286550

Ceci
n'est pas
un visage
inconnu

20% INNOVATRICE
50% POSITIVE
30% ÉNERGIQUE

**REINE
AUGER**

C'est une stratégie REER qui correspond exactement à votre profil.

Parce qu'il existe autant de rêves pour la retraite qu'il y a de gens, Desjardins met à votre disposition un vaste éventail de solutions REER. Quels que soient vos besoins, votre conseiller saura vous proposer un portefeuille de placements personnalisé afin que vous n'ayez jamais à vivre la retraite... de quelqu'un d'autre.

**DUO REER
DESJARDINS**

8,25%
Taux de la
cinquième année

Afin de bien diversifier votre REER, voilà une option de placement avantageuse vous offrant d'une part l'assurance d'obtenir un **rendement supérieur**, et de l'autre, une **garantie de capital**.

- Épargne à terme à rendement progressif – 5 ans
Taux d'intérêt supérieur garanti d'année en année.
- Épargne à terme Perspectives Plus² – 7 ans
Potentiel de rendement illimité.
- Accès à une large gamme d'actifs des plus diversifiés.
- Gestion dynamique assurée par des spécialistes des marchés financiers.

1 800 CAISSES . www.desjardins.com/reer

 **Desjardins**

Conjuguer avoirs et êtres

¹ Taux de l'épargne à terme à rendement progressif sujet à changement. Investissement minimal de 5000\$ réparti en parts égales entre l'épargne à terme à rendement progressif et l'épargne à terme Perspectives Plus. ² Le rendement pourrait être nul à l'échéance.



européenne

Le monde est fou



MARC-ANDRÉ LUSSIER

ENVOYÉ SPÉCIAL
BERLIN

Si l'on en juge par les thèmes qu'ont abordés les cinéastes inscrits à la compétition de cette 55^e Berlinale, il est clair que le monde, en pleine crise existentielle, se questionne beaucoup. Certains préfèrent se tourner vers les grands drames — et les grands personnages — du passé pour tenter de tracer des parallèles avec le présent. D'autres

choisissent résolument une approche plus contemporaine pour exprimer les mêmes doutes, les mêmes angoisses, les mêmes indignations.

Fidèle à sa réputation, le Festival n'a en tout cas pas craint de montrer des films qui prennent de front des questions politiques et sociales. Ce sont d'ailleurs ceux-là qui, dans l'esprit de plusieurs observateurs, devraient en principe figurer dans le palmarès qui sera dévoilé ce soir.

Les plus sérieux candidats à l'Ours d'or, récompense suprême de la Berlinale, ont en effet en commun de s'inscrire, chacun à sa façon, dans un chapitre très précis de l'histoire. *Paradise Now*, du cinéaste palestinien Hany Abu-Assad, a en tout cas suscité bien des discussions. Le récit s'attarde en effet aux états d'âme de deux jeunes hommes qui,

en Cisjordanie, viennent d'être choisis pour aller perpétrer des attentats suicide à Tel-Aviv. Bien interprété, ce film donne ainsi un visage à ceux qui décident de commettre l'irréparable.

Le Promeneur du Champ de Mars, cet-

Fidèle à sa réputation, le Festival n'a en tout cas pas craint de montrer des films qui prennent de front des questions politiques et sociales.

te « allégorie » sur François Mitterrand qu'a mise en scène Robert Guédiguian, est le film qui recueille la meilleure cote auprès des membres de la presse internationale. Les confidences que fait l'ancien président de la République à un jeune

journaliste, révélant ainsi une conception de la gauche qui, 20 ans plus tard, a bien du mal à se faire entendre, procèdent d'une idée du monde qui, peut-être, saura aussi séduire le jury.

Le troisième favori des critiques est aussi un film à caractère historique. *Sophie Scholl : les derniers jours*, un film allemand réalisé par Marc Rothemund, a d'autant plus ému les festivaliers que le scénario est directement inspiré du procès-verbal fait par les nazis du procès de cette étudiante. Qui, rappelons-le, fut con-

Jacques Audiard (plusieurs voient ici en Romain Duris un lauréat du prix d'interprétation), ou *The Wayward Cloud*, de Tsai Ming-Liang, même si le cinéaste malais en a « choqué » quelques-uns avec ses scènes de cul très crues.

Une chose est certaine, le jury aura du mal à départager les gagnants. Si la sélection berlinoise ne s'est pas révélée exceptionnelle, force est de constater que plusieurs productions restent dignes de mention. Tout est maintenant affaire de goût, de couleur. Tout dépendra aussi du genre de message qu'on veut envoyer au monde...

Will Smith en feu

Les spéculations sur la tenue du palmarès ont en tout cas été de loin surclassées hier par la présence de Will

Smith qui, fort du succès qu'*Hitch* a obtenu la semaine dernière en Amérique du Nord, était hier à la Berlinale pour lancer son film ici. Appuyé par une bonne partie de l'équipe, dont Eva Mendes (« 34B ! », a-t-elle répondu à un journaliste avant même qu'il ne lance sa question), l'acteur a offert la plus marrante conférence de presse du festival. Lançant des cris de ralliement comme s'il s'agissait d'une partie du Super Bowl, Smith a fait flèche de tout bois, se permettant même de descendre de son estrade, le temps d'embrasser goulument une journaliste — qu'il a couchée sur le tapis — qui a eu le malheur (bonheur ?) de s'enquérir de sa vie sentimentale. Les photographes s'en sont évidemment donné à cœur joie. Grisant, le succès ? On dirait.

Les frais de ce reportage ont été en partie payés par le Festival de Berlin.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste mlussier@lapresse.ca

la Baie encore plus

LA GRANDE LIQUIDATION DE FOURRURES

Notre plus grand solde de l'année

Vaste choix de manteaux de fourrure, de rason et de cuir en provenance de nos salons de fourrures partout au Canada.

Ce solde est si important que nous le présenterons au 2^e étage, à la Baie centre-ville.

Rabais de **50%-80%** sur les prix ordinaires

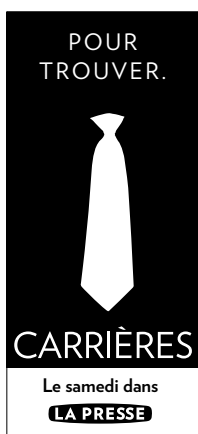
Manteaux réversibles, vison, vison rasé ou Blackglama, castor, et encore plus.

C'est le solde de fourrures que Montréal attend avec impatience!

4 JOURS SEULEMENT

Du jeudi 17 février au dimanche 20 février

Toutes les ventes sont fermes. Aucun redressement sur les achats antérieurs.



damnée à mort en 1943 pour avoir distribué à l'université des tracts appelant à la résistance.

Cela dit, les décisions d'un jury étant toujours imprévisibles (celui de la 55^e Berlinale est présidé par le réalisateur hollywoodien Roland Emmerich), il se pourrait fort bien que d'autres productions estimables se glissent dans le peloton de tête, aucun film ne s'étant détaché des autres de façon très nette.

Ainsi, des oeuvres comme *Sometimes in April*, de Raoul Peck, un film puissant qui relate le génocide rwandais à travers le parcours d'une famille; *Fateless*, de Lajos Koltai, parcours d'un jeune survivant hongrois des camps de la mort; *Le Soleil*, d'Alexander Sokourov, Hirohito dans l'exercice du pouvoir; ou *The Hidden Blade*, film de samourais ample et somptueux du vétéran Yoji Yamada, ont toutes d'égales chances.

Si le jury décide toutefois de se tourner vers un cinéma plus contemporain, il pourra difficilement écarter *De battre mon cœur s'est arrêté*, le très beau — et étonnant — film de

VENTE de RÉNOVATION

Nous liquidons tous les pianos en inventaire dans nos deux succursales

16 - 20 février

ÉPARGNEZ JUSQU'À

50%

Neufs et Usagés



ITALMELODIE

Montreal: 274 Jean Talon Est - (514) 273-3224

www.italmelodie.com

Succursale Laval

3354 St. Martin Ouest

Laval

(450) 681-4131

FACULTÉ DE DROIT

Pour un encadrement personnalisé aux cycles supérieurs

Programmes de 2^e cycle

Droit et politiques de la santé

- Maîtrise
- Diplôme de 2^e cycle

Prévention et règlement des différends

- Maîtrise
- Diplôme de 2^e cycle
- Microprogrammes de 2^e cycle

Droit notarial

- Diplôme de 2^e cycle
- Pour accéder à la Chambre des notaires du Québec
- Formation ouverte sur les pratiques en émergence

Environnement

- Maîtrise
- Diplôme de 2^e cycle de gestion de l'environnement
- Microprogrammes de 2^e cycle

Transnational et Common Law

- Diplôme de 2^e cycle
- Université d'été accessible après 60 crédits de cours

Affaires

- Droit - MBA
- En partenariat avec la Faculté d'administration
- Alternance études et stages rémunérés

Maîtrise générale en droit*

- Maîtrise de recherche multidisciplinaire
- Dans tous les domaines du droit

Programme de 3^e cycle

Doctorat en droit

- Dans tous les domaines du droit
- Extension du programme de l'Université Laval

Renseignez-vous!

www.USherbrooke.ca/droit

1 800 267-UdeS

*Approuvée par le MEQ et approbation imminente du CA de l'Université



UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Programme de BOURSES concurrentiel

LOTTO QUÉBEC Résultats
TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

649 PROCHAIN GROS LOT CE SOIR **9 000 000 \$**

SUPER 7 Tirage du 2005-02-18
05 16 17 19 21 28 47
Complémentaire : **(46)**

Banco Tirage du 2005-02-18
01 06 15 16 23 24 26 29 35 37
41 43 48 49 51 54 55 56 64 67

Quotidienne Tirage du 2005-02-18
③ ④
088 9932

Extra Tirage du 2005-02-18

NUMÉROS	LOTS
131593	100 000 \$
31593	1 000 \$
1593	250 \$
593	50 \$
93	10 \$
3	2 \$

LaMini NUMÉROS LOTS

NUMÉROS	LOTS
125029	50 000 \$
25029	5 000 \$
5029	250 \$
029	25 \$
29	5 \$
12502	1 000 \$
1250	100 \$
125	10 \$

Tirage du 2005-02-18



et nord-américaine



La Focus 2005

Ingénierie et design à l'européenne.
Confort et commodités à la nord-américaine.



Bien pensé



LIQUIDATION D'HIVER

Nous liquidons des centaines de manteaux en cuir, suède et mouton afin de faire place à la nouvelle collection printemps.

Jusqu'à **70%** de rabais

Arte Pelle®

Rabais sur les meubles
Fins de série en cuir, carpettes, lampes, accessoires et échantillons sélectionnés.



Fauteuil Club Capri
En solde à compter de **1189 \$**

1950 Pierre-Péladeau, Centropolis Laval, Autoroute 15, sortie St-Martin Ouest Tél.: (450) 978-3030

Palmarès

des carrières 2005

Pharmacienne



Septembre éditeur

Participez au concours **Palmarès des carrières 2005**
www.1ermors.monemploi.com

Indice : toutpoureurssir.com

Judith Choquette avait quitté les bancs de l'université depuis à peine cinq ans quand l'Ordre des pharmaciens du Québec lui a décerné le prestigieux prix Louis-Hébert en 1996. Cette distinction vient généralement couronner une carrière bien entamée. La pharmacienne n'avait pourtant que 29 ans!

« C'est émouvant quand les gens de ta profession reconnaissent que tu es sur une voie exceptionnelle », raconte la pharmacienne. Sa jeune carrière étant déjà fort remplie, ses pairs ne pouvaient que souligner le rayonnement exceptionnel dont elle faisait bénéficier la profession.



« Le patient s'attend à ce qu'on intervienne si le traitement prescrit par le médecin ne fonctionne pas. »

les gens. Il se forme un lien avec le patient. » À travers une pratique communautaire, il y a également la satisfaction d'interagir avec les autres professionnels de la santé, de participer aux décisions cliniques. « Le pharmacien constitue un maillon important du réseau de la santé, souligne Judith Choquette. Il est le spécialiste des médicaments, celui qui remplit les ordonnances. Il s'assure que celle-ci est adéquate et informe le patient sur les contre-indications. Son action est très concrète. On assure le suivi. Le patient s'attend à ce qu'on intervienne si le traitement ne fonctionne pas. C'est du "ici et maintenant". » Cela veut dire parfois, comme l'a vécu la pharmacienne, venir en aide à un homme qui, attendant au comptoir, s'est soudainement effondré, victime d'un infarctus.

Une pratique diversifiée

Au fil des ans, Judith Choquette a diversifié sa pratique. « Ça me prend de la variété », dit-elle. En plus de travailler sur le terrain, elle enseigne à l'Université de Montréal. Depuis 1998, elle est membre du comité sur la formation continue à l'Ordre des pharmaciens du Québec et participe au développement de programmes de perfectionnement. Elle s'intéresse particulièrement à tout ce qui concerne la santé de la femme. Tout en menant de front ces activités, elle trouve encore le temps de participer à des émissions de radio et de télévision à titre de spécialiste invitée. Judith Choquette prouve de manière éloquente qu'être pharmacienne, c'est bien plus que simplement remplir des flacons de pilules, retranscrite derrière un comptoir.

L'élément humain

À 18 ans, elle hésitait entre la médecine et la pharmacie. La seconde profession l'a finalement emporté. « Ce qui m'y attirait, c'était la possibilité de travailler en milieu hospitalier, d'œuvrer dans le secteur de la recherche. » Sa carrière a toutefois pris une direction inattendue. Durant ses études, elle effectue un stage dans une pharmacie. L'aspect humain, indissociable d'une telle pratique, l'a alors séduite. « J'ai découvert ma passion de travailler avec

Ce texte est tiré du **Palmarès des carrières 2005**, réalisé dans le cadre de l'Opération 1^{er} mars.



Offert chez **Renaud-Bray** et dans toute librairie.

En collaboration avec :

toutpoureurssir.com

Québec



Et la participation de :

LA PRESSE

Ordre des conseillers et conseillères d'orientation et des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec

Fédération des cégeps

Librairie **Renaud-Bray**
Livre de l'homme et de la femme

AOSEP
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE D'INFORMATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE

Pour connaître les programmes de formation liés à cette profession, les établissements qui les offrent et plusieurs statistiques, consultez le **Palmarès des carrières 2005** ou visitez le site www.monemploi.com.

Vous pouvez également consulter un professionnel de l'orientation, de l'information scolaire et professionnelle ou de l'éducation au choix de carrière.

ACTUALITÉS

Drogué, il poignarde son colocataire

MAXIME BERGERON

Un homme de 39 ans a réussi à se rendre à pied aux urgences de l'Hôtel-Dieu après avoir été poignardé avec un couteau de boucherie par son colocataire.

Le drame est survenu vers 4h hier matin dans un appartement de l'avenue des Pins, à Montréal. Les policiers ont arrêté par hasard le suspect de 19 ans, qui se trouvait dans la rue, près des lieux du crime.

C'est l'attitude étrange du jeune homme qui a mis la puce à l'oreille des patrouilleurs. Visiblement agité, il leur a lancé de la monnaie et ses gants dès qu'il les a aperçus. Les agents l'ont inter-

pellé sur-le-champ et ont suivi les traces de sang qui se rendaient jusqu'au logement où est survenue l'agression. Ils ont ensuite suivi les traces qui se rendaient jusqu'à l'Hôtel-Dieu, non loin de là.

La victime, toujours hospitalisée hier après-midi, a été poignardée à l'épaule et au cou, mais ses blessures ne font pas craindre pour sa vie.

Quant au suspect, il semble que les stupéfiants qu'il aurait consommés lui aient complètement fait perdre la tête. En plein délire, il aurait littéralement « chargé » son colocataire avec le couteau de boucherie. Il risque d'être accusé d'agression armée ou de tentative de meurtre.

FAITES LE BILAN

LE SALON DE LA MOTO DE MONTRÉAL

» Voyez les nouveaux modèles des grands manufacturiers : motos, scooters, Vtt, vêtements et accessoires.

» Rencontrez les nombreux experts et artisans du monde de la moto.

» Admirez une collection de motos personnalisées : américaines, japonaises et européennes.

» Discutez passion et histoire avec les propriétaires de motos antiques.

» Assistez au spectacle « Sécurité moto » avec l'humoriste **Pierre Prince**.

» Contribuez à notre collecte de sang **Héma-Québec**.

» Relaxe à notre terrasse « Saison moto 2005 ».

Horaires : Spectacle et collecte

Vendredi, le 25 février
Spectacle : 14 h, 16 h, 18 h, 20 h
Collecte de sang : 14 h à 20 h

Samedi, le 26 février
Spectacle : 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h
Collecte de sang : 10 h à 16 h

Dimanche, le 27 février
Spectacle : 12 h, 14 h, 16 h
Collecte de sang : 10 h à 16 h

Une collaboration média de :



Produit par : **ExpoMAX** Canada Inc.

Pour le : **MMIC**

www.salonmotomontreal.com



L'aventure se poursuit

» Les 25, 26 et 27 février 2005

» Palais des congrès de Montréal

Vendredi : 12 h à 22 h

Samedi : 10 h à 22 h

Dimanche : 10 h à 17 h

Admission générale : 12 \$ (taxes incluses)



uOttawa

Faculté de droit
Faculty of Law
Section de droit civil
Civil Law Section

Le droit civil à l'Université d'Ottawa : mon premier choix!

Licence en droit civil (LL.L.)

- Bourses d'admission remises à plus de 80 % des étudiantes et des étudiants venant du cégep (d'une valeur de 500 \$ à 3 500 \$).
- Programme d'enseignement coopératif (à venir bientôt).
- Place garantie en résidence pour tous les étudiants francophones.
- Accès au Barreau du Québec et à la Chambre des notaires.

Date limite : 1^{er} juin (admission en septembre 2005)

Programme national (LL.B./LL.L.)

- Double formation juridique en français, deux diplômes en quatre ans : droit civil et common law.

Programmes conjoints

- Droit/MBA ou Droit/Criminologie.

Études supérieures

- Maîtrise et doctorat en droit international, droits de la personne, droit et technologie, common law et commerce international.

Date limite : 1^{er} mai (admission en septembre 2005)

Faculté de droit, Section de droit civil

(613) 562-5800 poste 3738 ou 1 877 967-5352

dcivil@uOttawa.ca

www.droitcivil.uOttawa.ca



ÉCOLE
POLYTECHNIQUE
MONTRÉAL

École affiliée à l'Université de Montréal

Certificat universitaire en commande de procédés industriels

Entièrement revu et mis à jour

- Programme visant à former des spécialistes capables d'intégrer des systèmes complexes composés d'automates (PLC), de logiciels de supervision (SCADA) et de logiciels de gestion d'entreprise manufacturière (MES, ERP et MRP).
- Acquisition de connaissances et d'habiletés pratiques relatives à l'intégration de systèmes manufacturiers.
- Destiné aux techniciens et ingénieurs dans le domaine de l'automatisation industrielle et de la gestion de processus manufacturiers.
- 30 crédits universitaires le soir donnés par des professeurs chevronnés et possédant des expériences industrielles.

3288757A

POUR EN SAVOIR PLUS
Renseignements généraux
sur Internet :
www.polymtl.ca

ADMISSION
Date limite : 1^{er} avril
Registrariat
Téléphone : (514) 340-4724
Télécopieur : (514) 340-5836
Courriel : registraire@polymtl.ca

3288757A

ACTUALITÉS

Lise Thibault victime d'un AVC

La lieutenant-gouverneure devrait s'en tirer indemne

MAXIME BERGERON

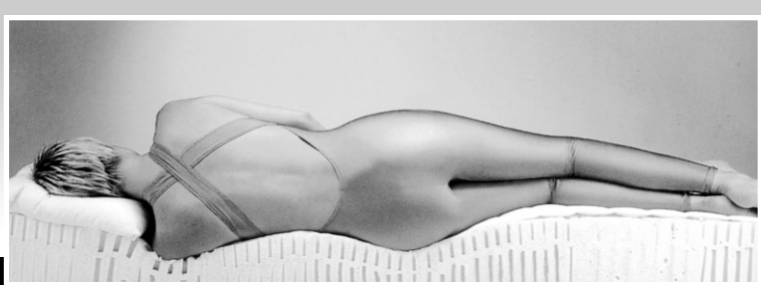
La lieutenant-gouverneure du Québec, Lise Thibault, a été hospitalisée hier pour un accident vasculaire cérébral sans gravité.

M^{me} Thibault s'est présentée tôt hier matin aux urgences de l'hôpital de l'Enfant-Jésus, à Québec, pour « différents malaises », a indiqué l'hôpital par voie de communiqué. « L'évaluation initiale faite par l'urgentologue et un médecin spécialiste en neurologie a démontré la présence d'un accident vasculaire cérébral. »

La lieutenant-gouverneure, en poste depuis janvier 1997, a toutes les chances de s'en tirer indemne. « L'état de la patiente ne présente pas d'inquiétude et l'évaluation clinique ne met aucune séquelle en évidence », indique l'hôpital.

Mère de deux enfants et six fois grand-mère, M^{me} Thibault devra toutefois rester hospitalisée pendant quelques jours, le temps que les médecins effectuent diverses évaluations. « Le pronostic de pleine récupération fonctionnelle apparaît excellent », signalent les autorités médicales. Au bureau de M^{me} Thibault, on souligne que la lieutenant-gouverneure est « sereine » malgré cette épreuve et qu'elle vit le tout « bien calmement ».

UNE OFFRE QUI N'A PAS DE RESSORT.



3281147

Collection LATEX 100 % naturel

TAXES INCLUSES

Rabais de **300 \$***
Format simple

Rabais de **500 \$***
Format queen

LIVRAISON INCLUSE

Rabais de **400 \$***
Format double

Rabais de **600 \$***
Format king

LA SOLUTION LATEX 100 % NATUREL. Voici enfin un matelas qui épouse complètement les formes du corps, minimise les points de pression et favorise l'alignement naturel du dormeur. En vente maintenant.



www.aumondedumatelas.com
1 888 MATELAS

Financement disponible
Commandes téléphoniques acceptées

Fabricant détaillant no.1 au Québec
Une entreprise de LITERIE LAURIER Maître Matelassier depuis 1938

MONTRÉAL
375, rue Crémazie Ouest
(Coin avenue Du Parc)
(514) 381-1260

WESTMOUNT
5338, rue Sherbrooke Ouest
(Est autoroute Décarie)
(514) 483-0040

SAINT-LÉONARD
6711, rue Jean-Talon Est
(Près de Corbeil électro.)
(514) 254-2922

LAVAL
1950, boul. Saint-Martin Ouest
(Coin Le Corbusier)
(450) 688-6111

* sur modèles 8 pouces d'épaisseur, 3 zones de confort.

3285029



À PARTIR DE **499** \$

INCLUT VOL, HÔTEL ET TAXES

Vol directs sans escales de Montréal

PLAZA LAS VEGAS
499 \$
3 étoiles, 4 nuits, vols et hôtel
Départs les 27 fév. et 6 mars.

BEST WESTERN MARDI GRAS
599 \$
2 1/2 étoiles, 4 nuits, vols et hôtel
Départs les 6 et 20 mars.

VOL SEULEMENT
À PARTIR DE **299 \$**
aller et retour
3, 4, ou 7 nuits

ORLEANS RESORT
699 \$
3 1/2 étoiles, 3 nuits, vols et hôtel
Départ le 24 fév.

THE MIRAGE
899 \$
4 1/2 étoiles, 3 nuits, vols et hôtel
Départ le 24 mars.

STARDUST RESORT & CASINO
949 \$
3 étoiles, 4 nuits, vols et hôtel
Départ le 13 mars.

GoTravelDirect.com
(514) 849-3344 • 303, rue Émery



Les prix sont par personne basés sur une occupation double. Les prix annoncés sont en vigueur au moment de l'impression et sont valables pour les nouvelles réservations jusqu'au 22 février. Les taxes sont inclus. Go Travel Direct est titulaire d'un permis du Québec.



VIREZ NISSAN



SENTRA

- Location à partir de **189 \$** /MOIS*
- Comptant initial de 995\$
- Frais de transport et de pré-livraison compris
- La **Sentra édition spéciale à 211 \$/mois*** vous offre ses extras sans extra :
 - Climatiseur
 - Radio AM/FM (100 watts) avec lecteur CD
 - Lève-glaces et rétroviseurs électriques
 - Verrouillage des portières électrique
 - Essuie-glace à balayage intermittent

0 \$
PREMIER VERSEMENT
DÉPÔT DE SÉCURITÉ*



Modèle SE-R Spec-V illustré



Modèle 3.5 SE avec allèges illustré

ALTIMA EXTRA

- Location à partir de **257 \$** /MOIS*
- Comptant initial de 3 695\$
- Frais de transport et de pré-livraison compris
- Des extras sans extra :
 - Jantes en alliage de 16 po
 - Siège du conducteur à 8 réglages électriques
 - Commandes audio montées sur le volant
 - Ordinateur de bord
 - Dispositif antivol



X-TRAIL

- Location à partir de **287 \$** /MOIS*
- Comptant initial de 4 295\$
- Frais de transport et de pré-livraison compris



X-Trail 2005
récipiendaire de la Clé d'or de l'Annuel de l'automobile 2005 catégorie utilitaires sport compacts

nissan.ca 1 800 387-0122

OUVERT JUSQU'À 21 H LES SOIRS DE SEMAINE*

PROGRAMME POUR DIPLOMÉS NISSAN

*Location de 60 mois à 189 \$ par mois pour la Sentra 1.8 2005 avec boîte de vitesses manuelle (CAG55 AA00) ou 211 \$ par mois pour la Sentra édition spéciale avec boîte de vitesses manuelle (CAG55 AA00) ou 257 \$ par mois pour l'Altima 2.5 S Extra 2005 avec boîte de vitesses manuelle (7HR55 CC10) avec compteur et échange équivalent de 3 695 \$ ou 327 \$ pour l'Altima 3.5 SE 2005 avec boîte de vitesses automatique (745576 AE1) avec compteur et échange équivalent de 4 295 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement et dépôt de sécurité équivalent à un versement mensuel, toutes taxes comprises, requis à la livraison pour l'Altima et le X-Trail. *Pour un temps limité, 0 \$ de dépôt de sécurité sur toute Sentra neuve. Le premier versement client après livraison est payable 30 jours après la date de signature du contrat de location. Cette offre ne peut s'appliquer aux locations pré-acquiescées. †. *Sur approbation du crédit. Assurance routière 24 h. Taxes, immatriculation, assurances, obligations sur plus de 1000 km. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Les offres sont exclues et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre. Les offres sont d'une durée limitée et peuvent être sujettes à changement sans préavis. Les concessionnaires peuvent louer à part entière. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. ††Sur les modèles Altima 2004 et Sentra, Altima et X-Trail 2005 avec des caractéristiques de sécurité. Les noms, logos, noms de produits, noms des concessionnaires et adresses de Nissan sont des marques de commerce de Nissan et/ou de ses filiales nord-américaines. Programme pour diplômés. Les noms, logos, noms de produits, noms des concessionnaires et adresses de Nissan sont des marques de commerce de Nissan et/ou de ses filiales nord-américaines.

3284446

0\$ comptant. 100% content.



Berline Civic DX 2005



Berline Civic LX
illustrée

Prix de location

198\$*

par mois/60 mois

0\$

dépôt de sécurité

Incluant

120 000 km

Transport et préparation inclus

0\$
comptant
en location seulement

Berline Accord DX 2005

1 500\$
d'accessoires Honda
sans frais, à l'achat seulement



Berline Accord EX
illustrée

Prix de location

298\$*

par mois/48 mois

0\$

dépôt de sécurité

Incluant

96 000 km

Transport et préparation en sus

Nommée berline familiale de l'année pour
une 19^e fois en 23 ans – *10Best Car and Driver*



**OUI, ON A FAIT
LE PLEIN**

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.



L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Ces offres portent sur les véhicules neufs 2005 mentionnés ci-après. Période de location 60 mois pour la berline Civic DX 5 vitesses (modèle ES1515PX) et de 48 mois pour la berline Accord DX 5 vitesses (modèle CM5515E). Première mensualité exigible. Pour chaque véhicule, sont identifiés : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant total au terme de la location. Berline Civic DX 5 vitesses (modèle ES1515PX) : a) 198 \$, b) 0 \$, c) 11 880 \$; berline Accord DX 5 vitesses (modèle CM5515E) : a) 298 \$, b) 0 \$, c) 14 304 \$. Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire pour la berline Civic DX 5 vitesses et de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire pour la berline Accord DX 5 vitesses. Transport et préparation inclus en location pour la berline Civic DX 5 vitesses seulement. Transport et préparation en sus en location ou à l'achat de la berline Accord DX 5 vitesses. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Option d'achat au terme de la location moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photos à titre indicatif. **Les récents diplômés universitaires ou collégiaux peuvent être admissibles au programme donnant droit à une allocation allant jusqu'à 750 \$ sur certains modèles.

Garder le cap



ALAIN DUBUC

COLLABORATION SPÉCIALE

Le remaniement ministériel annoncé hier par le premier ministre Jean Charest est d'une telle ampleur que c'est un peu comme si les libéraux, presque à mi-mandat, décidaient en quelque sorte de repartir à zéro.

Le geste était nécessaire pour un gouvernement qui, en raison de ses erreurs, de l'opposition que ses réformes provoquent en certains milieux, de son absence de cohérence, est profondément impopulaire. Il fallait, d'une façon ou d'une autre, donner un grand coup. Jean Charest l'a fait de façon spectaculaire avec un remaniement dont l'ampleur a pris tout le monde par surprise et qui a dépassé tout ce qu'avait pu imaginer la machine à rumeurs.

Le pari est énorme. Et il n'est pas gagné à l'avance. À moins de sombrer dans la pensée magique, un gouvernement ne se réinvente pas. Le nouveau cabinet est composé, en gros, des mêmes gens qu'avant, il est dirigé par le même premier ministre et il est au service du même projet. Si l'opération se limite à un vaste jeu de chaises musicales, le fait de changer de place des hommes et des femmes ne donnera pas grand-chose. Un remaniement n'a de sens que s'il est au service d'un projet.

Ce qui était le plus important dans l'annonce d'hier, c'était donc moins de savoir qui se retrouverait où, mais quels objectifs les membres du cabinet seraient appelés à atteindre. À cet égard, les signaux semblent prometteurs.

Tout d'abord, le fait que Jean Charest ait clairement annoncé, dans sa présentation, qu'il avait l'intention de maintenir son plan de match. « Nous avons des convictions comme gouvernement et de grandes ambitions pour le Québec. Nous aurons dans la poursuite de notre mandat de l'audace pour affirmer nos convictions et de la détermination pour réaliser nos ambitions », a-t-il déclaré. « Chaque membre de l'équipe est associée à la réalisation de notre mandat qui consiste à recentrer l'État sur ses missions essentielles et à refaire de notre État un outil de développement et de prospérité. » Le message est clair. Bravo !

Le pari est énorme. Et il n'est pas gagné à l'avance. À moins de sombrer dans la pensée magique, un gouvernement ne se réinvente pas.

Par ailleurs, la création d'un comité des priorités est un bon signal. Cela atténuera les tensions entre les membres du cabinet et un bureau du premier ministre très centralisateur. Cela facilitera une démarche plus collégiale mais aussi cela permettra au gouvernement de bien cibler son action et de retrouver la cohérence dont il a besoin.

Le remaniement lui-même envoie également de bons messages. À commencer par ce qui a le plus retenu l'attention, soit le départ du ministre des Finances Yves Séguin, qui a refusé une mutation à la Justice qui, dans les faits, revenait à un congédiement.

Malgré le respect que j'ai pour la compétence de Yves Séguin, malgré le côté attachant de cet homme créatif et passionné, malgré sa popularité, c'était la chose à faire. C'était, dès le départ, une erreur pour Jean Charest de recruter Yves Séguin comme candidat-vedette, en raison de son côté franc-tireur et de son individualisme qui ne le prédisposent pas au travail d'équipe. Et c'était une erreur pour M. Séguin d'accepter de participer à un projet politique qui, à sa face même, cadrait difficilement avec ses convictions.

Il en est résulté une situation malsaine où le ministre des Finances multipliait les critiques à l'égard de son premier ministre, ce qui n'est pas acceptable, et où il avait du mal à se soumettre aux orientations et aux priorités du gouvernement, sur la façon de se comporter envers Ottawa, sur les réductions d'impôt, sur l'action sociale. Ce n'est pas normal. L'ex-ministre, dans sa conférence de presse d'hier, en évoquant lui-même les nombreux désaccords avec son chef, a en fait donné raison au premier ministre.

Le fait que M. Séguin se soit vu en quelque sorte comme la conscience de gauche de son gouvernement montrait également que sa nomination aux Finances relevait d'une mauvaise distribution des rôles.

Son remplacement par Michel Audet est, à cet égard, à l'image de ce remaniement. M. Audet est certainement moins médiatique que son prédécesseur, mais cet homme compétent, longtemps sous-ministre, sera capable d'arrimer les grands axes du budget aux priorités gouvernementales et capable de prendre le relais si peu de temps avant le dépôt du budget.

Ce qui se dégage de plusieurs nominations, par exemple Nathalie Normandeau, aux Affaires municipales, Claude Béchar, au Développement économique, et Jean-Marc Fournier, à l'Éducation, c'est celle d'un cabinet moins flamboyant, mais plus solide et plus fiable.

Certains analyses estimaient, hier, que ce remaniement ne mènera nulle part si on ne change pas aussi les politiques qui sont à la source de l'impopularité du gouvernement Charest. Je crois exactement le contraire. Le meilleur chemin qui s'offre au gouvernement Charest, c'est de maintenir le cap, de mettre en oeuvre le programme pour lequel il a été élu, mais de le faire avec plus de cohérence, plus de clarté et plus de pédagogie.

PLANÈTE



À Pékin, bicyclette et centrale nucléaire de production électrique.

PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Demain 2012

Même si cela peut sembler prématuré, il faut déjà songer à l'après-Kyoto

STEVEN GUILBEAULT



L'auteur est responsable de la campagne Climat et Énergie à Greenpeace Canada.

Le protocole de Kyoto est à peine entré en vigueur que le premier ministre du Canada, Paul Martin, nous annonce que Montréal sera l'hôte de la prochaine rencontre des Nations unies sur les changements climatiques. Ce sera la 11^e Conférence des parties. Aborder immédiatement la question de la suite de Kyoto peut sembler quelque peu prématuré. Pourtant, compte tenu du temps nécessaire à l'élaboration, aux négociations et à l'adoption d'un protocole comme celui-ci, force est de constater que le temps nous est compté.

En effet, bien que l'entente sur le protocole de Kyoto date de décembre 1997, deux années de négociations avaient déjà été investies préalablement. Puis il aura fallu près de six années supplémentaires pour déterminer les modalités et la mise en oeuvre de l'ensemble des composantes du protocole, dont la fameuse bourse du carbone. Enfin, il faut ajouter deux autres années de tractations diplomatiques qui furent nécessaires pour obtenir le nombre requis de pays pour la ratification du protocole, qui a force de loi depuis le 16 février dernier.

Une question souvent posée est : pourquoi les pays ont-ils des objectifs différents de réduction des gaz à effet de serre (GES) ? Par exemple, la Chine n'a pas d'objectif de réduction, mais tous les pays industrialisés en ont. La réponse est fort simple. Ces derniers sont majoritairement responsables de l'augmentation historique des émissions de GES, soit plus de 80 % du total.

Le scénario de l'avenir

Déjà en décembre 2003, le Réseau Action Climat, un regroupement de plus de 300 organisations non gouvernementales (ONG) travaillant sur le dossier des changements climatiques, présentait dans le cadre de la 9^e Conférence des parties à Milan une proposition sur la suite de Kyoto.

Les ONG préconisent que les pays industrialisés réduisent de plus en plus leurs émissions de GES puisque le protocole de Kyoto n'est que le début d'un long processus dont l'objectif à terme est de diminuer les émissions de GES de 60 à 80 % au cours des prochaines décennies.

Pour les pays dont les économies sont en transition comme la Chine, l'Inde, le Mexique et plusieurs autres, la voie proposée est celle de la « décarbonisation » de l'économie. Cela veut dire que la croissance économique de ces pays doit se faire sans augmentation des émissions de GES (et autres polluants). Pour y arriver, il faut miser sur le transfert de technologies propres, le savoir-faire et des investissements massifs de la part des pays industrialisés. L'article 12 du protocole sur le « Mécanisme de développe-

ment propre » permet déjà ce type de transfert, mais il faudra accélérer la cadence de façon à permettre une avancée technologique importante dans ces pays en transition.

Enfin, un dernier volet essentiel est celui de l'adaptation qui touche les pays qui contribuent à peine à la problématique du réchauffement planétaire (les pays les plus pauvres) et qui subiront de façon disproportionnée les impacts des changements climatiques. Ces impacts sont liés par exemple à la hausse du niveau de la mer et à l'augmentation de la fréquence des sécheresses ou des inondations qui seront de plus en plus catastrophiques. Pensons au Bangladesh qui pourrait perdre jusqu'à 16 % de son territoire côtier. Ainsi, 17 millions de personnes seraient déplacées. Dans certains cas, des solutions comme la construction de digues, des modifications au zonage (afin d'interdire la construction d'habitations dans des zones à risque), de nouvelles techniques d'irrigation pourront être mises de l'avant. Par contre, les Nations unies prévoient qu'environ 150 millions de personnes devront être déplacées ou relocalisées au cours des 100 prochaines années en raison de l'augmentation du niveau de la mer.

La portée des actions à entreprendre par les différents pays sera déterminée, dans le cadre des négociations internationales, en fonction de différents critères. Ces critères sont les émissions par capita, la capacité d'agir basée sur le revenu par personne ainsi que la responsabilité historique quant aux émissions de GES.

2012, c'est demain !

HUMEUR

ALAIN CRETON au sujet du virage de CKAC

La fermeture d'une école

ALAIN CRETON

L'auteur est propriétaire du restaurant Alexandre, rue Peel, à Montréal. Nous publions depuis quelques semaines cette nouvelle rubrique où nous demandons à des personnalités de différents milieux de commenter des sujets d'actualité.

Belle chronique de Stéphane Laporte dans *La Presse* de dimanche dernier... Moi aussi je vis avec CKAC depuis 28 ans, l'âge du restaurant. Mes premiers grands chums dans les médias... Michel Lacroix, Pierre Trudel, Jacques Fabi, Louis-Paul Allard, Tex Lecors, Paul-Émile Beaune lorsqu'il était directeur, Michel Beaudry à la circulation, Jacques Proulx le matin et même le grand patron, Normand Beauchamps qui, lorsqu'il était numéro 1 dans les BBM, et cela arrivait souvent, entamait au piano de chez Alexandre tous les vieux succès d'Elvis Presley... L'on sait maintenant où cela l'a mené : à la création de Musique Plus quelques années plus tard. Mais avant ça, ce fut CJMS qu'il racheta avec son bon complice Paul Émile Beaune.

C'est sûr, l'énergie de la salle des nouvelles et de la station était irradiée par les têtes de ces deux-là. Paul Émile et Normand étaient et sont toujours des passionnés de radio et ils savaient motiver, orienter et surtout s'entourer. Tout cela se ressentait. Que de conversations ou de remises en question

chez Alexandre avec les vieux amis, Jerry Trudel et Jean-Paul Sarreault.

Un autre malade de perfection et un acharné au travail, Pierre Arcand, et son animateur vedette de l'heure, Pierre Pascault. Que de meetings au bar pour le rassurer, car il doutait, le beau Pascault.

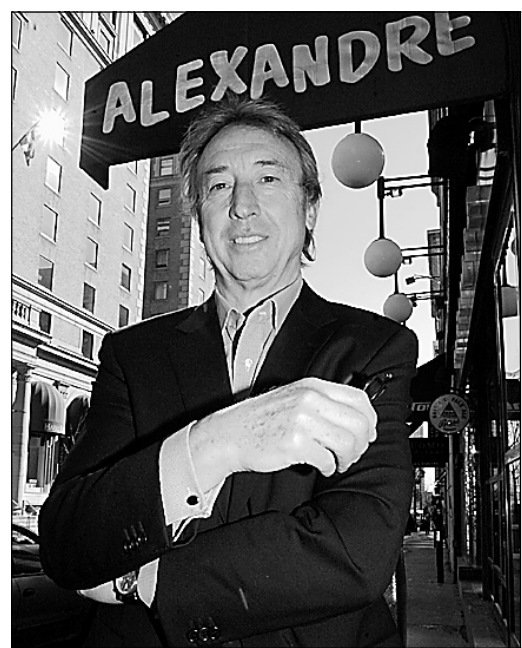
Le courant passait dans cette station référence : direction, animation, journalistes. Jamais vu autant de talent réuni sous un même toit et le public le lui a bien rendu. Que de fois numéro 1.

Ils avaient leur table chez Alexandre, mais il faut admettre que la station s'est tranquillement vidée ces dernières années.

Les chaînes de télévision sont venues chercher un à un ces talents et l'on a pensé à les remplacer par la technologie, ordinateurs, Internet...

Le journalisme de contact... vous savez lorsqu'ils sont plusieurs dans une même salle, pas très grande d'ailleurs à CKAC, tous sur un même sujet... fils de presse, machine à café, sandwiches pas terminés, à s'entraider (ça y est, je l'ai... je te le passe sur la 3^e ligne... je rentre en onde) venait de s'éteindre... Oui, nous sommes au 21^e siècle.

Anecdote : j'étais dans la salle des nouvelles le jour où le dernier pape est décédé. La petite sonnette sur le fil de presse n'arrêta pas de sonner. J'avais les sandwiches que les gars m'avaient demandés. Le temps de les déposer et d'aller avertir Michel Lacroix



Alain Creton

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

qui lisait son bulletin de nouvelles. Il reprenait le micro dans les minutes qui ont suivi et lorsque je me suis réveillé le lendemain, il était encore en ondes... De l'adrénaline à l'état pur !

Bravo à tous les journalistes de CKAC... cette vieille école va fermer, elle a d'ailleurs formé au moins 70 % de ceux qui sont maintenant de grandes vedettes de nos télévisions.

COURRIEL

Pour joindre Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

FORUM

ÉDITORIAUX

Leçons de politique



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

L'important remaniement ministériel annoncé hier par le premier ministre, Jean Charest, signale la fin de la première moitié du mandat du gouvernement libéral. Ces 22 mois de tourmente, et le remaniement lui-même, mettent en évidence quelques principes de base de la politique démocratique, principes dont le mépris ne pardonne pas.

> La loyauté et la solidarité ministérielle sont les fondements de tout gouvernement.

C'est là qu'a péché, gravement et constamment, l'ancien ministre des Finances, Yves Séguin. Ce n'est pas pour rien que M. Charest a insisté hier sur « la discipline, la cohérence et la solidarité dans l'action ». Quiconque rencontrait M. Séguin, ne serait-ce que lors d'activités sociales, avait droit à des remarques

Le premier a clairement signalé que le chef, c'est lui.

révélant son désaccord quant à telle ou telle orientation gouvernementale. En public, il jouait au père Noël avec chaque groupe rencontré, songeant davantage à promouvoir sa propre popularité qu'à assurer la cohérence de l'action gouvernementale. Venant d'un ministre clé du gouvernement, une telle attitude était devenue proprement intolérable.

> Réussir en politique exige un savant dosage de trois ingrédients : la maîtrise des dossiers, la maîtrise de la joute politique, la maîtrise de la communication.

Ce n'est pas un hasard si ceux qui restent ou qui deviennent les ministres forts du gouvernement — Philippe Couillard, Jacques Dupuis, Jean-Marc Fournier, Claude Béchard — possèdent chacune de ces habiletés. À l'opposé, Jacques Chagnon et Sam Hamad, remerciés du conseil des ministres, souffraient de faiblesses importantes au regard de l'une ou l'autre de ces compétences.

Jacques Chagnon, pour sa part, maîtrisait comme pas un l'art... de se mettre les pieds dans les plats, même lorsqu'il avait raison. Sa façon de dire les choses attirait la

controverse comme un paratonnerre la foudre. De son côté, pour une raison difficile à saisir, M. Hamad semblait toujours dépassé. Or, au gouvernement, l'assurance est une qualité essentielle.

Le nouveau ministre des Finances, Michel Audet, possède une excellente connaissance de l'économie québécoise et de la mécanique gouvernementale. Mais il n'est ni un politicien ni un communicateur efficace. Ce ne sont pas des handicaps négligeables, bien que certaines personnes particulièrement compétentes parviennent à passer outre.

> La politique est un métier à nul autre pareil.

Les difficultés de plusieurs des candidats vedettes attirés il y a deux ans par Jean Charest viennent nous rappeler combien les exigences de la politique diffèrent de celles de tout autre milieu. Pierre Reid et Sam Hamad avaient tous deux connu du succès dans leur carrière avant de devenir ministres. Ils ont échoué non par manque de talent ou d'efforts, mais parce qu'ils ne sont tout simplement pas faits pour la politique.

> On a beau parler de décentralisation et du pouvoir des députés, la responsabilité ultime au sein d'un parti et d'un gouvernement revient toujours au chef.

On pourra dire ce qu'on voudra de Jean Charest, le remaniement annoncé hier, dans le fond comme dans la manière,

prouve la force et la détermination de l'homme. En défiant Yves Séguin, en démettant ses ministres moins compétents, le premier ministre a signalé clairement que le chef, c'est lui. Son discours d'hier montre aussi que M. Charest, malgré les graves difficultés des derniers mois, n'a perdu ni le contrôle ni le cap. Les objectifs restent les mêmes : « Recentrer l'État sur ses missions essentielles et refaire de notre État un outil de développement et de prospérité. »

Quoi qu'en disent les adversaires des libéraux, ces objectifs sont partagés par une majorité de Québécois. L'impopularité du gouvernement résulte non pas du but recherché mais d'erreurs dans la gestion et dans la pédagogie des changements nécessaires. Quelques ministres avaient contribué plus que leur part à cette situation ; le remaniement règle cette partie du problème.

Reste le premier ministre lui-même. A-t-il fait son propre examen de conscience ? S'il ne change pas ses propres manières de faire, en particulier sa façon de communiquer avec les Québécois, l'effet bénéfique du remaniement sur la cote du gouvernement sera éphémère.

Les vrais prix



mboisver@lapresse.ca

MICHÈLE BOISVERT

Fin février, alors que l'hiver commence à nous peser, l'envie d'aller ailleurs se fait souvent plus pressant. C'est alors qu'on se met à regarder avec plus d'attention les multiples publicités des grands transporteurs aériens. Bien que l'on se doute un peu qu'il existe une différence entre le prix affi-

tion des intérêts des consommateurs demande au ministère fédéral des Transports de forcer les transporteurs à plus de transparence dans leur publicité. Au bureau du ministre Jean Lapierre, on se dit sensible à cette demande, déclarant que les Canadiens sont en droit d'avoir une information adéquate sur les tarifs aériens. Il faudra que cette sensibilité se transpose en réglementation le plus rapidement possible. Ottawa doit obliger les transporteurs à afficher dans leur publicité le véritable prix qu'aura à déboursier le consommateur, plutôt que de l'appâter avec le seul prix du billet, qui est loin de refléter la réalité.

L'enquête menée par Option consommateur est sans équivoque. Après avoir analysé les publicités de trois transporteurs aériens, l'organisme a constaté des écarts allant jusqu'à 91 % entre le prix annoncé et celui véritablement payé. Cette différence provient des surcharges telles les redevances de navigation à Nav Canada, les frais d'amélioration aéroportuaires et le droit de sécurité des passagers.

Même si cet écart s'explique, il demeure néanmoins inadmissible. On a beau prétendre qu'un consommateur averti devrait s'informer des surcharges additionnelles, il y a tout de même des limites. D'autant plus qu'une publicité a aussi une mission d'information. Les transporteurs ne s'opposent d'ailleurs pas à l'idée d'annoncer le prix total à payer ; ce qu'ils veulent, cependant, c'est avoir l'assurance que cette pratique sera obligatoire et non volontaire. La concurrence étant ce qu'elle est dans ce secteur, seul un règlement clair réussira à le discipliner.



LES GRANDS PORTRAITS

JEAN CHAREST

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

La pointe de l'iceberg !

La crise qui vient d'éclater à Hydro-Québec ne fait que lever le voile sur le résultat de plusieurs années de gestion complaisante, suffisante et arrogante de certains hauts cadres. On pratique une culture d'autosatisfaction entre partenaires (c'est parfait pour les bonus) et, à défaut de compétence, on impose son autorité. Ces symptômes sévissent particulièrement à la division Équipement, haut lieu du génie hydro-québécois, présidée maintenant par un comptable qui à cause de son ignorance totale du domaine ne fait confiance qu'à lui-même, surtout pas aux techniciens, et veut tout contrôler, même l'information, sauf les coûts apparemment. Pauvre M. Caillé, il n'a pas fini de grimper dans les pylônes !

Jacques Roy
Longueuil

N'attendez pas les autres!

En matière de respect de l'environnement, il importe de bien considérer que chaque geste compte. Peu importe si autour de soi les gens ne sont pas sensibilisés à cette question. Le simple fait de se donner la peine de sortir son sac de recyclage est un pas dans la bonne direction. Ou encore de réduire sa consommation d'eau ou d'utiliser le transport en commun le plus souvent possible. Ces gestes comptent ! Et lorsque les calamités s'abattraient sur la Terre avec une plus grande acuité et à intervalles plus brèves, les actions gratifiantes que l'on aura faites nous insuffleront la sérénité du devoir accompli.

Paul-André Allard
Montréal

Des excuses

Je m'excuse auprès de tous nos concitoyens libanais de la bourde monumentale de notre premier ministre. Il est bien le seul à ignorer que la présence des soldats syriens au Liban en est une d'occupation et non de protection. Vraiment, nos politiciens rivalisent d'ignorance crasse pour nous ridiculiser et

nous faire honte sur tout ce qui concerne le Moyen-Orient... entre autres.

Diane Roger
Longueuil

Un succès d'équipe

Au début du Cirque du Soleil, avec les spectacles *Nouvelle expérience*, *Allegria*, *Saltimbanco* et *Mystère*, ce fut le début d'un temps nouveau ou d'un cirque nouveau. Ce qui était surtout une nouveauté, c'était la musique entraînante de René Dupéré qui accompagnait les acrobates. À l'époque, on faisait beaucoup d'éloges de cette musique nouvelle et variée qui était au diapason de l'acrobatie et de la mise en scène. À Las Vegas, c'est tout autre chose, on ne parle que du concept Robert Lepage et de toute cette machinerie et technologie qui ont coûté au-delà de 200 millions de dollars pour le nouveau spectacle *KA*. Pourrait-on lever notre chapeau au compositeur René Dupéré, aux acrobates qui risquent leur vie tous les jours et, bien, sûr aux créateurs suivants :

- > Costumes : Marie-Chantal Vaillancourt, fidèle collaboratrice de Robert Lepage ;
- > Éclairages : Luc Lafortune, au

Cirque depuis des lustres ;
 > Marionnettes : Michael Curry
 > Conception du théâtre : Mike Fisher
 > Et tous les autres responsables au succès de *Ka*.

Jean-Louis Guoin
Montréal

Et la Justice ?

La police fait sans doute du bon travail, mais qu'en est-il de la Justice ? Qui se rappelle vraiment des sentences données aux producteurs et vendeurs de stupéfiants ? Les procès sont souvent tenus à huis clos et les peines ne sont jamais à la mesure de ce que la bonne société considère comme des crimes graves. Plusieurs ont compris : essayons de faire une passe d'argent vite et, si ça tourne mal, nous n'aurons que quelques heures de travail bidon à faire dans la communauté. Comme on dit : qui ne risque rien n'a rien. On pourrait presque penser que la Justice rend inutile l'action de la police tant il est vrai que ceux qui ont risqué de se faire prendre ont peu de possibilités d'être éventuellement punis.

Jean-Guy Laurendeau

LNH: les proprios ne seront pas perdants

Je suis mystifié par la mauvaise presse dont sont victimes les joueurs dans le conflit qui les oppose aux propriétaires. Évidemment, il est difficile de considérer une bande de millionnaires qui vivent d'un jeu. On est en fait tous une peu envieux... Ça ne change rien au fait que ce conflit est une négociation commerciale entre deux parties qui tentent de s'approprier la plus grande part des retombées de leur marché. C'est certainement difficile de se faire une idée sur la rentabilité précise des équipes de la LNH, mais il n'en reste pas moins que des hommes d'affaire avertis ont toujours été prêts à investir des millions de dollars pour en acquérir. Ces gens-là doivent bien y trouver leur compte en quelque part ! Ou bien les pertes sont compensées par des

rendements améliorés ailleurs dans leurs empires, ou bien ils retirent tout simplement une satisfaction qui vaut pour eux les pertes subies, ou bien c'est autre chose que je ne sais pas. Quelle qu'en soit la raison, réduire leurs coûts et leurs pertes ne ferait qu'augmenter ce qu'ils retirent de leurs investissements au détriment des joueurs. Avouez que les propriétaires non plus ne sont pas à plaindre ! Si jamais une entente était conclue sur les bases de ce qui est proposé par la LNH, je ne serais pas surpris de voir la valeur des franchises doubler à brève échéance. Je suis sûr d'une chose : les proprios ne rifieront pas leurs économies aux partisans !

Guy Coderre
Cantley

MONDE

Le pouvoir cède au Togo: élection présidentielle dans 60 jours

AGENCE FRANCE-PRESSE

LOMÉ — Le président investi du Togo, Faure Gnassingbé, a cédé à la pression de la communauté internationale, et notamment africaine, en annonçant hier soir l'organisation d'une élection présidentielle dans le délai constitutionnel de 60 jours.

Mais l'opposition continue de demander l'application absolue de la Constitution et promet de « combattre le coup d'État de toutes ses forces », malgré ce qui semble être un compromis obtenu par la pression internationale et notamment la médiation de la Communauté économique des États d'Afrique de l'ouest (CEDEAO).

Dans une déclaration à la télévision et la radio nationales, M. Gnassingbé a annoncé qu'une élection présidentielle serait organisée dans le délai prévu par la Constitution avant qu'elle ne soit révisée par les barons du

régime Eyadéma au lendemain de la mort du « Père de la nation », le 6 février, pour donner une relative légitimité à son fils.

« J'ai décidé dans l'intérêt supérieur

« Toutes ces manoeuvres de diversion manifestent une volonté de ne pas se soumettre à la volonté de la communauté internationale »

de la nation de poursuivre le processus de transition conformément à la Constitution de 1992, amendée en décembre 2002, et d'organiser l'élection présidentielle dans les délais constitutionnels de 60 jours », a déclaré M. Gnassingbé dans cette troisième déclaration publique depuis sa prise de pouvoir.

« Nous souhaitons vivement que la CEDEAO nous accompagne dans ce processus électoral », a ajouté le fils du président défunt, Gnassingbé Eyadéma.

« J'exerce provisoirement les fonctions de président de la République comme le stipule la Constitution. Investi de la fonction présidentielle par la représentation nationale, nous as-

tion présidentielle dans les 60 jours.

Mais le 7 février, M. Gnassingbé a prêté serment devant la Cour constitutionnelle, suscitant la colère de l'opposition togolaise et de ses voisins africains rassemblés au sein de la CEDEAO et de l'Union africaine (UA) actuellement présidée par le chef de l'État nigérian, Olusegun Obasanjo.

M. Gnassingbé s'était rendu jeudi à Abuja, la capitale fédérale du Nigeria, pour s'entretenir avec M. Obasanjo, qui a davantage insisté sur l'organisation d'une élection présidentielle que sur sa démission, afin de permettre l'adoption d'un compromis de sortie de crise acceptable par tous.

Hier, Faure Gnassingbé s'est engagé à organiser, après la présidentielle, des législatives « sur la base des 22 engagements que le gouvernement a pris avec l'Union

européenne », notamment un dialogue avec l'opposition.

Mais l'opposition ne voit pas cela comme une bonne nouvelle. « C'est ubuesque, on ne sait ni au nom de quelle Constitution il parle, ni à quel titre il parle », a commenté Jean-Pierre Fabre, secrétaire général de l'Union des forces de changement (UFC, de Gilchrist Olympio, en exil en France).

« Toutes ces manoeuvres de diversion manifestent une volonté de ne pas se soumettre à la volonté de la communauté internationale », a-t-il estimé, ajoutant que l'opposition allait « combattre le coup d'État de toutes ses forces ».

Pour Harry Olympio, président du Rassemblement pour le soutien à la démocratie et au développement (RSDD, opposition parlementaire), « un mauvais accord politique vaut beaucoup mieux qu'un affrontement armé ».

L'opposition libanaise appelle à un soulèvement

MARIELLE LE GOFF
COLLABORATION SPÉCIALE

BEYROUTH — Elle se savait attendue. Depuis deux jours, les appels multipliés à la démission du gouvernement, les sit-in et les manifestations spontanées donnaient à Beyrouth les allures d'une ville au bord de l'insurrection populaire. Alors hier, l'opposition libanaise a fait un pas de plus.

Cédant à la pression de la rue, elle a appelé à un « soulèvement pour l'indépendance », la démission du gouvernement et la formation d'un gouvernement de transition d'ici aux élections législatives qui doivent se tenir au printemps.

Depuis lundi et l'attentat qui a coûté la vie à l'ex-premier ministre Rafic Hariri, le Liban ne décolère pas. « Je suis écoeurée, écoeurée par ces méthodes d'un autre âge », confiait hier Elissar Kobeissi, jeune étudiante chiite. Elle n'est pas seule.

Le centre-ville se remplit chaque soir de manifestants venir dire leur ras-le-bol avant de signer de grandes banderoles qui demandent la démission du gouvernement et le départ de la Syrie, considérée par tous, ou presque, comme le commanditaire de l'attentat.

« La Syrie, dehors » est devenu le leitmotiv des manifestants libanais. Dans ce pays où les appartenances confessionnelles ont souvent tenu lieu d'opinions po-

litiques, chrétiens, musulmans et druzes viennent cette fois sans distinction rendre hommage à un homme qu'ils considèrent comme un martyr de la cause nationale.

Le spectacle est saisissant. Proches collaborateurs en costume trois-pièces, simples passants, femmes voilées de pied en cap ou jeunes artistes contestataires, ce sont tous les visages du Liban qui sont représentés au sein de ces regroupement spontanés.

Cette mobilisation, l'opposition ne veut pas la voir faiblir. Emmenée par le député druze et chef du PSP, Walid Joumblatt, elle s'était réunie hier au Bristol, à l'endroit même où elle avait scellé en décembre son rapprochement avec Rafic Hariri, pour « amplifier la mobilisation populaire contre le pouvoir ».

« Il n'y a pas de réelle volonté populaire qui n'ait été entendue », affirmait hier soir Nayla Moawad, figure de l'opposition et veuve du président René Moawad, assassiné en 1989.

« C'est en se mobilisant que les Ukrainiens ont réussi à rejeter la violence, pourquoi pas nous ? » semblait lui répondre la pétition qui circulait de main à main.

N'empêche, hier au Bristol, Walid Joumblatt avait préféré ne pas assister à la réunion « pour raisons de sécurité ». L'homme se sait directement menacé. Et certains participants ne cachaient pas leur inquiétude. « Je ne veux pas vivre une nouvelle guerre », a confié l'un d'eux.

Népal Le roi Gyanendra instaure le pouvoir absolu



PHOTO GOPAL CITRAKAR, REUTERS

Au moins 15 militants de l'opposition népalaise ont été arrêtés hier pour avoir manifesté à Katmandou contre la monarchie, malgré l'interdiction des rassemblements sur la voie publique, ont annoncé des témoins. Ces arrestations se sont déroulées au moment où des milliers de personnes se réunissaient dans un autre endroit de la capitale du Népal pour célébrer la « Journée de la démocratie », fête nationale dans le royaume, en présence du roi Gyanendra.

Cinq attentats anti-chiites font 35 morts à Bagdad

L'Irak ferme ses frontières jusqu'à mardi pour éviter l'afflux de pèlerins étrangers

ASSOCIATED PRESS

BAGDAD — OÙ la veille des cérémonies de l'Achoura, la date la plus sacrée du calendrier chiite, cinq attentats visant pour la plupart des fidèles chiites ont été perpétrés hier à Bagdad et ses environs, faisant 35 morts et plusieurs dizaines de blessés, selon le dernier bilan des autorités.

Cette fête chiite, qui atteindra son point culminant aujourd'hui, commémore le martyre de l'imam Hussein, petit-fils du prophète Mahomet, au VII^e siècle. Pendant la durée des célébrations, qui se succéderont jusqu'à mardi prochain, les frontières de l'Irak resteront fermées pour éviter tout afflux de pèlerins étrangers.

Des kamikazes se sont fait exploser devant deux mosquées chiites après la prière d'hier, l'un à Doura, quartier sud de Bagdad, l'autre à Al-Bayaa, dans l'ouest de la capitale. Le premier attentat

suicide a fait 15 morts et 20 blessés, le deuxième au moins 10 morts. Une troisième explosion a eu lieu au passage d'une procession de l'Achoura dans le quartier chiite d'Ach Choulah, au nord-ouest du centre-ville, faisant deux morts et cinq blessés.

Dans un quatrième attentat, un kamikaze s'est fait sauter à un poste de contrôle de la police et de la Garde nationale irakienne à Al-Adamiyah, quartier sunnite du nord de Bagdad. Un journaliste de l'Associated Press a vu un policier mort et deux civils blessés. Le cinquième attentat a été perpétré vers 19 h à Iskandariyah, à 50 km au sud de Bagdad. Une voiture piégée a explosé devant une mosquée chiite de la ville, faisant sept morts et 10 blessés selon les sauveteurs sur place.

Walid al-Hilly, figure du parti chiite Dawa, a déclaré à la chaîne Al-Jazira que ces attentats avaient pour objectif de déclen-

cher une guerre civile entre communautés religieuses.

« Ils tuent des hommes sans armes, des femmes et des enfants, qui veulent célébrer la fête de l'Achoura. Ces actions terroristes ne nous intimideront pas et ne nous feront pas changer de chemin, nous qui avons choisi la liberté contre la tyrannie et l'op-

Horreurs à la veille de l'Achoura, la date la plus sacrée du calendrier chiite

pression », a-t-il affirmé. « Nous avons opté pour la fraternité, la coopération et l'unité entre sunnites, chiites, Kurdes, Shabaks, Turkmènes et chrétiens. »

Dans un texte distribué dans l'une des mosquées visées par un attentat, le Comité des oulémas musulmans, principale organisation sunnite irakienne, s'élève contre « toute action qui puisse

engendrer des divisions religieuses, des violences ou des menaces de déplacement ». Les oulémas appellent « chacun au calme et à la sagesse afin d'éviter les conflits religieux ».

Grâce au sang froid de gardes irakiens, les kamikazes n'ont pu pénétrer ni dans la mosquée de Doura ni dans celle d'Al-Bayaa.

L'armée américaine a salué ces actions, reconnaissant toutefois que le bilan total des violences commises hier par la guérilla pourrait avoisiner la soixantaine de morts.

Côté américain, l'armée a annoncé la mort de cinq de ses hommes dans différents incidents, le dernier en date s'étant produit près de Balad, à 80 km au

nord de Bagdad. Une bombe a explosé au passage d'une patrouille, faisant un mort et trois blessés. Les quatre autres GI tués ont trouvé la mort jeudi à Mossoul, dans le nord du pays.

Alors qu'entraient en vigueur les restrictions liées à l'Achoura, la chaîne panarabe Al-Arabiya a fait état de la disparition de deux journalistes indonésiens dans la ville insurgée de Ramadi, à 110 km à l'ouest de Bagdad. L'information a été confirmée par les autorités indonésiennes, qui ne parlaient cependant pas d'enlèvement.

Par ailleurs, le ministre français des Affaires étrangères, Michel Barnier, a répété hier que des « indications indirectes » lui permettaient d'espérer que la journaliste Florence Aubenas et son accompagnateur irakien, Hussein Hanoun al-Saadi, disparus en Irak depuis 44 jours, étaient « en vie ».

LE TOUR DU GLOBE

IRAN

Poutine intervient

La Russie est convaincue que l'Iran n'a pas l'intention de fabriquer l'arme atomique et va en conséquence poursuivre sa coopération avec Téhéran dans « tous les domaines », y compris le nucléaire civil, a déclaré hier le président russe, Vladimir Poutine. Dans le même temps, la Russie est « profondément convaincue que la prolifération d'armes atomiques sur la planète n'est favorable au renforcement de la sécurité ni dans la région, ni dans le monde », a indiqué le président. D'après AFP

BRÉSIL

Justice réclamée

Paysans sans terre, militants des droits de l'homme et membres de l'Église catholique ont participé à des messes et manifesté hier dans plusieurs villes du Brésil pour réclamer justice après l'assassinat il y a une semaine de la missionnaire américaine Dorothy Stang. La femme de 74 ans dirigeait un projet agricole écologique de reforestation avec des paysans sans terre. Son assassinat a provoqué une réaction du gouvernement qui a pris plusieurs mesures pour mettre fin à la destruction de la forêt amazonienne et envoyé 2000 militaire dans la zone de conflit. D'après AFP

CONGO

La peste frappe

Des dizaines de personnes sont probablement mortes de la peste pulmonaire dans le nord de la République démocratique du Congo (RDC), a annoncé hier l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui dépêche une équipe sur place afin d'évaluer la situation. La maladie est encore relativement commune à la surface du globe et peut normalement être soignée à l'aide d'antibiotiques, selon l'OMS. D'après AFP

Les fans de chasse à courre agonisent

DANIEL COULON
COLLABORATION SPÉCIALE

GUILFORD, Grande-Bretagne – C'est une loi qu'il n'a jamais « aimée » : le jour du vote, pour lequel le groupe parlementaire travailliste n'avait donné aucune consigne, le député Tony Blair était retenu loin du parlement par ses obligations de premier ministre.

Une abstention « involontaire » qui reflétait sa conviction que cette loi ne servirait qu'à alimenter la mésentente chronique entre les villes et les campagnes. Mais il l'avait promis dans son manifeste électoral avant d'arriver au pouvoir et il l'a fait : le 18 novembre dernier, avec sept ans de retard, son gouvernement a fait voter la loi abolissant la chasse à courre, ou du moins ce qu'il en restait, en Angleterre et au pays de Galles.

Après 11 lectures devant les députés et une résistance inflexible de la Chambre des lords, qui ont multiplié les amendements, c'est une loi pour le moins bizarre qui est entrée en vigueur jeudi. Elle prévoit par exemple que les meutes pourront encore courir dans la campagne mais pas après les vrais renards, qui pourront quand même être tués, mais au fusil après avoir été « rabattus » par les chiens. La chasse au renard et au lièvre, telle qu'elle était pratiquée depuis plus de trois siècles, est désormais un plaisir interdit. Un vent de révolte souffle sur la campagne.

« Une loi qu'on ne peut pas bien contrôler, c'est une mauvaise loi. Même s'il y avait de bonnes raisons d'interdire la chasse à courre, cette loi ne serait pas applicable, explique Tim Shewen, éditeur à la retraite, qui chasse depuis 40 ans. Le plus important pour nous, c'est de continuer jusqu'à ce qu'on puisse changer la loi. On va aller maintenant devant la Cour européenne. »

Comme des dizaines de milliers d'autres, il n'aurait pas voulu manquer cette dernière journée de chasse légale. Les chevaux piaffent, les chiens frétilent, les volontaires distribuent aux cavaliers



PHOTO DARREN STAPLES, REUTERS

Ces amateurs de chasse à courre d'Alderwasley, dans le Derbyshire, au centre de l'Angleterre, en étaient jeudi à leur dernière chasse à courre légale, la loi britannique l'interdisant désormais.

les gobelets de vin chaud, d'autres boivent leurs gorgées de porto ou de whisky à même de petites gourdes gainées de cuir. Le maître de chasse se lève sur ses étriers. Le son des cornes déchaîne les aboiements des chiens. La chasse est partie.

Ce qui se passe ce 17 février 2005, près de Guilford, à 45 minutes en train de Londres, semble sorti directement des livres d'images que tous les Anglais ont feuilletés dans leur enfance. Mais c'est pourtant un matin extraordinaire.

« Est-ce que c'est la dernière chasse qu'on voit ? » demande une petite fille. « C'est la dernière légale, en tout cas », lui répond sa mère, qui, exceptionnellement, n'est pas sur son cheval aujourd'hui.

« Je ne pars jamais en vacances,

explique cette fermière. Ma seule distraction, c'est de chasser le renard. C'est un jour de fête. On s'habille, pantalon blanc, jaquette rouge, foulard, bombe sur la tête. Imaginez que demain on aille interrompre un match de football à Manchester. Quel tollé ! On nous accuse de cruauté, mais je les aime, moi, les renards. Je sais où sont leurs terriers. J'en ai même élevé un qui n'avait plus de mère. Est-ce qu'ils imaginent que ce sera moins cruel de les tuer au fusil ? Les chiens les tuaient en quelques secondes. Avec les fusils, on va les blesser et ils vont aller agoniser dans leurs terriers. Quelle aberration ! »

Elle en veut aux townies, ces citadins qui ne comprennent rien à la campagne et qui ont voté une loi

qui est un véritable casse-tête pour la police : « Chasser les chasseurs n'est pas notre priorité, dit-on à Scotland Yard, mais nous nous occuperons de tous ceux qui enfreignent la loi, qu'ils soient pour ou contre la chasse. »

À quelques semaines des élections générales, une question provoquant de telles passions aurait pu être dangereuse pour le premier ministre en place. D'autant plus que le sentiment anti-chasse a perdu de sa vigueur : il y a sept ans, 70 % des sondés approuvaient l'abolition de la chasse à courre. Moins de 50 % l'approuvent aujourd'hui. Mais la campagne n'a, de toute façon, jamais beaucoup voté travailliste.

Ce samedi, après le baroud d'honneur de jeudi, l'association des chasseurs annonce un *super-show* avec 70 000 cavaliers et plus de 400 000 supporters pour les encourager. Officiellement, ils vont promener leurs chiens et les faire courir après des sacs de paille imprégnés d'urine de renard. Ce qui se passera si, au détour d'un bois, les meutes croisent un vrai renard, Tony Blair n'a pas vraiment envie de le savoir.

COMMENT CHASSER LÉGALEMENT

> Chasser des lapins ou des rats plutôt que des renards ou des lièvres.

> Ne pas utiliser plus de deux chiens pour faire sortir le renard de son terrier et le tuer au fusil.

> Faire courir les chiens derrière une piste créée artificiellement avec de l'urine de renard.

> Utiliser les chiens pour faire sortir un mammifère à condition qu'il soit ensuite tué par un oiseau de proie.

> Enfumer les renards dans leurs terriers et les tuer au fusil à condition que ce soit pour protéger le gibier.

Au Québec, plus de 77% du déneigement est effectué par l'entreprise privée.

Insatisfaits de l'entretien et de l'état des routes ?

EXPRIMEZ-VOUS !

Contactez le ministère des Transports du Québec au
1-888-355-0511

Pour plus d'information :
www.sfpq.qc.ca

SFPQ
SYNDICAT DE LA FONCTION
PUBLIQUE DU QUÉBEC

VELOS STATIONNAIRES RAMEURS MULTISTATIONS EXERCISEURS
 EL TI Grande Fitness
 VELOS STATIONNAIRES RAMEURS MULTISTATIONS EXERCISEURS
 EL TI Grande Fitness
 VELOS STATIONNAIRES RAMEURS MULTISTATIONS EXERCISEURS
 EL TI Grande Fitness

Grande Liquidation Fitness

obtenez de **20%** à **70%** DE RABAIS

MEILLEUR ACHAT

Elliptique HM6006
-40%
 REG. 499\$ **299\$**

Elliptique HM6006M
-50%
 REG. 699\$ **349\$**

Tapis roulant S.IT
-20%
 REG. 2599\$ **2079\$**

Elliptique SMAG515E
-70%
 REG. 499\$ **149\$**

Vélo SPK09
-50%
 REG. 1999\$ **999\$**

Vélo HM6004M
-50%
 REG. 599\$ **299\$**



Nouveauté 2005
 VERSABALL
-50%
 REG. 199\$ **99\$**

TAPIS ROULANT T51
-25%
 REG. 1199\$ **899\$**

Vélo SMAG515U
-70%
 REG. 399\$ **119\$**

Multistation G4I
-37%
 REG. 1599\$ **999\$**

MEILLEUR ACHAT
 Elliptique ST690
-45%
 REG. 1099\$ **599\$**

Tapis roulant T52
-33%
 REG. 1499\$ **999\$**

Escaladeur S68.0
-58%
 REG. 1699\$ **699\$**

Grande Liquidation Billard

Tables à partir de **999\$**



NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX EN MAGASIN

CLUB PISCINE SUPER Fitness

POUR LES ADRESSES DES MAGASINS, CONSULTEZ LES PAGES JAUNES OU VISITEZ NOTRE SITE INTERNET À www.clubpiscine.ca

Les appareils Fitness sont en liquidation jusqu'à épuisement des stocks en magasin. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre. Applicable dans les magasins participants seulement. Cette promotion ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Photos à titre d'illustration seulement.



32890867

32890868

SÉRIE DÉMOCRATIES SOUS LA LOUPE

UN ANCIEN PREMIER MINISTRE LIBANAIS ASSASSINÉ, LE POUVOIR USURPÉ AU TOGO, ENCORE DES MORTS EN IRAK ET DANS LE CAUCASE RUSSE. TOUT ÇA CES DERNIERS JOURS. LA DÉMOCRATIE EST-ELLE VRAIMENT SI MAL EN POINT? DANS CERTAINS PAYS, OUI. MAIS GLOBALEMENT, LES CHOSES VONT PLUTÔT EN S'AMÉLIORANT, ONT CONSTATÉ NOS REPORTERS ENVOYÉS AUX QUATRE COINS DU MONDE. UN GRAND DOSSIER À LIRE DANS LA PRESSE AUJOURD'HUI ET DEMAIN.



PHOTO REUTERS

En septembre dernier, malgré un passé autoritaire, plus de 300 ethnies éparpillées, regroupant 220 millions d'habitants, sur l'ensemble de l'immense archipel indonésien ont réussi à tenir des élections libres et démocratiques.

Le tour de force indonésien

C'est une démocratie toute jeune, au lourd passé autoritaire. C'est aussi le plus grand pays musulman du globe. Et contre toute attente, l'Indonésie a organisé, à l'automne, des élections présidentielles exemplaires : justes, libres et sans violence. Un modèle pour la région et pour les autres nations musulmanes du monde.



ISABELLE HACHEY
INDONÉSIE

L'exploit est passé un peu inaperçu dans le tourbillon de l'actualité internationale, d'autant plus que les bonnes nouvelles font rarement les manchettes : le 20 septembre, pour la première fois de leur histoire, les Indonésiens sont allés aux urnes pour choisir leur président. Susilo Bambang Yudhoyono, général à la retraite, a aisément délogé la présidente sortante, Megawati Sukarnoputri. Mais le plus grand gagnant de ces élections historiques fut sans conteste le peuple indonésien.

Un peuple qui avait tout contre lui : un long passé autoritaire, plus de 300 ethnies sur l'ensemble de l'immense archipel, une grave crise économique dont il a du mal à se relever. Malgré tout, la plus grande nation musulmane du monde a réussi à tenir des élections libres, justes et presque sans violence, même dans ses régions les plus isolées. Grâce à ce tour de force, l'Indonésie est devenue un modèle pour l'Asie du Sud-Est et pour le reste du monde musulman.

C'est un pied de nez aux dirigeants communistes chinois, qui aiment dire que la démocratie ne convient pas aux grands pays pauvres et inexpérimentés en la matière.

C'est aussi un pied de nez à ceux

qui affirment qu'islam et démocratie sont incompatibles. « Je suis très fier des dernières élections. Elles ont montré avec beaucoup d'éloquence que l'islam et la démocratie peuvent marcher main dans la main. C'est un miracle pour le monde musulman ! » s'exclame Ulil Abshar Abdalla, directeur du Liberal Islamic Network de Jakarta.

C'est un pied de nez aux dirigeants communistes chinois, qui aiment dire que la démocratie ne convient pas aux grands pays pauvres et inexpérimentés en la matière.

Non à l'extrémisme

Les présidentielles indonésiennes ont montré de façon éclatante que, lorsqu'on leur donne le choix, les électeurs musulmans rejettent l'extrémisme. Les deux principaux candi-

datés étaient laïques. Il y avait aussi deux candidats islamistes modérés, mais ils n'ont pas réussi à percer. Quant à ceux qui prônent l'établissement d'un État islamique, ils n'ont tout simplement pas reçu les appuis minimaux pour devenir éligibles.

Bref, le scrutin a été mené dans un esprit de modération exceptionnel dans un pays où la démocratie n'a

que les autres puisqu'il est le premier démocratiquement élu », souligne Sydney Jones, directrice de la section indonésienne de l'International Crisis Group (ICG).

Le chaos évité

Les prophètes de malheur avaient prédit un chaos à grande échelle. Il faut dire que les signes avant-coureurs ne manquaient pas. Très pauvre, l'Indonésie récupère mal de la crise financière asiatique de 1997, qui a provoqué les énormes manifestations de 1998, lesquelles ont chassé le général Suharto du pouvoir. Après 32 ans de règne totalitaire, le vieux dictateur a abandonné un gouvernement corrompu jusqu'à la moelle (sa femme, madame Tien, était surnommée madame Tien Percent).

► Voir FORCE en page 34

SÉRIE DÉMOCRATIES SOUS LA LOUPE



« La démocratie devrait assurer au plus faible les mêmes possibilités qu'au plus fort. »

— MAHATMA GANDHI, leader indien

LA TENDANCE GLOBALE

	Pays libres	Liberté partielle	Pas de liberté
1973	44	42	65
1983	52	56	58
1993	72	63	55
2003	88	55	49

Source: Freedom House, 2004

Les grands et les petits pas de la démocratie



MARIO FONTAINE

La démocratie a beaucoup progressé ces 30 dernières années. Malgré des reculs épisodiques, le nombre de pays « libres » a doublé et les dictatures sont en régression. Ces gains, toutefois, demeurent fragiles, liés de près à la conjoncture économique.

D'après les compilations de Freedom House, organisation non

gouvernementale américaine, le nombre de pays « libres » est passé de 44 en 1973 à 88 en 2003. Ceux jouissant d'une liberté partielle, de 42 à 55, tandis qu'on comptait 49 pays privés de liberté il y a deux ans par rapport à 65 il y a trois décennies.

Selon Freedom House, 44 % de la population mondiale vivait dans des pays démocratiques en 2003, où les droits de la personne sont protégés et où une véritable compétition politique existe; 21 % des humains doivent se contenter de libertés partielles, les autres n'ont tout simplement pas de droits politiques ou civils réels. Reste tout de même que 4,1 milliards d'humains (sur 6,3 mil-

liards) ont certains, sinon tous, des droits et recours.

Par ailleurs, un nombre inattendu d'Irakiens se sont rendus aux urnes, l'Indonésie est passée dans le camp de la démocratie et même le Mali et le Maroc font

aux hommes, mais tout de même un petit pas vers la modernisation.

On sable le champagne? Pas si vite, avertit le président de Droits et Démocratie, Jean-Louis Roy. D'accord, les pays d'Europe de

que partout. Mais, avertit M. Roy, l'édifice reste fragile et le bilan, mitigé.

« En Amérique latine, une majorité serait prête à troquer la démocratie contre de meilleures conditions de vie et une économie prospère. On constate cela aussi en Russie », souligne le président de cette ONG de Montréal. Aurait-on oublié aussi rapidement le sort de ceux qui vivent sous la botte d'armées corrompues, de tribunaux inféodés au pouvoir et de dictateurs tout puissants? L'Histoire nous a appris que les ventres affamés ne sont pas toujours très regardants sur le statut de leurs dirigeants.

Selon Freedom House, 44 % de la population mondiale vivait dans des pays démocratiques en 2003.

état d'avancées intéressantes. Les Saoudiens ont participé aux premières élections de leur histoire la semaine dernière; certes des élections municipales réservées

l'Est ont beaucoup progressé, on remarque des ouvertures en Afrique et en Asie, et les Latino-Américains se sont débarrassés de leurs régimes militaires pres-

Le défi de l'ancien général

ISABELLE HACHEY

JAKARTA, Indonésie — Susilo Bambang Yudhoyono a promis de se « retrousser les manches » pour lutter contre la corruption, le népotisme et le terrorisme dans son discours d'investiture, le 20 octobre. Mais, tout charismatique soit-il, le nouveau président de l'Indonésie continue de susciter des craintes parmi les militants démocratiques du pays.

SBY, comme on l'appelle, est un général à la retraite, marié à la fille d'un général, ancien chef de bataillon au Timor oriental. Bref, il est un produit de la toute-puissante armée indonésienne, un membre de l'influente nomenclature que l'ancien dictateur Suharto a laissée derrière lui. D'où les craintes.

Malgré l'avènement de la démocratie, les militaires conservent une emprise redoutable sur les affaires publiques en Indonésie. Officiellement, les hommes de guerre se sont retirés de la scène politique. En pratique, ils n'ont de comptes à rendre à personne et s'accrochent à leur structure de commandement territoriale, qui leur assure une présence jusque dans les moindres villages et qui leur permet de se mêler des affaires politiques, économiques et sociales de l'archipel. Autosuffisante, l'armée dispose d'un vaste empire financier, d'abord bâti sur divers rackets illégaux (contrebande, prostitution),

mais qui comprend aujourd'hui des investissements dans des hôtels, des banques et des lignes aériennes. Elle affirme qu'elle n'a pas le choix de poursuivre ses lucratives opérations, puisque le gouvernement, très pauvre, n'arrive à lui verser que 40 % de son budget.

Depuis l'indépendance, obtenue auprès des Pays-Bas en 1949, les leaders successifs de l'Indonésie se sont servis des forces armées pour écraser la dissidence et empêcher la nation aux 300 ethnies de se désintégrer.

Cinq ans après la séparation du Timor oriental et la mort de 1500 civils, tués pendant ou après le référendum sur l'indépendance de cette ancienne colonie portugaise, presque tous les responsables des violences sont libres comme l'air. Règle générale, après s'être soumis à une parodie de procès, les soldats qui ont tenté d'empêcher la naissance d'une nation (mais qui n'ont réussi qu'à la détruire) ne sont jamais punis.

Il faut souligner que SBY n'a jamais été impliqué directement dans la longue liste d'atrocités commises par l'armée. Chef de bataillon au Timor oriental dans les années 80, il a quitté l'armée en 1999 (avant l'irruption des violences) pour rejoindre le cabinet de Gus Dur, le premier successeur de Suharto. Reste à voir si l'ancien général aura l'autorité nécessaire pour mater le monstre.



PHOTO DWI OBLLO, REUTERS

L'automne dernier, les Indonésiens ont porté au pouvoir le général à la retraite Susilo Bambang Yudhoyono au cours d'une élection présidentielle historique.

Le tour de force indonésien

FORCE suite de la page 33

À peine deux ans après le départ de Suharto, la roupie indonésienne était en chute libre, les politiciens semblaient incompétents, les violences religieuses et séparatistes déchiraient plusieurs régions de l'archipel. L'Indonésie, au quatrième rang des pays les plus peuplés du monde (après la Chine, l'Inde et les États-Unis), risquait d'éclater en morceaux. Plusieurs observateurs faisaient déjà le parallèle avec les Balkans, où la chute du communisme fut la bougie d'allumage pour enflammer la région.

Malgré des violences qui ont fait plus de 10 000 morts — au Timor oriental, aujourd'hui indépendant, ainsi que dans les régions d'Aceh, Irian Jaya, Sulawesi et ailleurs —, l'Indonésie ne s'est pas balkanisée. Ses conflits armés se sont plus ou moins résorbés, mais il lui reste encore du chemin à faire sur la route cahoteuse et parfois chaotique de la démocratie.

Il y a encore quelquefois des dérapages. En juin, M^{me} Jones, une Américaine de 52 ans ayant travaillé plusieurs années en Indonésie, a été expulsée du pays, sans obtenir d'ex-

plications claires. Sans doute ses analyses politiques avaient-elles plongé dans l'embarras les autorités, politiques ou militaires. L'affaire a soulevé de vives inquiétudes quant à l'éventuel retour aux jours répressifs de Suharto et aux tactiques autoritaires pour museler les activistes et les médias un peu trop critiques.

L'ironie de l'histoire

La règle du droit demeure une vue de l'esprit pour bien des Indonésiens. La corruption reste endémique. La dégradation de l'environnement est phénoménale; les investissements, rarissimes. « L'Indonésie souffre de ce qui pourrait être appelé le syndrome CNN: des images à la télé, mais pas d'analyses pour mettre ces images en contexte », déplore Hans Vriens, analyste politique à Jakarta. Les perceptions de l'Indonésie dans le monde, dit-il, sont (dé)formées par des incidents comme les attentats de Bali et les conflits régionaux. Résultat, les investisseurs boudent le pays.

Le triste constat qui découle de tout cela est clair: en Indonésie, la démocratie n'a pas nécessairement rendu les gens plus heureux. « Bien sûr, la démocratie n'est pas une fin en soi,

INDONÉSIE



DIRIGEANT DU PAYS :	Susilo Bambang Yudhoyono (président)
DERNIÈRES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES :	20 septembre 2004
RELIGIONS :	musulmans (88 %), protestants (5 %), catholiques (3 %), hindous (2 %), bouddhistes (1 %), autres (1 %)
ESPÉRANCE DE VIE :	66,8 ans
NOMBRE DE MÉDECINS PAR 1000 HABITANTS :	0,16
POURCENTAGE D'ANALPHABÉTISME :	
HOMMES :	7,1
FEMMES :	15,9
POPULATION URBAINE :	45,6 %
REVENU ANNUEL MOYEN PAR HABITANT :	810 \$ US
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) PAR HABITANT :	3342 \$ US
DÉPENSES PUBLIQUES ÉDUCATION (% du PIB) :	1,3
DÉPENSES PUBLIQUES DÉFENSE (% du PIB) :	1,1

mais un moyen de réaliser des choses, souligne Endy Buyani, rédacteur en chef du *Jakarta Post*. Pour le moment, les gens appauvris se demandent à quoi cela peut bien servir. Ils se souviennent des emplois, de la prospérité, de la croissance économique de 8 % par année. Ils n'ont pas

vu ça depuis six ans. »

Après avoir vécu pendant trois décennies sous la botte du général Suharto, de plus en plus d'Indonésiens, enfin libres, sont nostalgiques de cette époque — ou, du moins, d'une prospérité disparue. C'est la plus grande ironie de l'histoire.

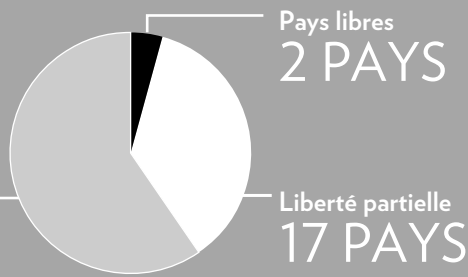
DEMAIN

À lire dans le cahier PLUS:
Des dérives

Faites-nous part de vos réactions à commentaires@lapresse.ca

Succès inattendus

PAYS MAJORITAIREMENT MUSULMANS



Pas de liberté
28 PAYS

Liberté partielle
17 PAYS

Source: Freedom House, 2004

« La démocratie est un système qui garantit que nous ne soyons pas gouvernés mieux que nous ne le méritons. »

— GEORGE BERNARD SHAW, écrivain et dramaturge irlandais

Le laboratoire de Mohammed VI



LAURA-JULIE PERREAULT
RABAT

Lahcen Daoudi tente tant bien que mal d'expliquer les objectifs de la formation islamiste modérée à laquelle il appartient, le Parti justice et développement (PJD) : des cris de fureur couvrent ses mots toutes les trois ou quatre minutes. C'est que les murs du Parlement du Maroc ne sont pas étanches aux revendications des manifestants.

« Un travail pour les diplômés chômeurs ! », « Non à l'interventionnisme américain ! » Ces mots, scandés par deux groupes de manifestants indépendants l'un de l'autre, parviennent jusqu'au quatrième étage du fastueux édifice parlementaire du centre-ville de Rabat, où se déroule l'entretien. On a peine à croire que seulement 200 protestataires peuvent faire un tel vacarme.

« Moi, je ne les entends presque plus », sourit le député de Fès et professeur à l'université. Depuis près de cinq ans, date d'accession au pouvoir de Mohammed VI, les manifestations sont devenues monnaie courante sur l'esplanade décorée de palmiers qui fait face au parlement marocain, le Majlis.

On y vient pour tout : dénoncer le projet du Grand Moyen-Orient de George W. Bush, revendiquer les droits des personnes handicapées, exiger plus de protection pour les femmes violentées, célébrer les droits de la personne. Les policiers, ostensiblement armés de matraques, entourent les manifestants.

Lahcen Daoudi, s'il n'entend plus les cris quand il travaille dans son bureau de député, connaît cependant les demandes des manifestants par cœur. « Depuis 1996, à la fin du règne d'Hassan II, le Maroc est irréversiblement entré dans le proces-



Des députés marocains portant le costume traditionnel attendent l'arrivée du roi Mohammed VI pour l'ouverture officielle de la session parlementaire.

PHOTO JEAN BLONDIN, REUTERS

sus démocratique. Les avancées sont lentes. Mais, selon moi, mieux vaut une démocratisation lente et durable que rapide et fragile. »

C'est au nom de cette progression graduelle que son parti, la seule for-

ainsi la principale opposition au gouvernement de coalition. « L'arrivée de notre parti dans le jeu politique est le symbole même de la démocratisation », ajoute M. Daoudi, confiant que le jour de la victoire

pendant le règne d'Hassan II, fait son chemin dans la rue comme dans les présentoirs à journaux.

Des revues comme *Tel Quel* et le *Journal hebdomadaire* réussissent à publier toutes les semaines des enquêtes approfondies qui touchent directement l'entourage du roi, ainsi que des articles de fond sur l'interminable conflit du Sahara-Occidental, sujet tabou sous l'administration du père de l'actuel roi.

L'an dernier, malgré les réticences des milieux conservateurs et religieux, le royaume a adopté une réforme ambitieuse du code de la famille, la Moudawana, levant la tutelle du père sur sa fille. Des mesures de discrimination positive avaient déjà été mises en place pour que plus de femmes accèdent au Parlement.

Malgré les réticences des milieux conservateurs et religieux, le royaume a adopté une réforme ambitieuse du code de la famille levant la tutelle du père sur sa fille.

mation islamique légale au Maroc, a accepté de ne présenter des candidats que dans la moitié des circonscriptions aux dernières élections législatives de 2002. Malgré cette liste électorale tronquée, le PJD a récolté 42 des 325 sièges de l'Assemblée législative, devenant

n'est pas loin pour sa formation politique.

L'arrivée des islamistes dans le jeu politique, autant que la présence des manifestants, ne sont pas les seuls signes manifestes de démocratisation au Maroc. La liberté d'expression, sous haute surveillance

Les « années de plomb »

LAURA-JULIE PERREAULT

KALAA M'GOUNA — La caserne de Kalaa M'Gouna, à plus de 800 km de la capitale Rabat, est située sur une colline offrant un superbe panorama de la région. Mais, à une époque encore très récente, la vue était le dernier des soucis de ceux qui venaient ici : la torture et l'extorsion d'informations étaient les deux principales activités qu'on y pratiquait.

Cette époque était celle des « années de plomb » du roi Hassan II. Une longue période de répression politique qui s'est échelonnée du début des années 70 à l'aube des années 90. Période pendant laquelle plus de 20 000 personnes ont été arrêtées pour des raisons politiques.

« Pas mal de monde a été tabassé derrière ces murs par la DST (police secrète marocaine) », explique Lahoucine Elalouni, enseignant au secondaire de la région. Les premiers prônaient l'indépendance du Sahara-Occidental, les seconds avaient participé à un soulèvement en 1973.

L'homme de 47 ans n'avait que 26 ans quand il a été enlevé puis transporté dans une autre des prisons secrètes du régime de Has-

san II, celle de Dar Moulay Chérif, à Casablanca, où il a été torturé. Il étudiait à l'Université de Marrakech et appartenait à un groupe marxiste-léniniste de l'Union nationale des étudiants du Maroc quand il a été arrêté avec 45 de ses compagnons.

Les méthodes de torture, il s'en souvient encore. La pire était celle de l'avion. On attachait l'homme par les mains et les pieds, laissant pendre son corps au milieu et le frappant à différents endroits. « Ils utilisaient aussi l'électricité et le chiffon mouillé dans la bouche pour nous étouffer », relate le père de deux enfants, aux cheveux grisonnants mais au regard fier, en s'rotant un thé à la menthe dans un café de Kalaa M'Gouna. Après ce mois d'enfer, il a dû purger 10 ans de prison pour complot, exhortation à la grève et tentative de coup d'État.

Douleur télévisée

Depuis décembre dernier, les habitants du royaume chérifien ont entendu des dizaines d'histoires comme la sienne. Avec la bénédiction du roi Mohammed VI, l'Instance équité et réconciliation (IER) diffuse à la télévision les témoignages des victimes

LES TROIS ROIS

Mohammed V : 1927-1961
Mohammed V est le symbole même du Maroc moderne. Son retour d'exil, en 1955, marque le début de la fin du régime colonial français. En 1956, la France, puis l'Espagne, reconnaissent l'indépendance du royaume. À son arrivée au pouvoir, le roi tente de doter le pays d'institutions démocratiques, mais s'attribue une grande partie des pouvoirs.

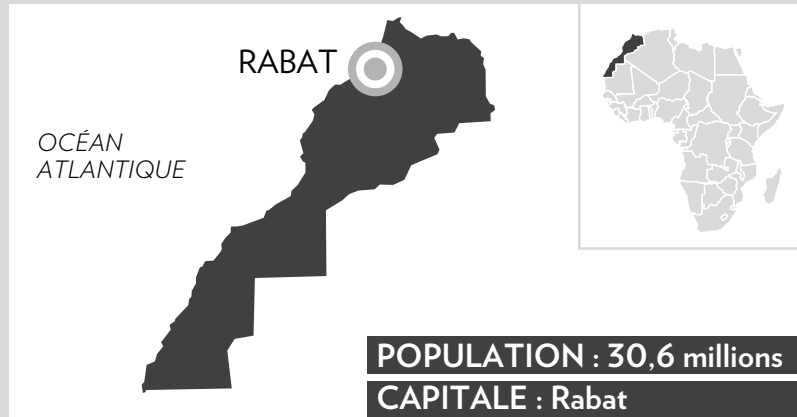
Hassan II : 1961-1999
Le roi, qui s'est donné pour tâche de consolider l'unité nationale, s'est rendu célèbre en envoyant des milliers de Marocains « reconquérir » le Sahara-Occidental, un coran à la main, lors de la Marche verte de 1975. Mais on se souvient surtout de son règne pour les « années de plomb », années de répression de toute opposition politique.

Mohammed VI : 1999-...
Le jeune roi Mohammed VI a commencé son règne en mettant en place une vague de réformes politiques et sociales. Mais confronté à la montée de l'islamisme violent, le souverain fait maintenant face à l'un des plus grands défis de la démocratisation. Quelle place doit-il accorder aux islamistes modérés ?

des « années de plomb ». Il est question d'arrestations arbitraires et de disparitions aux mains de l'État.

L'existence des prisons secrètes, longtemps niée par le régime de Hassan II, est maintenant connue de tous. Grande première dans le monde musulman, l'initiative de réconciliation a été saluée par maintes organisations des droits de l'homme.

MAROC



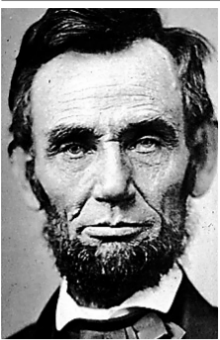
POPULATION : 30,6 millions
CAPITALE : Rabat

DIRIGEANT DU PAYS :	(roi) Mohammed VI
DERNIÈRES ÉLECTIONS GÉNÉRALES :	27 septembre 2002
RELIGIONS :	musulmans (98,7 %), chrétiens (1,1 %), juifs (0,2 %)
ESPÉRANCE DE VIE :	68,7 ans
NOMBRE DE MÉDECINS PAR 1000 HABITANTS :	0,46
POURCENTAGE D'ANALPHABÉTISME :	
HOMMES :	35,9
FEMMES :	60,6
POPULATION URBAINE :	57,5 %
REVENU ANNUEL MOYEN PAR HABITANT :	1320 \$ US
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) PAR HABITANT :	3889 \$ US
DÉPENSES PUBLIQUES ÉDUCATION (% du PIB) :	5,0
DÉPENSES PUBLIQUES DÉFENSE (% du PIB) :	4,1

Mais le processus laisse plusieurs organisations marocaines sur leur faim, puisque les victimes ne peuvent pas nommer leurs tortionnaires. « L'idée première est de faire cet exercice pour que ça ne se re-

produise plus. Mais en ne nommant pas les bourreaux, on leur donne l'impunité », tonne Abdelhamid Amine, président de l'Association marocaine des droits humains (AMDH).

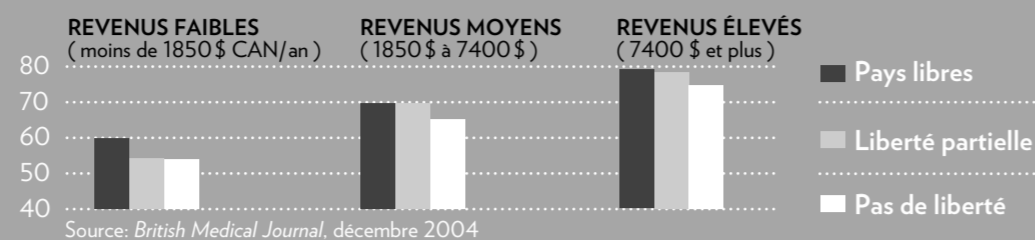
SÉRIE DÉMOCRATIES SOUS LA LOUPE



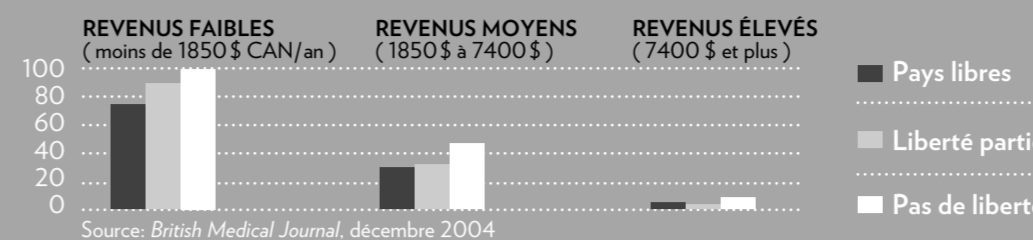
« De même que je refuse d'être un esclave, je refuse d'être un maître. Telle est mon idée de la démocratie. »

— ABRAHAM LINCOLN, président américain

ESPÉRANCE DE VIE



MORTALITÉ INFANTILE



« Dans un pouvoir despotique, la main lie le pied; dans une démocratie, c'est le pied qui lie la main. »

— Proverbe africain

Succès inattendus

UNE NAISSANCE DOULOUREUSE

Tout jouait contre le Mali, l'un des pays les plus pauvres au monde, enclavé au centre du continent africain. Le Mali n'avait connu que la colonisation et les longues années d'une dictature. Pourtant, contre toute attente, la démocratie a fini par éclore. Dans la violence. C'était en mars 1991. Notre journaliste Michèle Ouimet a rencontré les principaux acteurs qui ont été au coeur de cette naissance douloureuse.



MICHELE OUIMET
BAMAKO

Il a renvoyé les soldats dans les casernes et a promis qu'il ne serait au pouvoir que 12 mois, le temps d'organiser des élections libres et démocratiques.

Personne ne le croyait. Les militaires sont incapables de résister à la tentation du pouvoir. ATT, pensaient les gens, ne ferait pas exception. Quatorze mois plus tard, en décembre 1992, il tenait pourtant sa promesse. Il s'est retiré de la scène politique et Alpha Konaré a été démocratiquement élu.

ATT a-t-il été tenté de s'accrocher au pouvoir ?

« Non, affirme-t-il 13 ans plus tard sans l'ombre d'une hésitation. Il y avait trop de morts dans la balance et je ne voulais pas me présenter comme un voleur. Il y avait des gens dans mon entourage qui trouvaient que la transition était trop courte. Notre mission n'était pas de tout régler, mais d'organiser des élections libres et transparentes et de ne pas être candidats. »

Il en avait fait une question d'honneur. « Il y avait le poids de la parole donnée, explique-t-il. Si j'avais menti, j'aurais été incapable de retourner chez mes parents et de les regarder dans les yeux. Un de mes oncles m'avait demandé si je voulais être un héros ou un chef d'État. J'ai choisi d'être un héros. »

Aujourd'hui, ATT est président du Mali. Après le départ d'Alpha Konaré, qui a résisté à la tentation africaine de modifier la Constitution pour s'autoproclamer président à vie, ATT s'est présenté aux élections de 2002, qu'il a remportées haut la main.

Autre originalité malienne, l'ancien dictateur Moussa Traoré n'a pas été lynché par une foule en colère ou exécuté par un gouvernement expéditif. Il a été jugé à Bamako au cours d'un procès hautement médiatisé et émotif. Il a été condamné à mort, mais sa peine a été commuée en prison à vie.

L'expérience démocratique

Alpha Konaré est resté au pouvoir pendant 10 ans, une période difficile au cours de laquelle le Mali a testé sa toute nouvelle démocratie, une première dans l'histoire d'un pays qui n'avait connu que la colonisation et la dictature.

Pendant que les politiciens essayaient de refaçoner le pays en respectant les règles démocratiques, la presse se déchainait. Muséifiée sous Traoré, elle profitait du vent de liberté.

« Sous Traoré, la télévision n'était pas libre, raconte Coulibaly Ibrahim Famakan, président de l'Union des journalistes d'Afrique de l'Ouest. Le parti, branché directement sur le président, dictait le contenu des émissions au ministre de l'Information qui, lui, donnait des ordres au directeur de la télé. »

Source Moussa Traoré, il n'existait qu'une radio et une télévision publiques et une poignée de journaux étroitement surveillés. Aujourd'hui, environ 200 radios privées essaient le pays et une quarantaine de journaux remplissent les kiosques de Bamako. Mais cette profusion ne doit pas faire illusion. Les médias ont peu de moyens, les journalistes sont mal formés et les salaires dérisoires. Les dérapages sont nombreux, le chef de la garde présidentielle, le général Amadou Toumani Touré, exécuté par les turpitudes du régime dictatorial, décidait de fonder un coup d'État.

Traditions bouclées

Moussa Traoré est tombé sans résister, après 23 ans de règne. Les militaires ont pris le pouvoir, mais pas Amadou Toumani Touré, que les Maliens appelaient affectueusement ATT, a surpris tout le monde :



Scène de rue à Bamako. Des enfants s'amuse dans un bazar où les marchands vendent un invraisemblable bric-à-brac.



Un marché improvisé. Hommes et femmes étalent leurs marchandises sur un morceau de tissu sur la voie ferrée. Lorsque le train arrive, ils s'empressent de tasser leur camelote qu'ils remettent en place aussitôt le train parti. Ce marché illégal est très populaire même si la police a souvent tenté de l'interdire.

La ville a connu un véritable boom immobilier. Depuis 2002, 1000 logements sociaux ont été construits. En dépit de la crise dans la Côte-d'Ivoire voisine, qui pèse lourdement sur l'économie du pays, le Mali s'en sort plutôt bien, avec un taux de croissance de 6 % en 2003.

La ville, où s'entassent plus d'un million d'habitants, garde toutefois son look « tiers-monde ». Bamako ne compte que quelques rues asphaltées, le reste est fait de ruelles caillasseuses. Les trop nombreuses voitures arrivent difficilement à se faufiler à travers les chèvres, les motos, les cyclistes, les mendicants et les commerçants dont l'invraisemblable bric-à-brac déborde sur la chaussée.

Le Mali reste l'un des pays les plus pauvres de la planète. Les gens aiment bien la démocratie et leur président ATT, mais ils

ne détiennent la majorité et, autre singularité, il n'y a pas d'opposition officielle.

Mais l'expérience malienne inquiète.

« La situation est malsaine, croit le directeur général du journal L'Essor, Souleymane Drabo. Tout le monde veut se coller au pouvoir pour arracher des privilèges. Il y a trop de partis politiques, pas loin d'une centaine. Ce sont souvent des coquilles vides, sans programme réel et sans moyens, bâtis autour de leaders qui ne songent qu'au pouvoir. »

En dépit des risques, la classe politique est prête à vivre cette expérience et, pour l'instant, elle appuie ATT. « Tant que notre démocratie n'est pas en péril, nous l'accompagnons, explique Dioncounda Traoré, président du parti politique le plus influent, l'ADEMA. La paix politique est indispensable pour régler les urgences. On ne peut pas tout faire en même temps. Les gens doivent d'abord manger, aller à l'école et travailler. »

Épilogue

Aujourd'hui, ATT gouverne avec un oeil sur les présidentielles de 2007. Il ne sait toujours pas s'il va se représenter, mais s'il plonge, il n'aura toujours pas de parti politique. Il y croit, à son consensus.

Le vieux dictateur Moussa Traoré coule des jours paisibles, réfugié dans une grande villa à Bamako en

compagnie de sa femme, que les Maliens appellent, avec un brin de rancœur, l'impératrice Mariam. Frappé par le mysticisme, il passe une bonne partie de ses journées absorbé dans les prières.

Même s'il a été gracié par l'État, il reste prudemment caché derrière les hauts murs qui ceinturent sa villa. Prudent, effacé, il refuse catégoriquement toute demande d'entrevue.

Aïssata Cissé pleure toujours sa fille. Dégue, elle râle contre les Maliens qui vivent dans le désordre et ne savent pas apprécier cette démocratie qui lui a coûté un de ses enfants. Elle a 60 ans. Dans les années 80, c'était une journaliste-vedette. C'est elle qui présentait le journal télévisé. En 2002, elle a fondé une radio privée.

La retraite, elle y prendra le micro pour défendre la cause des femmes maliennes « qui n'ont aucun droit dans ce pays ».

L'ancien leader étudiant Oumar Mariko a finalement terminé ses études de médecine, interrompues par l'émeute de 1991. Il a fondé une radio, un parti politique et une clinique privée. Il a été l'un des nombreux candidats aux présidentielles de 2002, et il s'est classé 12^e sur 24.

Militant communiste, Mariko reste fidèle à ses vieux idéaux de gauche. Même s'il parle contre le gouvernement et l'accuse d'être corrompu et d'avoir trahi les idéaux démocratiques, personne n'essaie de le museler.

C'est ça, la démocratie.

Le cri du coeur d'une Africaine

MICHELE OUIMET

BAMAKO — Au début, elle ne voulait pas donner d'entrevue, encore moins se faire prendre en photo. Elle était trop indignée.

Mais qui êtes-vous pour « enquêter sur la démocratie et sur nous, les pauvres noirs ? » m'a demandé Aminata Traoré en me fusillant du regard.

« Qui juge du succès d'une démocratie ? Vous ? »

Aminata Traoré n'a pas la réputation de mâcher ses mots. Ex-ministre de la Culture et du Tourisme dans les années 90, altermondialiste passionnée, cette femme de gauche s'est donné pour mission de défendre les pauvres et les laissés-pour-compte de la démocratie.

Elle a écrit un livre sur l'Afrique, *L'Éau*, véritable cri du coeur d'une Africaine qui s'insurge contre le pillage et l'arrogance des pays du Nord. En entrevue dans sa grande maison, à Bamako, elle mitraille ses phrases et son regard brille sous l'effet de la colère. « La communauté internationale projette l'image d'une démocratie russe au Mali, dit-elle, mais c'est un grave préjugé pour nous, les Maliens. Après la chute du dictateur Moussa Traoré, on espérait qu'il y aurait de l'emploi. Or, il n'en est rien. Depuis 10 ans, la proportion de pauvres a augmenté. »

« Les pays occidentaux veulent que le Mali montre patte blanche pour qu'il y ait moins de corruption et que l'argent de leurs investisseurs soit en sécurité, ajoute-t-elle. Ils voudraient qu'on s'occupe de tout, sauf de la prédation du Nord. Et après, on ose nous dire : Vous, les Africains, vous êtes mal gérés. Si vous étiez malienne, vous seriez écoeurée. »

« L'Afrique est dépossédée par les puissants. Les dirigeants ne sont pas libres parce que l'Occident est toujours à leurs trousses pour leur dire quoi faire. Give us a break ! Et si ça péte demain, on dira encore : Ah ! L'Afrique ! Mais on ne parlera pas du prix du coton, dicté par le Nord, qui étouffe notre économie. »

Le discours sur la bonne gouvernance la fait rigoler. « L'Afrique n'a pas le monopole de la corruption et de la mauvaise gestion. Est-ce que le Canada et les États-Unis ont des leçons à nous donner ? Qu'ils s'occupent de leurs affaires ! »

Et la démocratie ?

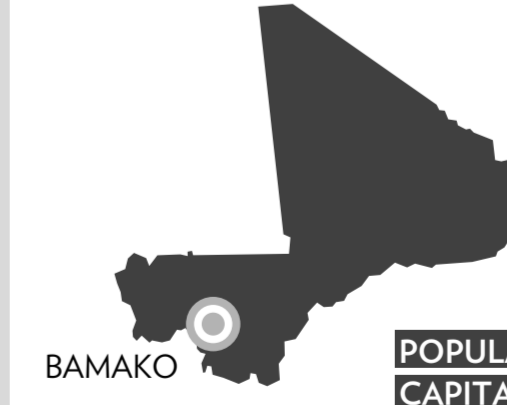

« Oui, la démocratie malienne fonctionne parce qu'en apparence, tout va bien, répond-elle. Mais il n'y a aucune différence entre le Tchadien et le Malien. On mange tous les deux de la vache enragée et nos enfants meurent de faim. On veut faire de la démocratie avec de la salive. Cette démocratie formelle et médiatique me tue. »



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Ex-ministre de la Culture et du Tourisme dans les années 90, Aminata Traoré s'est donné pour mission de défendre les pauvres et les laissés-pour-compte.

MALI

BAMAKO

POPULATION : 13 millions

CAPITALE : Bamako

DIRIGEANT DU PAYS : Amadou Toumani Touré (président)

DERNIÈRES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES : 28 avril et 12 mai 2002

RELIGIONS : musulmans (90 %), animistes (9 %), chrétiens (1 %)

ESPÉRANCE DE VIE : 48,6 ans

NOMBRE DE MÉDECINS PAR 1000 HABITANTS : 0,04

POURCENTAGE D'ANALPHABÉTISME :

HOMMES : 46,5 FEMMES : 60,4

POPULATION URBAINE : 32,3 %

REVENU ANNUEL MOYEN PAR HABITANT : 290 \$ US

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) PAR HABITANT : 850 \$ US

DÉPENSES PUBLIQUES ÉDUCATION (% du PIB) : 2,8

DÉPENSES PUBLIQUES DÉFENSE (% du PIB) : 2,0

SÉRIE DÉMOCRATIES SOUS LA LOUPE

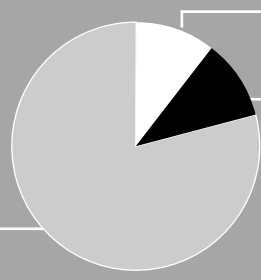
Les États-Unis éclaboussés

PAYS À REVENUS ÉLEVÉS

Revenu par habitant supérieur à 7400 \$ CAN
(La moyenne est de 24 170 \$ CAN)

Pays libres
38 PAYS

Source: Banque mondiale, 2001



« La démocratie dont je suis partisan, c'est celle qui donne à tous les mêmes chances de réussite, et ensuite à chacun selon sa capacité. »

— HENRY FORD, industriel



É.-U.: une démocratie à la nord-coréenne

Les États-Unis donnent des leçons de démocratie au monde entier, quitte à l'imposer de force lorsqu'ils la croient nécessaire. Pourtant, la nation la plus puissante au monde n'est pas à l'abri des dérapages. Par exemple, manipuler la carte électorale à des fins partisans est presque devenu la norme au pays de George W. Bush. Une fois élu à la Chambre des représentants du Congrès américain, un parlementaire est presque impossible à déloger, ce qui pousse certains à comparer le très républicain Texas à une république soviétique, et Washington à la capitale de la Corée du Nord.



ALEXANDRE SIROIS
WASHINGTON

Il y a près de deux ans, le Texas a été le théâtre d'une crise politique rocambolesque qui a fait les manchettes d'un bout à l'autre du pays. Plus de 50 politiciens démocrates de cet État américain ont décidé de fuir en Oklahoma pour empêcher la tenue d'un vote crucial. En vain : ils ont dû revenir penauds.

Le vote en question portait sur le remaniement des limites des circonscriptions électorales fédérales, les districts. Une affaire d'apparence somme toute banale, mais en réalité hautement représentative d'un des dysfonctionnements les plus préoccupants de la démocratie américaine.

C'est que dans la plupart des pays démocratiques, y compris au Canada, des commissions indépendantes sont responsables du redécoupage électoral après chaque recensement. Aux États-Unis, ce mode de fonctionnement est l'exception plutôt que la règle. L'exercice y est lan plupart du temps effectué par les parlementaires de chaque État.

Ce sont donc eux qui révisent les limites des districts des 435 membres de la Chambre des représentants du Congrès américain, l'équivalent de nos députés. Bonjour les conflits d'intérêts ! Et depuis quelques années, ils exercent cette fonction de façon plus partisane que jamais.

Armés de données complètes sur les préférences politiques de leurs citoyens, ils manipulent les frontières des districts de façon à donner l'avantage à un plus grand nombre de leurs candidats. En somme, comme l'ont expliqué à *La Presse* plusieurs experts, ce sont les politiciens qui choisissent leurs électeurs et non l'inverse. C'est exactement ce qui s'est passé au Texas.

« Le cas du Texas est l'exemple extrême de la possibilité de soutenir la moindre parcelle de gain politique partisan à travers la manipulation du processus de redécoupage des limites », explique Samuel Issacharoff, professeur de droit de l'Université Columbia à New York et spécialiste du phénomène.

« C'était clairement une attaque partisane », renchérit Robert Richie, directeur exécutif du Center for Voting and Democracy, organisme à but non lucratif du Maryland qui milite contre ce type de stratégies et pour des élections plus justes.

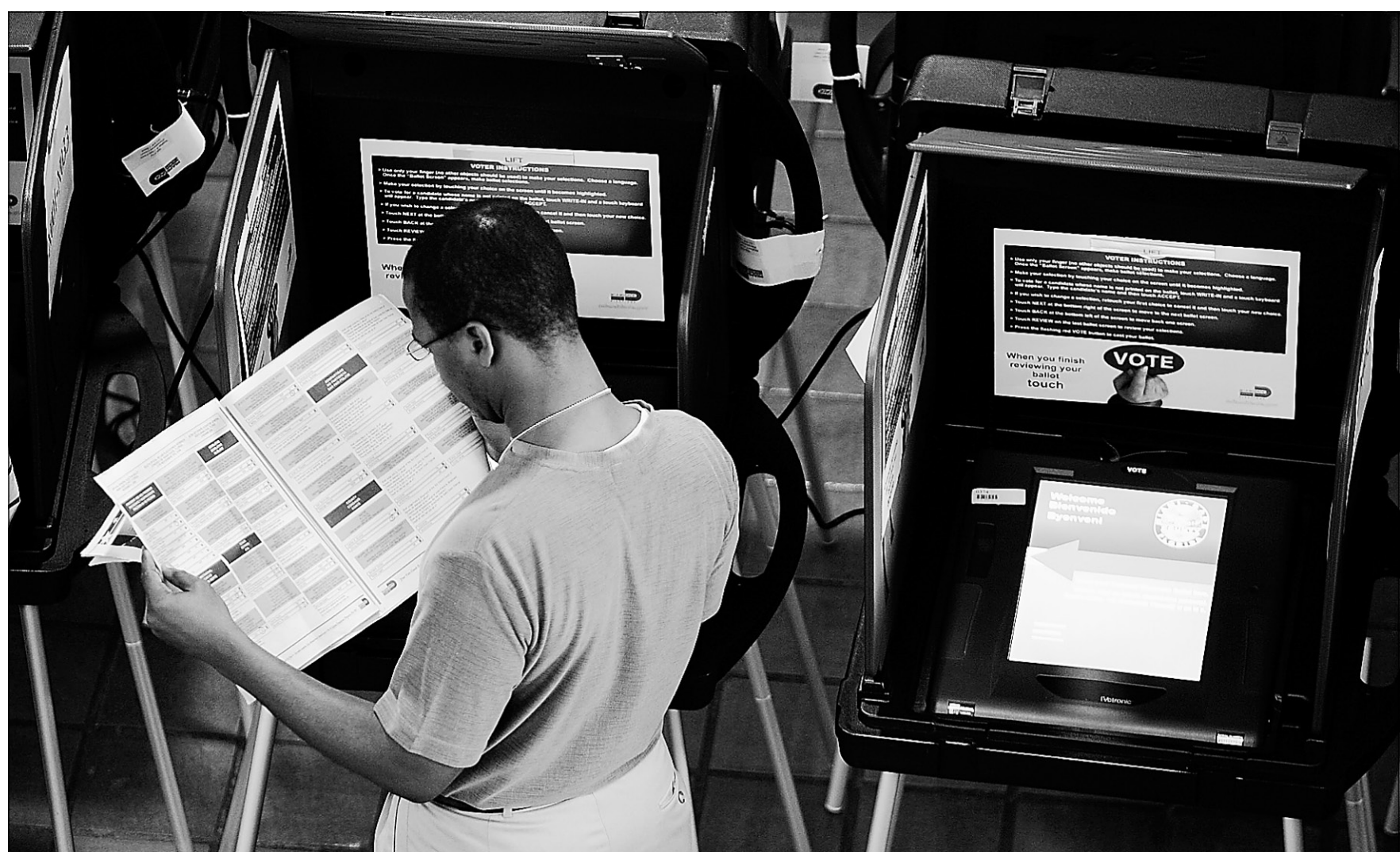
L'attaque des républicains du Texas a porté ses fruits. Lors de l'élection de novembre dernier, le nombre d'élus démocrates y est passé de 17 à 11, sur un grand total de 32.

Mieux que la reine

Le cas du Texas est le plus récent exemple de redécoupage partisan, mais la plupart des États ont goûté à ce qu'on appelle aux États-Unis le *gerrymandering*. Un gouverneur du Massachusetts, Eldridge Gerry, avait fait usage de cette technique de façon particulièrement éhontée en 1812, et son nom y est associé depuis.

Résultat : battre un des membres de la Chambre des représentants est devenu presque impossible. En novembre dernier, à l'extérieur du Texas, seulement trois élus en poste à la Chambre des représentants ont été défaits. Deux ans plus tôt, uniquement deux d'entre eux avaient été battus.

La Floride offre également une preuve indéniable des ravages de cet



Un citoyen de Miami s'est prévalu du vote anticipé à l'aide d'une machine électronique en vue de la présidentielle américaine, en octobre dernier. La Floride est l'un des États les plus divisés aux États-Unis.

PHOTO JOE RAEDLE. GETTY IMAGES

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

Le siège du pouvoir législatif aux États-Unis, le Congrès américain, est formé du Sénat et de la Chambre des représentants, où on retrouve respectivement 100 sénateurs et 435 représentants.

Les politiciens élus à la Chambre des représentants le sont pour uniquement deux ans. Le nombre de représentants dont dispose chaque État est en fonction de la taille de sa population. Ce calcul est révisé tous les 10 ans.

Cette chambre a été contrôlée par les démocrates de 1944 à 1994. Elle se trouve depuis entre les mains des républicains. Ils y ont actuellement 232 sièges contre 201 pour leurs rivaux. Un autre siège est occupé par un élu indépendant et un autre encore demeure vacant.

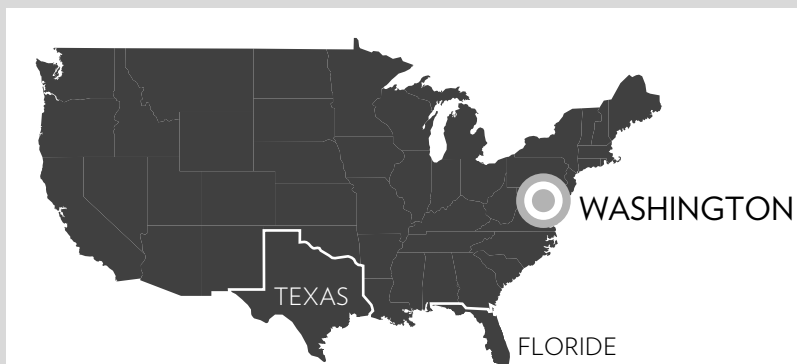
Si le redécoupage partisan des frontières des districts continue d'être monnaie courante aux États-Unis, la domination du parti de George W. Bush à la Chambre des représentants pourrait bien se poursuivre encore longtemps.

te stratégie. On le sait, il s'agit d'un des États les plus divisés de la nation, où George W. Bush n'a eu que 537 voix de plus qu'Al Gore en l'an 2000. Pourtant, en novembre dernier, cinq des 25 membres de la Chambre des représentants sortants n'ont pas eu d'opposant dans cet État. Dans l'ensemble du pays, ils furent 30 à être privés de rivaux.

« C'est maintenant un poste à vie, déplore M. Issacharoff, qui ne voit pas la chose d'un bon œil. Pour définir une bonne démocratie, vous ne devez pas savoir si vous pouvez voter pour élire quelqu'un à un poste, mais si vous pouvez voter pour lui faire perdre ce poste. »

Peu après l'élection de novembre, l'un des chroniqueurs politiques les plus respectés à Washington, David Broder, a sonné l'alarme. Il faisait remarquer que le mandat des membres de la Chambre des représentants est

ÉTATS-UNIS



POPULATION : 294 millions

CAPITALE : Washington

DIRIGEANT DU PAYS : George W. Bush (président)

DERNIÈRES ÉLECTIONS GÉNÉRALES : 2 novembre 2004

RELIGIONS : protestants (52 %), catholiques (24 %), mormons (2 %), juifs (1 %), musulmans (1 %), autres (10 %), aucune (10 %)

ESPÉRANCE DE VIE : 77,1 ans

NOMBRE DE MÉDECINS PAR 1000 HABITANTS : 2,93

POPULATION URBAINE : 80,1 %

REVENU ANNUEL MOYEN PAR HABITANT : 37 610 \$ US

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) PAR HABITANT : 36 520 \$ US

DÉPENSES PUBLIQUES ÉDUCATION (% du PIB) : 4,9

DÉPENSES PUBLIQUES DÉFENSE (% du PIB) : 3,4

bref (deux ans), car les pères fondateurs des États-Unis voulaient ces parlementaires plus sensibles aux fluctuations de l'opinion publique.

Or, « leur sécurité d'emploi est maintenant meilleure que celle de la reine d'Angleterre et ils ont, comme elle, aussi peu besoin de solliciter l'assentiment de leurs sujets », a dénoncé ce journaliste du *Washington Post*.

M. Richie partage cet avis. Il souligne que la plus récente élection à la Chambre des représentants a été la moins compétitive de l'histoire. « Plus de 19 courses sur 20 ont été gagnées par plus de 10 points de

pourcentage, à 55 % contre 45 %, par exemple. Et la plupart ont été gagnées par un écart beaucoup plus grand. Une telle marge signifie qu'il n'y a pas grand-chose qui pouvait être fait pendant la campagne pour que le résultat soit différent », dit-il.

Schwarzenegger s'implique

Le très sérieux magazine *The Economist* a récemment qualifié la bataille pour le contrôle de la Chambre des représentants de « travestissement de la démocratie ». L'hebdomadaire allait jusqu'à tracer un parallèle entre Washington et la capitale de la Corée du Nord.

Les politiciens de ce pays d'Asie pourraient être fiers du taux de réélection des membres de la Chambre des représentants, qui se situe à 99 %, raillait *The Economist*.

« Je pense que le fait que le contrôle de la Chambre des représentants ne change de mains qu'une fois tous les 50 ans est tout simplement absurde », dit M. Richie, faisant écho à un nombre de plus en plus important de voix qui s'élèvent pour réclamer l'abolition du redécoupage partisan des limites électorales.

Le salut de la démocratie viendra vraisemblablement d'initiatives individuelles prises par les États. En Iowa, par exemple, un bureau indépendant a été formé pour redéfinir les limites des districts à tous les 10 ans.

On songe actuellement à faire la même chose dans au moins huit autres États, indique Mary Boyle, porte-parole de Common Cause. Cet organisme, qui promeut la participation des citoyens à la vie politique, milite contre le *gerrymandering* depuis une trentaine d'années.

« Il y a longtemps que n'avions pas vu autant d'efforts pour améliorer le processus de redécoupage électoral », explique-t-elle, affirmant que les dérapages partisans comme celui qui s'est produit au Texas sont probablement à la source de ce vent de changement.

Parmi les États où certains groupes cherchent à modifier les règles du jeu, on compte la Californie. Et c'est nul autre que le célèbre gouverneur Arnold Schwarzenegger qui met tout son poids dans la balance. Il souhaite que des juges à la retraite s'occupent dorénavant du redécoupage électoral. L'engagement d'Arnold pourrait bien donner un coup de pouce aux promoteurs de la réforme du système dans l'ensemble du pays, estime M^{me} Boyle.

« On ne le sent pas encore, mais je pense que le potentiel est là pour que ça se produise, dit-elle. Il est certain que quand Arnold s'implique pour faire la promotion d'un enjeu, cela attire beaucoup l'attention. »

Les villes veulent faire entendre leur voix et demandent un financement accru

ISABELLE RODRIGUE
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – Pratiquement assurées d'obtenir plus d'argent du gouvernement fédéral pour leur nouveau pacte fiscal, les villes réclament maintenant de pouvoir faire entendre leur voix aux rencontres fédérales-provinciales qui portent sur des sujets les touchant directement.

Les maires des grandes villes du Canada ont exprimé cette demande à l'occasion de rencontres avec des ministres, hier, dans la capitale fédérale. Ils estiment qu'ils devraient être représentés dans les discussions portant sur l'immigration, l'environnement, les affaires autochtones ou encore le logement social.

« On veut être reconnu comme un partenaire, a fait valoir le maire de Montréal, Gérald Tremblay. Tout ce qu'on veut, c'est pouvoir s'exprimer, faire valoir notre point de vue. Par la suite, les ententes se font avec le gouvernement du Québec, dans le respect des compétences. »

Mais à quelques jours du budget, ce sont encore des questions de gros sous qui ont retenu l'attention. Les maires et représentants des 22 plus grandes villes, réunis à Ottawa, ont surtout rappelé au gouvernement de Paul Martin qu'il devait respecter ses promesses et verser les sommes attendues dans son nouveau pacte fiscal avec les municipalités.

D'une même voix, les maires et représentants des villes ont réclamé que le budget qui sera présent-

té mercredi comporte le financement permanent et stable qu'ils espèrent depuis des années.

Les municipalités estiment qu'Ottawa doit leur verser au moins 2,5 milliards par année, ce qui s'ajouterait au financement existant pour les infrastructures

(1,1 milliard par année). Ces sommes devraient être récurrentes et permanentes, ont plaidé les élus municipaux.

Le Parti libéral a promis, pendant les élections, de verser 5 milliards en cinq ans dans son nouveau pacte fiscal avec les

municipalités, et le gouvernement répète qu'il respectera sa promesse. Au début de février, le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, John Godfrey, dévoilait d'ailleurs la formule de calcul pour répartir les sommes à venir.

Le hic, c'est que les sommes qui

seront allouées dans le budget risquent d'être un peu moins substantielles dans les premières années. En conséquence, les grands projets d'infrastructures devront attendre quelques années encore avant d'être mis en branle.

« À quelques jours du budget, c'était très important qu'on réitère les demandes, a fait valoir le maire de Montréal, au cours de la conférence de presse. Une priorité qu'on ne veut pas que le gouvernement oublie, c'est celle de la santé des villes. »

Le projet de terminal méthanier à Cacouna dénoncé

LE SOLEIL

RIVIÈRE-DU-LOUP – Le Comité de recherche et d'intervention environnementale du Grand-Portage (CRIE) se prononce contre le projet de terminal méthanier de 650 millions du consortium Trans-Canada et Petro-Canada dans le secteur de Gros-Cacouna, dans le Bas-Saint-Laurent.

L'organisme à but non lucratif voué à la promotion d'une société plus écologique estime qu'une telle infrastructure perturberait l'écosystème côtier de même que la qualité de vie des citoyens.

Selon l'organisme, le gaz naturel contribue à la prolifération des gaz à effet de serre (GES). Le CRIE estime qu'un terminal doit s'installer loin des populations, puisqu'il augmente les risques pour la sécurité civile. Le groupe estime aussi que le gazoduc projeté empiètera sur des écosystèmes fragiles et les perturbera.

S'il convient que les interrogations du groupe sont légitimes, Andrew Pelletier, de Petro-Canada, apporte des bémols : « Le gaz naturel est l'un des produits qui a le moins d'impact sur la production de GES, si on le compare par exemple à l'huile à chauffage », dit-il.



Québec
Ville et région

Manoir & Châteaux Vieux-Québec

À partir de **149\$**
pour les Hôtels Château Bellevue et Manoir Lafayette

À partir de **179\$**
pour l'Hôtel Château Laurier

par personne pour 2 nuits en occupation double

Les Grandes Tables Manoir & Châteaux Vieux-Québec
Bien placé pour découvrir ! Le Vieux-Québec à votre porte. Hébergement pour 2 nuits, petit déjeuner chaque matin, souper gastronomique chaque soir dans l'un des meilleurs restaurants du Vieux-Québec. Au choix : La Closerie, Le Louis-Hébert, Le Paris Brest, Les Anciens Canadiens ou Le Café Sirocco, service sur les repas. Valable jusqu'au 30 avril 2005. Certaines conditions s'appliquent. Autres forfaits disponibles.

1 877 999-9624
www.vieuxquebec.com

laurier@vieuxquebec.com
bellevue@vieuxquebec.com
lafayette@vieuxquebec.com

Loews Le Concorde

À partir de **111\$**
par personne par nuit en occupation double

FORFAIT ROMANCE À QUÉBEC
La vie en Loews ; c'est une chambre spacieuse avec vue sur le fleuve, un copieux petit-déjeuner servi au restaurant **Galerie** et un souper romantique au restaurant rotatif **L'Astral** où une cuisine régionale acclamée rivalise avec les plus beaux panoramas de la ville. Et c'est aussi tous les petits extras sans extra du programme d'accueil **La vie en Loews**. Pourboires sur les repas inclus et taxes en sus.

1 877 521-1591
loewsleconcordeinfo@loewshotels.com • www.loewshotels.com

Hôtel Acadia

À partir de **169\$**
par nuit en occupation double

Forfait Gastronomique
Nuit dans une chambre de luxe, souper dans l'un des 5 restaurants participants du Vieux-Québec : La Bastille chez Bahuaud, Le Cont'i-Caffe, Le Rivoli, Le 47^e Parallèle et Le Bonaparte. Petit déjeuner continental. Certaines conditions s'appliquent. Forfait non valide pour quelques dates.

1 800 463-0280
info@hotelacadia.com • www.hotelacadia.com

Station touristique Stoneham

À partir de **195\$***
par famille par nuit minimum 2 nuits

Domaine skiable OUVERT à 100%

Forfait Ski en famille
Votre forfait comprend l'hébergement en studio, 2 nuits au pied des pentes et les billets de remontée pour 2 adultes et 2 enfants de 7 à 13 ans (jour et soir, en occupation quadruple).

* Tarif suggéré pour une unité type studio standard. Nombre d'unités offertes en forfait en quantité limitée. Taxes en sus.

1 888 463-6883
info@ski-stoneham.com • www.ski-stoneham.com

Mont-Sainte-Anne

À partir de **236\$***
par nuit par famille de 4

Plaisirs en famille
Du 20 février au 19 mars 2005
Comprend 4 nuits d'hébergement et 4 jours de plaisirs de glisse en famille. Valable du dimanche au jeudi. Ne peut être jumelé à aucune autre promotion.

Exclusif ! Clinique de ski privée en famille

*Excluant les taxes et basé sur un tarif par famille, par jour, en occupation quadruple. (2 adultes et 2 enfants de 7 à 13 ans).

1 888 827-3434
info@mont-sainte-anne.com • www.mont-sainte-anne.com

Bonjour Québec 1 877 BONJOUR, poste 714 Une publicité de l'Office du tourisme et des congrès de Québec. QUÉBEC Ville et région www.regiondequebec.com

J'ai des valeurs... j'investis où ça compte !

- >> J'épargne plus facilement pour ma retraite
- >> Je profite d'avantages fiscaux
- >> Je contribue au maintien et à la création de milliers d'emplois au Québec
- >> Je participe à l'essor d'une finance socialement responsable

Toutes les coordonnées de nos bureaux temporaires et de nos kiosques dans les centres commerciaux sont disponibles sur notre site internet

30% de crédits d'impôt + REER

Émission d'actions limitée

Premier arrivé, premier servi

FONDACTION CSN POUR LA COOPÉRATION ET L'EMPLOI

(514) 525-5505 • 1 800 253-6665
www.fondaction.com

Note : Ceci ne constitue pas une offre publique de valeurs. Veuillez lire le prospectus simplifié de Fondaction, disponible à nos bureaux ou dans notre site Internet.

ACTUALITÉS

L'enquête sur le *NCSM Chicoutimi* reportée

PRESSE CANADIENNE

HALIFAX – La poursuite de l'enquête sur l'incendie mortel survenu à bord du sous-marin *NCSM Chicoutimi*, l'automne dernier, a été reportée au mois prochain, le temps que le capitaine et deux autres officiers du bâtiment consultent leurs avocats, a appris la Presse Canadienne.

Les audiences à huis clos qui devaient avoir lieu à Ottawa, la semaine prochaine, ont été repoussées au 1^{er} mars afin de permettre

au commandant Luc Pelletier, au lieutenant Sebastian LaTulipe et au lieutenant Brendan Ryan de demander conseil à leurs défenseurs, ont indiqué des sources militaires.

Les trois officiers devaient rendre leur témoignage au sujet de la décision qui fut prise de laisser une écoutille ouverte, le 5 octobre, alors que le sous-marin de construction britannique naviguait par une mer démontée au large des côtes de l'Irlande.

L'ouverture de cette écoutille au-

rait peut-être joué un rôle clé dans la série d'événements ayant mené à l'incendie d'installations électriques qui a coûté la vie au lieutenant Chris Saunders, de Halifax, et causé des blessures à huit autres membres de l'équipage.

L'opinion répandue parmi les sous-marins canadiens veut que le commandant Pelletier et les officiers servent de boucs émissaires, a indiqué une source militaire.

L'objectif recherché est de « détourner l'attention » des Britann-

ques, qui n'ont pas informé la marine canadienne des déficiences que présentent les installations électriques du sous-marin, a ajouté cette source.

« C'est devenu une chasse aux sorcières, a déclaré cette personne. On ne fait pas de cadeaux à Pelletier. »

Une autre source militaire a indiqué que la marine souhaitait éviter un incident diplomatique avec la Grande-Bretagne. La commission d'enquête militaire, qui a terminé

sa première investigation en décembre, a repris ses travaux le 1^{er} février afin de déterminer pourquoi une écoutille était demeurée ouverte alors que les marins tentaient de réparer une tour de plongée.

La lieutenant Diane Grover, porte-parole de la commission d'enquête, n'a pas voulu confirmer l'identité des personnes appelées à témoigner. Elle a cependant confirmé qu'en vertu des réglementations militaires, les témoins étaient autorisés à consulter leurs avocats.

Moins de soleil, plus brillant.

Même l'été, nous avons toutes nos facultés.

600 cours offerts
Mai à août 2005

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

514.343.6090 1 800 363.8876

www.universitedete.umontreal.ca



Université de Montréal

© ROBERT ET CHEVREY
3294865A

En collaboration avec le Groupe Forsythe international inc.

LE CLUB D'INVESTISSEURS IMMOBILIERS DU QUÉBEC

vous présente **L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER**
► trucs et astuces des pros

Durant ces 6 heures de formation, vous apprendrez comment :

- Vous construire un plan et une stratégie d'investissement
- S'établir un crédit impeccable
- Utiliser les techniques créatives de recherche d'immeuble
- Choisir les bons immeubles
- Déterminer la valeur d'un immeuble
- Identifier des immeubles jusqu'à 30% en dessous de leur valeur marchande
- Faire son profit à l'achat
- Acheter avec un minimum de comptant
- Acquérir des reprises bancaires
- Faire du profit avec les propriétés en détresse
- Négocier les acquisitions
- Identifier les sources d'argent disponibles
- Comprendre le financement immobilier
- Maîtriser différentes techniques de profit
- Gérer ses immeubles
- Se construire une fortune avec l'immobilier

JACQUES LÉPINE, MBA INVESTISSEUR IMMOBILIER

► **Apprenez comment cet investisseur a réussi à faire de 0 \$ à 12 000 000 \$ en 5 ans**

► **Découvrez ses techniques et stratégies d'investissement immobilier qui lui ont permis de réussir ce tour de force**

LE SAMEDI 29 JANVIER DE 9 H À 16 H
HÔTEL HOLIDAY INN PLAZA
420, RUE SHERBROOKE OUEST, MONTRÉAL

POUR RÉSERVATION : (450) 679-0261
PRIX : 295 \$ + TAXES (MATÉRIEL INCLUS)
CONFÉRENCIERS : JACQUES LÉPINE, M.B.A. ET GINETTE MÉROZ, AVOCATE

Pour en savoir plus sur nos autres formations : WWW.CLUBIMMOBILIER.QC.CA
WWW.FORSYTHEGROUP.COM

Goûtez-y

« Compacte spacieuse, originale et pratique »

L'auto 2005 - Les Éditions La Presse



PONTIAC VIBE

Lauréat du prix ÉnerGuide 2005 : Véhicule le plus Éconergétique de sa catégorie durant 3 années consécutives* • Moteur VVT-I, 4 cylindres de 1,8L de 130 HP • Climatiseur • Rétroviseurs à réglage électrique • Phares antibrouillard • Prise de courant de 115 volts AC sur le tableau de bord • Lecteur CD et 4 haut-parleurs • Banquette arrière à dossier divisé 60/40 rabattable à plat • Écran cache-bagages • Longeron de porte-bagages • Volant inclinable • Roues de 16 po • Garantie limitée 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise

239 \$/mois*
Avec comptant de 2596 \$
0 \$ dépôt de sécurité

Terme de 48 mois à la location.

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
269 \$	1 298 \$	0 \$
299 \$	0 \$	0 \$

Transport de 1 040 \$ et préparation inclus.

0 %
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT*PONTIAC
BUICK
GMC

GM

L'aspect d'un VUS et la commodité d'une minifourgonnette



PONTIAC MONTANA SV6

Système de communication et d'assistance OnStar avec abonnement gratuit d'un an au plan Sain et sauf** • Moteur V6 3,5L à ISC de 200 HP • Boîte automatique à 4 vitesses avec surmultipliée • Sacs gonflables avant à déploiement adapté • Freins à disque aux 4 roues avec système ABS • Chaîne stéréo AM/FM avec lecteur CD et MP3 • Télédévrouillage des portes, glaces et rétroviseurs chauffants à commandes électriques • Climatisation avant avec filtre à particules • Contrôle automatique des phares à halogène • Glaces arrière teintées foncé • Tapis protecteurs avant et arrière • Garantie limitée 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise

209 \$/mois*
Avec comptant de 6509 \$
0 \$ dépôt de sécurité

Terme de 48 mois à la location.

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
299 \$	2 264 \$	0 \$
347 \$	0 \$	0 \$

Transport de 1 120 \$ et préparation inclus.

0 %
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT*

L'Association des concessionnaires Pontiac•Buick•GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2005 suivants : Vibe (2SL26/R7A) et Montana SV6 (2U11416/R7D). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. *À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent, voir ci-dessus. À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 c du km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. **Taux de financement à l'achat de 0% pour un terme de 36 mois sur approbation de crédit de GMAC. *Pour un véhicule à essence. Lauréat *ex æquo* dans sa catégorie. Basé sur les données publiées par Ressources naturelles du Canada dans le *Guide de consommation de carburant* 2003, 2004 et 2005 pour la Pontiac Vibe 1,8L avec une boîte manuelle à 5 vitesses. **Contrat de service requis. Pour obtenir plus de détails et de renseignements au sujet d'OnStar, appelez au 1 800 667-8277, informez-vous auprès de votre concessionnaire ou consultez le site www.onstarcanada.com. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7483 ou visitez www.gmcanada.com.